



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 JANVIER 1915

### Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.

F. LANGELIER

L. S.  
GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec.

SALUT !

**A**TTE<sup>N</sup>DU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le premier décembre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au sept janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le premier décembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd JANUARY, 1915

### Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.  
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

**W**HEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the first day of December, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the seventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the first of December next, and hereby convene you for the SEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

JAN 1915

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-cinquième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième

Par ordre,  
Le greffier de la couronne en chancellerie,  
Québec,  
5929 L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-fifth day of November, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,  
L.-P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
5930 Québec.

### Avis du Gouvernement

#### AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RELATIVEMENT AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAINE SESSION.

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 23 décembre 1914 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 16 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 21 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 27 janvier 1915 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés expireront le 10 février 1915 inclusivement.

Le greffier,  
L.-P. GEOFFRION,  
Québec, 25 novembre 1914. 5901

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

##### *Relatifs aux avis de Bill Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait

### Government Notices

#### NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 23rd December, 1914, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 16th January, 1915, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 21st January, 1915, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 27th January, 1915, inclusively; and the time limited for receiving reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 10th February, 1915, inclusively.

L.-P. GEOFFRION,  
Clerk.  
Québec, 25th November, 1914. 5902

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

##### *Relating to notices for Private Bills.*

53. All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common, the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or particular rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of

compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non et les dimensions de ce pont tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française pour le gouvernement.

Toute personne qui demande à présenter un bill privé doit déposer entre les mains du greffier huit jours avant l'ouverture de la session un exemplaire de ce bill en français ou en anglais et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de quatre cents exemplaires en anglais et cinq cents cinquante exemplaires en français, de plus \$2. par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et revision des épreuves. La traduction doit être

other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there is but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. The expenses and costs attending the private bills giving an exclusive privilege or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and five hundred copies in french for the government, has been paid him.

Any person asking to obtain any private bill shall deposit with the clerk of the House eight days before the opening of the session a copy of such bill in the English or French language and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in the English language and 550 copies in French and also \$2. per page of printed matter for the translation and 50c. per page for correction and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the

faite par les officiers de la chambre et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

5931

G. C. L.

### CHAMBRE DES COMMUNES.

#### RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

##### 1. Pour des lois de constitution en corporation:

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

##### 2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

printing shall bedome by the contractor.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars n all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

5932

C. L. G.

### HOUSE OF COMMONS.

#### CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

##### 1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to op: rate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

##### 2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,  
5525 Greffier de la Chambre des Communes.

2177-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Hamilton (Saint-Bonaventure), dans le comté de Bonaventure, tout le territoire suivant compris dans les limites ci-après décrites du cadastre officiel du canton Hamilton, savoir: borné vers le sud-ouest par la Baie-des-Chaleurs; vers le nord-est par la ligne limitative entre les rangs V et VI; vers le sud est par la ligne entre les lots Nos 310 et 311 dans le rang 1, la limite sud-est de la partie ouest du lot No 714, paten-tée comme partie ouest du lot No 25, primitif dans es rangs 11, la ligne entre les lots Nos 859 et 860 du rang III, la ligne entre les lots Nos 977, 978 du rang IV, et la ligne entre les lots Nos 1051 et 1052 du rang V; vers le nord-ouest, par les paroisses de Saint-Charles de Caplan et de Saint-Alphonse-de-Liguori ou lignes entre les lots Nos 210 et 211 du rang 1, entre les lots Nos 663 et 664 du rang II, entre les deux moitiés exactes du lot No 819 du rang III, entre les lots Nos 951 et 952 du rang VI, et entre les lots Nos 1035 et 1036 du rang V, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Siméon".

6781-2

Avis est par le présent donné que l'Ordre Indépendant des Forestiers, lequel a, jusqu'à présent, fait des affaires d'assurance de vie, maladie et incapacité sur le système de cotisations, a reçu, ce jour, un certificat d'enregistrement No 160, annulant les certificats d'enregistrement antérieurs et l'autorisation à entreprendre avec ses membres un ou des contrats d'assurance sur la vie, contre la maladie et l'incapacité spécifiés dans ses lois et constitution pour un ou des montants n'excédant pas, en plus des bénéfices de maladie et funéraires, la somme de cinq mille piastres sur une même vie.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province de Québec est, M. V. Morin, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de décembre 1914.

Pour le Trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Division des assurances,  
Département du Trésor, Québec, P. Q. 6727-2

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,  
5526 Clerk of the House of Commons.

2177-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Hamilton (Saint Bonaventure), in the county of Bonaventure, the whole of the following territory comprised within the hereinafter described limits of the official cadastre of the township of Hamilton, to wit: bounded towards the south west by Bay des Chaleurs; towards the north east by the division line between the 5th and 6th ranges; towards the south east by the line between the lots Nos. 310 and 311 in the 1st range, the south east limit of the west part of the lot No. 714, patented as the west part of the lot original number 25, of the 2nd range, the line between the lots Nos. 859 and 860 of the 3rd range, the line between the lots Nos. 977, 978 of the 4th range, and the line between the lots Nos. 1051 and 1052 of the 5th range; towards the north west, by the parishes of Saint-Charles de Caplan and Saint Alphonse de Liguori or the lines, between the lots Nos. 210 and 211, of the 1st range, between the lots Nos. 663 and 664 of the 2nd range, between the two exact halves of the lot No. 819 of the 3rd range, between the lots Nos 951 and 952 of the 4th range, and between the lots Nos. 1035 and 1036 of the 5th range, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Saint Simeon. 6782

Notice is hereby given that the Independent Order of Foresters, which has heretofore carried on the business of life, disability and sickness insurance on the assessment plan, has this day received Certificate of Registry No. 160, cancelling its former certificate of registry and authorizing it to undertake with its members the contract or contracts of life, disability and sickness insurance specified in its constitution and laws for a sum or sums not exceeding in addition to the sick and funeral benefits, the sum of five thousand dollars upon any one life.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are Mr. V. Morin, Montréal, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, R. S. Q., 1909, this twenty third day of December, 1914.

For the Treasurer of the Province of Quebec.  
WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec, P. Q.

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Dame Cléphire Gagnon, des cité et district de Montréal, épouse de feu Georges Tétreau, en son vivant courtier en immeubles, du même lieu, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'éclaircir certains doutes concernant l'interprétation du testament de son mari et aux fins d'être autorisée à vendre, échanger et disposer des biens immeubles de feu son mari, à les hypothéquer, emprunter sur iceux, et enfin, à en jouir comme d'un propriétaire absolu.

DAME CLEPHIRE GAGNON,  
Montréal, 24 décembre 1914. 13-1-4

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session par Thomas Joseph Coonan, pour une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à lui permettre de pratiquer le droit immédiatement et d'autoriser le secrétaire du conseil général du barreau à lui donner de suite son certificat comme avocat.

THOMAS JOSEPH COONAN,  
Montréal, 30 novembre 1914. 17-1-4

Avis public est par le présent donné, que Ralph E. Allan, étudiant en droit, de la cité et district de Montréal, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un bill dans le but, entre autres choses, d'autoriser le Barreau de la Province de Québec à lui permettre de pratiquer comme un avocat, après examen.

19-1-4 RALPH E. ALLAN.

Avis est par le présent donné que les Commissaires d'école pour la municipalité du Coteau-Saint-Pierre, dans le district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi leur donnant le droit de faire chaque année un rôle d'évaluation de la propriété immobilière située dans la dite municipalité, nonobstant les dispositions des articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de Québec, 1909, et pour d'autres fins.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,  
ALEXANDER & ELDER,  
Procureurs des pétitionnaires.  
Daté à Montréal, 21 décembre 1914. 6689-2

Les commissaires d'école pour la municipalité scolaire Saint-François-Solano donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire, chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières se trouvant dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec et pour autres fins.

LAMARRE & BRODEUR,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 2 décembre 1914. 6203-4

THE BANKERS' TRUST COMPANY  
Avis est par le présent donné que la "Bankers' Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi portant en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096 M.M., des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,  
Procureurs de la dite compagnie.  
Montréal, 23 décembre 1914. 6715-2

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Dame Cléphire Gagnon, of the city and district of Montreal, widow of the late Georges Tétreau, in his lifetime broker of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a bill to cause certain doubts to disappear in the interpretation of the last will of her husband and to be authorized to sell, exchange and dispose of the immoveables of her late husband, to hypothecate and mortgage same and to dispose of said immoveable property as an absolute proprietor.

DAME CLEPHIRE GAGNON.  
Montréal, 24th December, 1914. 14-1-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session by Thomas Joseph Coonan for an act authorizing the bar of the Province of Quebec, to permit him to practice law forthwith and to authorize the secretary of the general council of the bar to issue him his certificate as an advocate at once.

THOMAS JOSEPH COONAN,  
Montreal, 30th November, 1914. 18-1-4

Public notice is hereby given that Ralph E. Allan, student in law, of the city and district of Montreal, will present to the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a bill for the purpose, among other things of authorizing the Bar of the Province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, after examination.

20-1-4 RALPH E. ALLAN.

Notice is hereby given that the school Commissioners for the municipality of Coteau Saint Pierre, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an Act granting them the right to make a valuation roll each year of the immoveable property situate in the said municipality, notwithstanding the provisions of articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and for other purposes.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,  
ALEXANDER & ELDER,  
Attorneys for Petitioner.  
Dated at Montreal, 21st December, 1914. 6690

The school commissioners for the school municipality of Saint François Solano, give notices that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the right to make every year a valuation roll of the immoveable property being within the limits of their municipality notwithstanding articles 2836 and 2837 of the Revised Statutes of the province of Québec and for other purposes.

LAMARRE & BRODEUR,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 2nd December, 1914. 6204

THE BANKERS' TRUST COMPANY  
Public notice is hereby given that the Bankers' Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act increasing so far as said company is concerned to five years period of two years provided for in article 7096 M. M., of the Revised Statutes of the Province of Quebec and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,  
Solicitors for Applicants.  
Montreal, 23rd December, 1914. 6716

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Jean Michel Derome, de Montréal, et pour autres fins.

JEAN MICHEL DEROME,

Montréal, 10 décembre, 1914 6439-3

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi incorporant la ville Mont Royal. 3 Georges V, chapitre 72, quant à ce qui suit, savoir: la qualification nécessaire pour occuper les charges municipales; l'abrogation de l'obligation d'élargir partie du chemin de la Côte Saint-Laurent; le prolongement des délais accordés à la ville pour faire certains arrangements avec la compagnie des tramways de Montréal et la Montreal Public Service Corporation; l'érection en municipalité scolaire distincte du territoire de la ville, et pour autres fins s'y rapportant.

A. L. McKENZIE,

Secrétaire-trésorier de la ville Mont-Royal.  
Montréal, 14 décembre 1914. 6489-3

#### DEMANDE A LA LEGISLATURE

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de Québec à sa session prochaine, par Montcalm Construction Company pour qu'il soit passé un acte à l'effet de donner à la dite compagnie de plus amples pouvoirs et en particulier celui d'exploiter des lignes et un système de téléphone dans la cité de Québec et ailleurs et aussi à l'effet de sanctionner certaines conventions entre la dite compagnie et d'autres compagnies et corps publics.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,  
Québec, 14 décembre 1914. 6483 3

Avis public est par les présentes donné que, la corporation du village de Saint-Michel de Laval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte, la loi 4 Georges V, chapitre 97, de manière à être constituée en corporation de ville, sous le nom de "ville Saint-Michel", sujet aux dispositions de la loi des cités et villes, avec certaines restrictions et modifications et sous réserve des pouvoirs spéciaux déjà obtenus;

Ratifier, confirmer et valider les plans préparés par F. C. Laberge, ingénieur civil, en date du 27 novembre 1914, relatifs au prolongement de la montée Saint-Michel; comme aussi les modifications apportées dans l'exécution des travaux, aux plans préparés par le dit F. C. Laberge, en date du 25 mai 1913, pour l'élargissement de la dite montée;

Ratifier, confirmer et valider certains contrats et marchés et certains règlements et décréter que certaines émissions de débentures seront soustraites aux formalités ordinaires et n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la corporation;

Accorder à la corporation certains pouvoirs spéciaux et additionnels, relatifs aux objets suivants ou autres s'y rapportant:

(a) Continuation et construction de ses trottoirs, macadam et pavages permanents et ouverture et élargissement de nouvelles rues ou places publiques;

(b) Continuation et prolongement de son

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Jean Michel Derome, of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

JEAN MICHEL DEROME,

Montreal, 10th December, 1914. 6440

Notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, amending the law incorporating the town of Mount Royal, 3 George V, chapter 72, in regard to the followings, to wit: the necessary qualification to occupy municipal offices; the repeal of the obligation to enlarge part of côte Saint Laurent road; the extension of delays granted to the town to make certain arrangements with the Montreal Tramways Company and with the Montreal Public Service Corporation; the erection into a separate school municipality of the territory of the said town, and for other purposes connected therewith.

A. L. McKENZIE,

Secretary-treasurer of the town of Mount Royal.  
Montreal, 14th December, 1914. 6490

#### APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Montcalm Construction Company for an Act granting the company additional powers and especially the power to operate telephone lines and a system of telephone in the city of Quebec and elsewhere, and also sanctioning certain agreements made by the said company with other companies and public bodies.

BELLEAU, BAILLARGEON & BELLEAU,  
Québec, 14th December, 1914. 6484

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village de Saint-Michel de Laval", shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

To amend its charter, the Act 4, Geo. V., chapter 97, in order to become a town corporation, under the name of "Town of Saint Michel", subject to the provisions of the cities and towns act", with certain restrictions and modifications and under reserve of the special powers previously obtained;

To ratify, confirm and validate the plans prepared by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, under date of the 27th of November 1914, relating to the prolongation of the "Montée Saint Michel"; and also modifications made during the execution of the works to the plans prepared by said F. C. Laberge, under date of the 25th of May, 1913, for the widening of said "Montée Saint-Michel";

To ratify, confirm and validate certain contracts and agreements and certain by-laws; also to enact that certain issues of debentures shall be exempted from ordinary formalities and shall not effect the borrowing power of the corporation;

To grant to said corporation certain special and additional powers respecting the following objects:

(a) The continuation and construction of its sidewalks, macadam, permanent pavements, also the opening and widening of new streets and public places;

(b) The continuation and prolongation

système d'égouts et d'aqueduc et particulièrement le droit de passer ses tuyaux principaux, tant que pour les égouts que pour l'aqueduc, dans les rues et ruelles privées et autres propriétés privées, sans être obligée d'acquiescer à ces propriétés mais sujette à l'obligation d'indemniser qui de droit;

(c) Acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de tous terrains nécessaires ou utiles à ce que dit ci-dessus ainsi qu'à toutes autres entreprises publiques;

(d) Emprunt de toutes sommes de deniers nécessaires aux fins ci-dessus énumérées ainsi qu'à l'exécution de certains autres travaux publics et à l'extinction de la dette flottante; et pour autres fins;

L. E. BEAULIEU,  
Procureur de la pétitionnaire.

Montréal, 14 décembre 1914. 6527-3

Avis public est par les présentes donné que Julien-Edouard-Alfred Dubuc, industriel, Joseph E. Cloutier, courtier, Raymond Belleau, notaire, Alexandre Béchar, comptable, Antonio Langlais, avocat, Jean-F. Grenon, ingénieur-civil et autres tous de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi les constituant en compagnie sous le nom de "La Société des réserves hydrauliques du Saguenay" avec les droits et privilèges suivants, savoir:

(a) Etablir et maintenir en opération pour les fins de l'industrie et du flottage du bois au moyen d'écluses ou digues érigées sur les rivières Péribonka, Chicoutimi et au Sable, ou autrement, des réservoirs pour emmagasiner l'eau du territoire drainé par chacune de ces rivières respectivement dans le but de régulariser le débit de l'eau et d'assurer aux industries la permanence des forces hydrauliques dont elles peuvent avoir besoin;

(b) Acquiescer par bail, achat, expropriation, ou autrement, des particuliers, et acquiescer de la couronne conformément à la loi, les lacs, étangs, rivières, pouvoirs, hydrauliques, écluses, réservoirs, ou autres travaux de même nature déjà existant, droits riverains et tous immeubles nécessaires pour arriver à ses fins;

(c) Vendre, moyennant un tarif approuvé, aux personnes ou compagnies industrielles qui en auront besoin, l'eau ainsi accumulée et gardée en réserve par le moyen desdits réservoirs.

LAPOINTE & LANGLAIS,  
Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 1er décembre 1914. 6545-3

Avis public est, par les présentes, donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes:

Libérer, pour l'avenir, de la répartition imposée par la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, cette partie du territoire de la paroisse de Saint-Bernardin de Sienne, qui en a été détachée;

Obtenir certains pouvoirs spéciaux pour imposer une répartition sur tout ou sur partie seulement du territoire de la paroisse;

Rendre applicable à la paroisse avec certaines modifications, les dispositions de l'article 4320 des Statuts refondus, 1909;

Ratifier, confirmer et valider l'acte de vente en date du 9 juillet 1914, devant C. Paquet, N. P., ainsi que l'acte comportant constitution d'hypo-

sewer system and of its aqueduct, with the special right to lay its main pipes, as well for the sewers as for the aqueduct, in private streets and other private properties, without being compelled to acquire such properties but subject to the obligation of indemnifying any interested parties;

(c) The acquisition, by mutual consent or by expropriation of all and necessary or useful to above mentioned purposes, and also to other public undertakings;

(d) The borrowing of all sums of money required for the purposes herein above mentioned, also for the execution of certain other public works and for the extinction of the floating debt; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,  
Attorney for the petitioner.

Montreal, 14th December, 1914. 6528

Public notice is hereby given that Julien-Edouard-Alfred Dubuc, manufacturer, Joseph E. Cloutier, broker, Raymond Belleau, notary, Alexandre Béchar, accountant, Antonio Langlais, advocate, Jean-F. Grenon, civil engineer and others, all of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "La Société des Réserves hydrauliques du Saguenay" with the following rights and privileges, to wit:

(a) For the purposes of the lumber trade and the floating of timber, to establish and maintain in operation, by means of dams or dikes erected on the Peribonka, Chicoutimi and au Sable rivers or otherwise, reservoirs for storing the waters of the territory drained by each of such rivers respectively, with the object of regulating the flow of the waters and of securing for industrial establishments the permanency of the water-powers they may need;

(b) To acquire by lease, purchase, expropriation or otherwise, from private individuals and to acquire from the crown in conformity with the law, the lakes, ponds, rivers, water-powers, dams, reservoirs or other works of the same nature already in existence, riparian rights and all immovables necessary for the attainment of such ends;

(c) To sell, according to an approved tariff, to persons or industrial companies needing the same, the water so stored and held in reserve by means of the said reservoirs.

LAPOINTE & LANGLAIS,  
Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 1st December, 1914. 6546

Notice public is hereby given that "The parish Priest and Church Wardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint Bernardin de Sienne of Montreal" shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the following purposes:

To free for the future from the assessment imposed by the parish of Saint Léonard de Port-Maurice, that part of the territory of the parish of Saint Bernardin de Sienne, which has been taken from said parish of Saint Léonard de Port-Maurice;

To obtain certain special powers, in order to impose an assessment upon the whole or part of the territory of said parish;

To apply to said parish with certain modifications, the provisions of article 4320 of the revised statute, 1909;

To ratify, confirm and validate the deed of sale, under date of the 9th of July, 1914 before C. Paquet, N. P.; also the deed of mortgage

thèque devant le même notaire, et en date du 23 juillet 1914, et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,  
Procureur des requérants.  
Montréal, 14 décembre 1914. 6529-3

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "La Communauté des Religieuses Trappistes de Notre-Dame de Maubec", corporation légalement constituée, ayant son siège social à Notre-Dame de Maubec, près de Montelimar, dans le département de Drôme, en France, légataire universelle de Dame Caroline Desève, connue en religion sous le nom de Sœur Clémence, et autrefois de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour être autorisée à jouir des bénéfices et avantages à elle conférés par le testament de la dite Dame Caroline Desève, signé à Maubec le 23 mai 1912, vérifié par le tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Montelimar susdit, et dûment enregistré, et pour être autorisée à vendre l'immeuble légué par le dit testament.

L. E. COUSINEAU, Chan.  
Procureur des requérantes.  
Montréal, 10 décembre 1914. 6463-3

Avis est par le présent donné que "The Congregational Church and Society", de la cité de Sherbrooke, Qué., et ses fidéi-commis, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin de les autoriser à exlever du lot du cadastre numéro 1442, du quartier sud de Sherbrooke, connu comme "The Union Cemetery", les restes de toutes personnes enterrées et toutes les pierres et monuments érigés, et les faire transporter à un autre endroit, et vendre et transporter le dit lot 1442.

FRASER & RUGG,  
Solliciteurs des requérants.  
Sherbrooke, 9 décembre 1914. 6533-3

#### AVIS.

Avis public est par les présentes donné par la corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale:

La constituant en corporation de ville sous le nom de "Ville Montréal Nord" sujette à l'application de la loi des cités et villes, avec certaines modifications et restrictions; lui permettant de construire un système d'égout; prolonger la canalisation de son aqueduc; compléter le macadamisage de ses rues; exproprier certaines propriétés pour l'élargissement de son chemin principal; acheter certains terrains pour y construire un hôtel de ville et poste de pompiers; emprunter l'argent nécessaire pour faire et parachever ces travaux comme pour payer certaines dettes et obligations de la corporation; abroger, restreindre et modifier, pour la corporation, certaines dispositions de la loi générale des cités et villes; ratifier certains règlements et émission de débetures et décréter que cette émission n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation; ratifier certains comptes, emprunts temporaires, marchés, résolutions et contrats; acquérir certains pouvoirs additionnels pour confirmer, ratifier et homologuer les plans de la municipalité; fait et certifié par F. G. Laberge, ingénieur géomètre, et autres fins.

J. A. E. GRAVEL,  
Avocat de la pétitionnaire.  
Montréal, 6 novembre 1914. 6543-3

before the same notary, under date of the 23rd of July, 1914; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 14th December, 1914. 6530

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Communauté des Religieuses Trappistes de Notre-Dame de Maubec", a body politic and corporate having its chief place at Notre-Dame de Maubec, near Montelimar, in the department of Drôme, France, as universal legatee of Dame Caroline Desève, known as Sister Clémence, heretofore of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec to be authorized to receive the benefits and advantages conferred to it by the last will of said Dame Caroline Desève, signed at Maubec on the 23rd of May 1912, verified by the civil tribunal of the district of Montelimar aforesaid, and duly registered, and to be authorized to sell said immoveable given by said last-will.

L. E. COUSINEAU, Chan.,  
Representing said petitioners.  
Montreal, 10th December, 1914. 6464

Notice is hereby given that the Congregation Church and Society of the city of Sherbrooke, Que., and its Trustees, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize it and them to remove from lot cadastral number 1442, of the south ward of Sherbrooke, known as The Union Cemetery, the remains of all persons interred therein and all stones and monuments erected therein, to another vacation, and to sell and convey said lot number 1442.

FRASER & RUGG,  
Solicitors for the applicants.  
Sherbrooke, 9th December, 1914. 6534

#### NOTICE.

Public notice is hereby given by the corporation of the parish of Sault-au-Récollet that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a special law:

To secure in corporation of the town under the name of "Ville Montréal Nord", subject to the application of the law regarding cities and towns, together with certain modifications and restrictions; with permission to construct a drainage system; to extend the water works system; complete macadamization of streets; expropriate certain properties for the widening of the principal thoroughfare; purchase certain properties for the construction of a town hall and fire station; to borrow the necessary funds to finish these works, and for the payment of outstanding obligations; to abridge, extend and modify for the corporation certain interpretations of the law relating to cities and towns; ratify certain Bye-Laws, and the issue of debentures, and to declare this issue of no effect on the borrowing powers of the corporation; ratify certain accounts, temporary loans, obligations, resolutions and contracts; to acquire certain additional powers to confirm, ratify and homologate the plans by the municipality made and certified by A. G. Laberge, surveyor, and for other purposes.

J. A. E. GRAVEL,  
Attorney for the petitioners.  
Montreal, 6th November, 1914. 6544

La Cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Prélèvement d'argent par imposition de taxes; taxes générales et spéciales; taxe d'affaires; taxe d'eau; taxes spéciales pour améliorations locales ou autres; taxes sur billets de théâtres, etc., pour fins de charité; rôles de répartition pour travaux, améliorations et expropriations; pouvoir d'exécuter certains travaux à défaut du propriétaire et réglementation à ce sujet; emprunts; rues, ruelles, voies publiques; égouts; drains et aqueducs; plans privilégiés; parcs; squares; traverses, licences et permis; paix et sureté publiques; hygiène et salubrité; travaux et améliorations publiques; eau; lumière; paix, ordre et bon gouvernement de la cité; modification du système d'administration et du gouvernement de la cité; élection du Maire, des Commissaires et échevins et élections en général; préparation des listes électorales; taxes sur les salles de vues animées; obligations que la ville a assumées envers certaines municipalités annexées; préparation et mise en vigueur des rôles d'évaluation; taxes sur et réglementation des camions automobiles et automobiles en général; redistribution, fusion et noms des quartiers; formation de la cité en districts; annexions expropriations; révocation de permis ou licences; loi concernant la Commission des Services Electriques de la cité de Montréal; conduits souterrains; publication des avis publics; majorité requises pour adoption de certaines mesures par le conseil; adoption automatique des rapports des commissaires (article 21 L); soumissions pour travaux et achats de matériaux, marchandises, etc.; interprétation de la loi au sujet de l'expropriation de la rue de la Montagne; ratification du règlement No 529; commutation de taxes pour certains privilèges au-dessus et au-dessous des rues et ratification des contrats entre la cité et le gouvernement fédéral à ce sujet.

Par ordre,

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,  
Hôtel de Ville,

Montréal, 5 décembre 1914.

6251-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales et scolaires, le territoire faisant partie actuellement de la municipalité de St Dorothée dans le comté de Laval et comprenant les numéros 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 235 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Dorothée et une partie aussi de la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, comprenant les numéros 191, 192, 193, 194, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Rose, situés dans les limites du dit territoire, y compris les subdivisions des dits lots originaux qui peuvent exister, sous le nom de "Laval sur le Lac", et placer la dite ville, sous les dispositions de la loi des cités et villes, avec quelques modifications aux dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de l'élection du Maire et les échevins, de la votation, de la taxation, qualification des électeurs, du maire, et des échevins et autres dispositions en rapport, nécessaires ou accessoires aux susdites fins.

FILION & MONETTE,  
Avocats du requérant.

Montréal, 2 décembre 1914.

6235-4

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Raising of money by levying taxes; general and special taxes; business tax; water rate; special taxes for local or other improvements, taxes on theater tickets, etc., for charity purposes, assessment rolls for works, improvements and expropriations; power to perform certain works in the event of the proprietor failing to do the same, and to enact by-laws in this connection; loans, streets, lanes, thoroughfares; sewers; drains and water-works; plans; privileges; parks; squares; crossings; licenses and permits; public peace and safety; hygiene and sanitation; public works and improvements; water; light; peace; order and good government of the city; modification of the system of administration and government of the city; election of the Mayor, Commissioners and aldermen and elections generally; preparation of voters' lists; taxes on moving picture halls; obligations assumed by the city towards certain annexed municipalities; preparation of assessment rolls and putting the same into force; taxes on and regulation of motor trucks and motor vehicles generally; redistribution, names and amalgamation of wards; division of the city into districts; annexations expropriations; revocation of permits or licenses; law concerning the Electrical Commission of the city of Montreal; underground conduits; publication of public notices; majorities required for the adoption of certain measures by the council; automatic adoption of the Commissioners' reports (Art. 21 L); tenders for works, and purchases of materials; goods, etc.; ratification of by-law No. 529; interpretation of the act relating to the widening of Mountain St.; communication of taxes for certain privileges over and under the streets and ratification of the agreements entered into between the city and the Dominion Government in this connection.

By order,

L. O. DAVID,  
City Clerk.

City Clerk's Office,  
City Hall.

Montreal, 5th December, 1914.

6252

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law incorporating in town, for municipal and school purposes, the territory actually being a part of the municipality of Saint Dorothée, in the county of Laval, comprising lots Nos. 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 235 situated within the limits of the said territory of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint-Dorothée, also a part of the municipality of the parish of Sainte Rose, in county of Laval, comprising Nos. 191, 192, 193, 194 of the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Sainte Rose, within the limits of the said territory including the subdivision of the said original lots which may exist under the name of "Laval on the Lake", and to place the said town under the dispositions of the law of cities and towns with some special modifications relating to the time and mode of election of Mayor and Aldermen, qualification of electors, Mayor, aldermen, and other dispositions as may be incidental, necessary or accessory to the above purposes.

FILION & MONETTE,  
Attorneys for the petitioners.

Montreal, 2nd December, 1914.

6236

Avis public est donné que Edmond Beau-doin, de Saint-Louis de Courville, en sa qualité de tuteur de Anna et Edouard Vachon, enfants mineurs issus du mariage de feu Edouard Vachon avec feu Emilie Beau-doin, présentera à la législature à sa prochaine session, un projet de loi pour l'autoriser à vendre ou concéder à vente privée et de gré à gré et échanger la partie non subdivisée ainsi que les subdivisions du numéro cinquante-neuf du cadastre de la paroisse de Beauport, de recevoir le prix de toute telle vente, d'en donner quittance, d'en déposer le prix après avoir acquitté sur icelui toutes les dépenses pour l'adoption de cette loi et pour la confection des plans de subdivision, à la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, prix qui ne pourra être retiré pendant la minorité des dits mineurs que sur ordonnance judiciaire rendue sur avis d'un conseil de famille. L'intérêt de toute somme ainsi déposée, pourra cependant être retiré et employé à l'entretien et à l'éducation des dits enfants mineurs.

EDMOND BEAUDOIN,  
par Sirois et Sirois, notaires.  
Québec, 16 décembre, 1914. 6495-3

Avis est donné que J. Richard Lessard, étudiant en notariat, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi faisant remonter la date de sa cléricature à la date de son admission à l'étude du notariat par la chambre des notaires, le onze juillet mil neuf cent douze, bien que son brevet de cléricature soit antérieur à cette dernière date.

J. RICHARD LESSARD, E. E. L.,  
Montréal, 30 novembre 1914. 6245-4

Avis est par les présentes donné, par le soussigné George Archambault, étudiant en droit, des cité et district de Montréal, qui ayant obtenu la permission du conseil général du Barreau de la province de Québec, il présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session un bill pour qu'il soit admis à la pratique du droit après examen.

GEORGE ARCHAMBAULT,  
Montréal, 3 décembre 1914. 6243-4

Avis public est par les présentes donné que les syndics des chemins à barrières de Montréal, corps politique et incorporé, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander une loi les autorisant à vendre et à disposer de certaines parties des chemins sous leur contrôle, sur lesquels les taux de péage ont déjà été commués ou le seront à l'avenir, et les autorisant également à céder telles parties de chemins d'une manière définitive aux municipalités ayant créé les taux de péage sur paiement des montants convenus par telles municipalités, et sur versement de tels montants entre les mains des syndics pour les fins de rachat des bons ou débetures émis par les dits syndics et pour toutes autres fins que de droit.

SIMEON MONDOU,  
Sec.-Trés  
Montréal, 4 décembre 1914. 6249-4

Avis public est, par les présentes donné par Arthur Hotte, jardinier, Damase Lagacé dit Meunier, entrepreneur, Eusèbe Lorrain, bourgeois, Alphonse Taillefer, cultivateur, Napoléon Lamer, boucher, Gustave Landreman, bourgeois,

Public notice is hereby given by the undersigned Edmond Beau-doin, of the parish of Saint Louis de Courville, in his capacity of tutor, to Anna & Edouard Vachon, minor children of the late Edouard Vachon and of the late Emilie Beau-doin, shall present at the legislature, at its next session, a bill for the purpose of authorizing him, to sell and assign by private contract or exchange, the non divided part and the subdivisions of the lot fifty nine upon the cadastral plan and book of reference thereto for the parish of Beauport, to receive the price, of such sale, to grant a discharge thereof, to deposit said price of sale, after the payment out of said price of the expenses incurred for the passing of this law and the making of the subdivision plans with the Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, said deposit to be withdrawn during the minority of said children only upon judgment delivered upon the advice of a family council, and the interest of such deposit to be paid to the tutor for the maintenance and education of said minor children.

EDMOND BEAUDOIN,  
Per Sirois & Sirois, Notarys.  
Quebec, 14th December, 1914. 6496

Notice is given by J. Richard Lessard, of Montreal, student in law, that he will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law by which it will be enacted that his indenture as student in law has commenced on the date of his admission to the study of the notarial profession by the board of Notaries, namely: the eleventh of July, nineteen hundred and twelve, although his deed of indenture be prior to the date lastly mentioned.

J. RICHARD LESSARD, E. E. L.  
Montreal, 30th November, 1914. 6246

Notice is hereby given by the undersigned George Archambeault, student in law, of the city and district of Montreal, that after having obtained permission from the general council of the bar of the province of Quebec, he will present a bill to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the practise of law after examination.

GEORGE ARCHAMBAULT,  
Montreal, 3rd December, 1914. 6244

Public notice is hereby given that the Montreal Turnpike Trust, a body politic and corporate, will apply itself to the Legislature, at its next session, to have power to sell and dispose of the portion of roads under their control upon which the tolls have been commuted and will be commuted in future and also to divest themselves of any portion of the roads for which they may commute the tolls in the future; that the amounts received in this way from the municipalities in payment be handed over to the Trust for the purpose of the redemption of the bonds and for other purposes.

SIMEON MONDOU,  
Sec.-Trea.  
Montreal, 4th December, 1914. 6250

Public notice is hereby given by Arthur Hotte, Gardener, Damase Lagacé alias Meunier, contractor, Eusèbe Lorrain, gentleman, Alphonse Taillefer, farmer, Napoléon Lamer, butcher, Gustave Landreman, gentleman, Isidore Vali-

Isidore Valiquette, bourgeois, Jean-Baptiste Lamer, sr., boucher, Charles Réal Blache, courtier, Wilfrid Lorrain, manufacturier, et Avila Piché, marchand, tous de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval, district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, au moyen d'un bill, afin d'obtenir l'incorporation en village, sous le nom de la Municipalité du Village de l'Abord à Plouffe, du territoire faisant actuellement partie de la paroisse de Saint-Martin, et compris dans les limites de l'arrondissement scolaire de L'Abord à Plouffe, et borné à l'est par la ville Laval des Rapides, au nord, par la côte sud de la paroisse de Saint-Martin, et à l'ouest par les numéros trente-neuf et quarante (39-40) du reste de la paroisse de Saint-Martin, au sud, par la Rivière des Prairies, et de lui octroyer outre les pouvoirs du code municipal, certains pouvoirs non tenus dans l'acte des Cités et villes, et principalement des pouvoirs sur les matières suivantes: élection au bulletin secret, confection de la liste électorale, qualification des électeurs, emprunts pour travaux municipaux, administration, définition de terres en culture et taxes sur icelles.

Par ordre,  
GORDIEN MENARD,  
Procureur des soussignés.

6311-4

Avis public est par les présentes donné que l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi abrogeant toute charte antérieure la régissant, et lui octroyant une charte nouvelle laquelle charte sera relative à l'admission des membres, aux contributions des membres, aux bénéfices accordés aux dits membres à leurs veuves et à leurs enfants, aux pensions, à ses pouvoirs, à son administration, à son bureau de direction, aux assemblées, à l'augmentation des fonds de l'Association et aux autres fins nécessaires pour promouvoir les intérêts de l'Association et pour lui assurer une meilleure administration.

HENRI A. BEIQUE,  
Procureur de la requérante.

Montréal, 8 décembre 1914. 6309-4

Avis est par les présentes donné que la corporation de Cartierville, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendant sa charte, savoir le Statut 3 George V, chapitre 73; pour en retrancher la section 10; pour déterminer la qualification des échevins; pour obtenir le droit d'élargir le Boulevard Gouin, à 80 pieds et le Chemin de Saint-Laurent à 60 pieds; pour déterminer quand et comment se feront ces élargissements y compris les expropriations et le prélèvement des fonds nécessaires et l'homologation des lignes des dits Boulevard et Chemin tel que projeté.

LOUIS BOYER,  
Procureur de Cartierville.

Montréal, 7 décembre 1914. 6305-4

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire de Saint-Marc de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,

Montréal, 7 décembre 1914. 6271-4

quette, gentleman, Jean-Baptiste Lamer, sr., butcher, Charles Réal Blache, broker, Wilfrid Lorrain, manufacturer and Avila Piché, merchant, all of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, district of Montreal, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by means of a Bill, for the incorporation as a village, under the name of Municipality of the Village of L'Abord à Plouffe, of the territory now forming part of the parish of Saint Martin, and comprised within the limits of the school district of L'Abord à Plouffe and bounded on the east by the town of Laval des Rapides, on the north by the south hill of the parish of Saint Martin, on the west by Nos. thirty-nine and forty (39-40) of the remaining part of the parish of Saint Martin, and on the south by the River des Prairies, and for the granting, the said village, in addition to the powers conferred by the Municipal Code, of certain powers contained in the cities' and towns' Act, and especially of powers on the following matters: election by ballot, preparation of the voters' list, qualification of electors, loans for municipal works, administration, definition of lands under cultivation and taxes thereon.

By order,  
GORDIEN MENARD,  
Attorney for Petitioners.

6312

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act repealing all previous acts which governed the said association, and granting it a new charter referring to the admission of members, to assessments of the members, to the benefits granted to the said members, to their widow and their children, to the pensions, to its powers, to its administration, to its board of directors, to the meetings and to the increasing of the funds of the Association and other objects necessary to promote the interests of the association and to secure its better administration.

HENRI A. BEIQUE,  
Attorney for Petitioner.

Montreal, 8th December, 1914. 6310

Notice is hereby given that the corporation of Cartierville, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session to obtain an act amending its charter to wit Statute 3 George V, chapter 73; to strike out therefrom section 10; to determine the qualification of alderman; to obtain the right of widening the Gouin Boulevard to 80 feet and the Saint Laurent road to 60 feet; to determine when and how those widenings shall be made including expropriations and assessment of the funds required and the homologation of the lines of the said Boulevard and road as projected.

LOUIS BOYER,  
Attorney for Cartierville.

Montreal, 7th December, 1914. 6306

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of Saint Marc of Montreal, in the counties of Maisonneuve and Montreal-Dorion, to the School municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and condition, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Montreal, 7th December, 1914. 6272

**MUNICIPALITE DU VILLAGE DE SAINT-BENOIT JOSEPH LABRE D'AMQUI**

Avis est donné que la corporation du village de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir un bill ratifiant les règlements adoptés par le conseil du dit village, les 21 mai 1912, 7 juillet 1913 et 22 juillet 1914, et approuvés par les électeurs municipaux du dit village subséquemment à l'adoption de chacun d'eux, et pour ratifier les emprunts contractés en vertu des deux premiers et les débetures à être émises en vertu du dernier, pourvoir à leur remboursement et, d'une façon générale, assurer l'exécution des dits règlements et des travaux y mentionnés.

LOUIS S. ST-LAURENT,  
Procureur de la dite corporation.  
Québec, 12 décembre, 1914. 6491-3

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire du Parc Amherst, dans le comté de Hochelaga, à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

ALPHONSE DÉCARY,  
11, Place d'Armes.  
Montréal, 1er décembre 1914. 6109-4

Avis est par les présentes donné que Charlemagne Rodier, avocat et Conseil du Roi; Adolphe Lecours, manufacturier; François Emile Fontaine, agent de publicité; J. A. Adélar Brodeur, avocat; et Maurice Larose, agent; tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour être incorporé sous le nom de "Société Mutuelle Ouvrière de Construction de Montréal", cette société ayant pour objet de faciliter aux ouvriers l'acquisition de logements modèles et salubres, et autres fins.

DESAULLES, GARNEAU & VANIER,  
Avocats des pétitionnaires.  
Montréal, 7 décembre 1914. 6351-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Georges Dumont, de Montréal, et pour autres fins.

GEORGES DUMONT,  
Montréal, 9 décembre 1914. 6361-4

Province de Québec,  
District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville d'Outremont s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi consolidant les différents actes qui constituent la charte de la dite ville et de plus l'incorporant comme cité en vertu des dispositions de l'acte des cités et villes avec certains pouvoirs spéciaux additionnels relatifs aux officiers du Conseil; aux personnes qualifiées comme électeurs; aux avis municipaux; aux règlements, à leur contestation et aux pénalités qu'ils imposent; à l'inspection des maisons; à la construction de résidences modèles et au droit d'en disposer; à la protection des personnes et des propriétés; à la santé publique; au maintien en étant convenable des terrains

**MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT BENOIT JOSEPH LABRE D'AMQUI**

Notice is given that the corporation of the village of Saint Benoit Labre d'Amqui will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to obtain an act ratifying the by-laws adopted by the council of the said village on the 21st May 1912, 7th July 1913 and 22nd July 1914, and approved by the municipal electors of the said village after the adoption of each thereof, and to ratify the loans contracted in virtue of the two first and the debentures to be issued in virtue of the last, provide for the reimbursement thereof, and, in general, insure the execution of the said by-laws and of the works therein mentioned.

LOUIS S. ST-LAURENT,  
Solicitor for the said corporation.  
Quebec, 12th December, 1914. 6492.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of Parc Amherst, in the county of Hochelaga, to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DÉCARY,  
11, Places d'Armes.  
Montreal, 1st December, 1914. 6110

Notice is hereby given that Charlemagne Rodier, advocate and King's Counsel; Adolphe Lecours, manufacturer; François Emile Fontaine, advertiser agent; J. A. Adélar Brodeur, advocate and Maurice Larose, agent, all of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session to be incorporated under the name of "The Workmen's Mutual Building Society of Montreal", such society being created for the purpose of enabling workmen to acquire model tenements, and for other purposes.

DESAULLES, GARNEAU & VANIER,  
Attorneys for Petitioners.  
Montreal, 7th December, 1914. 6352

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the college of dental surgeons of the province of Quebec, to admit Georges Dumont of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

GEORGES DUMONT,  
Montreal, 9th December, 1914. 6362

Province of Quebec,  
District of Montreal.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Outremont will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the adoption of a legislation consolidating the different acts constituting the charter of the said town, and incorporating it as a city under the cities and towns act with special additional powers respecting the officers of the council, the persons qualified to be electors, the municipal notices, the by-laws, their contestation and the penalties enacted thereby; the inspection of houses, the building of model residences and their disposal; the protection of persons and property; the public health; the maintenance in proper order of vacant land; the public thoroughfares and the repair and payment of damages caused

vagues; aux voies publiques et à la réparation et au paiement des dommages causés aux dites voies par les tranchées et excavations; aux nuisances; aux rôles d'évaluation, taxes et licences et cotisations spéciales pour le feu, la lumière et la police; à la propriété non-imposable; aux expropriations; à l'acquisition des ruelles et chemins par prescriptions, sous certaines conditions et à d'autres fins.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Procureurs de la ville d'Outremont.  
Montréal, 9 décembre 1914. 6363-3

Avis est par le présent donné que la Montreal Amateur Athletic Association, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte et ses amendements, aux fins d'augmenter ses pouvoirs, agrandir le champ de ses opérations, obtenir une exemption de taxes et pour autres fins.

LESLIE H. BOYD, K. C.  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 9 décembre, 1914. 6327-4

Avis est par le présent donné que Joseph Auguste Richard, des cité et district de Montréal, commerçant, présentera un bill à la prochaine session de la législature de Québec, aux fins d'obtenir la confirmation et la ratification d'un acte de vente par devant Mtre Victor Morin, notaire, de Montréal, le 26 février 1913, par Admiral N. Sharp, de Montréal susdit, commerçant, au dit Joseph Auguste Richard, d'une propriété décrite comme suit: Un certain immeuble situé sur le coté Nord-est de la rue Saint Dominique, en la cité de Montréal, portant le numéro cinq cent vingt-et-un (No 521) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite ville, mesurant environ treize mille cent pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, sans bâtisses, nonobstant la substitution grevant la dite propriété crée par le testament de feu Jean Baptiste DesRoches, par devant Mtre P. Mathieu, notaire et collègue, le 2 octobre 1868, et pour autres fins.

WALSH & WALSH,  
Procureurs du dit J. A. Richard.  
Montréal, 7 décembre 1914. 6409-4

Avis est par les présentes donné que la corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre sa charte "1 Ed. VII, Ch. 44, des Statuts de 1901":

1. Pour rendre la "Loi des Cités et Villes" applicables à la cité; excepté certaines dispositions concernant les matières suivantes, savoir: Les personnes inhabiles aux charges municipales, le défaut de préparer la liste des électeurs, le cens électoral, la proclamation des candidats élus, la tenue des élections, la contestation des élections, le conseil et ses membres, la vacance dans les charges municipales, la tenue des assemblées du conseil, les auditeurs, l'évaluation et le rôle d'évaluation, l'année fiscale; concernant le pouvoir de faire certains règlements pour la protection de la personne et de la propriété, la santé et la salubrité publiques, la décence et les bonnes mœurs, les voies et places publiques, l'approvisionnement de l'eau, l'éclairage, le chauffage, les chemins de fer urbains, les marchés, les abattoirs, les divers commerces et industries, les maîtres et serviteurs, les cimetières, inhumations et causes de décès, les indemnités, secours

thereto by trenches and excavations; the nuisances valuation rolls taxes and licences and special fire, lighting and police assessments; the non-taxable property; the expropriations; the acquisition of lanes and roadways by prescription, under certain conditions and various other objects.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Attorneys for the town of Outremont.  
Montreal, 9th December, 1914. 6364

Notice is hereby given that the Montreal Amateur Athletic Association, of the City of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next Session for the passing of an Act amending its Act of Incorporation and Amendments, for the purpose of increasing its powers to enlarge the scope of its operations, to obtain exemption from taxes and for other purposes.

LESLIE H. BOYD, K. C.,  
Attorney for Petitioner.  
Montreal, 9th December, 1914. 6328

Notice is hereby given that Joseph Auguste Richard of the city and district of Montreal, trader, will present a bill at the next session of the Quebec Legislature for the purpose of obtaining confirmation and ratification of a deed of sale made before Victor Morin, notary of Montreal, on the 26th of February, 1913, by Admiral N. Sharp of Montreal aforesaid, trader to said Joseph Auguste Richard, of a property described as follows: "That certain property situate on the north east side of Saint Dominique street, in the city of Montreal, bearing the number five hundred and twenty one (No. 521), of the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, of the said city, measuring about thirteen thousand one hundred feet in superficies, English Measure and more or less, without warranty of precise measurement, without buildings thereon erected notwithstanding the substitution affecting said property, created by the will of the late Jean Baptiste DesRoches made before P. Mathieu, notary and colleague on the 2nd of October 1868; and for other purposes.

WALSH & WALSH,  
Attorneys for the said J. A. Richard.  
Montreal, 7th December, 1914.

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending and revising its charter. I Ed. VII, Ch. 44, Statute of 1901.

1. To apply the cities and towns' Act to the city of Three Rivers, except certain restrictions respecting the following: Persons disqualified for municipal offices, the default of preparing the electors' list, qualifications of electors, the proclamation of candidates elected, the holding of elections, the contestation of elections, the council and its members, vacancies in municipal offices, the holding of the council meetings, auditors, valuation and valuation roll, fiscal year; respecting the power to make certain by-laws for the protection of persons and property, hygiene and public health, decency and good morals, streets and public squares, water supply, lighting, heating, street railway, markets, abattoirs, various trades and industries, masters and servants, cemeteries, burials and causes of deaths, indemnities, reliefs, rewards aid in the construction, improvement and maintenance of public works or undertakings foreign to the

récompenses, l'aide à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de travaux étrangers à la cité, les bibliothèques publiques, les recensements; concernant les finances municipales, le prélèvement des taxes, les biens non-imposables, l'imposition des taxes, le rôle de perception, l'exemption des taxes, les emprunts, le recouvrement des amendes; concernant la juridiction de la cour du recorder, les procédures contre la cité, l'exécution des jugements contre la cité et concernant certaines formules.

2. Pour ajouter certaines dispositions concernant les matières suivantes, savoir: le nombre et les limites des quartiers; les dispositions concernant la commission scolaire; les emprunts soit sur débiteures ou temporaires sur le capital ou sur le revenu pour toutes fins et spécialement pour la construction de trottoirs permanents; la taxe de locataire; le pouvoir d'accorder les permis ou licences pour l'exercice de professions, arts, métiers, commerces, industries ou genres de travaux quelconques soit pour les habitants de la cité ou les étrangers et obliger les employeurs à aider à la perception de ces licences, le délai à être fixé pour l'obtention de ces licences; la distance que les constructions doivent avoir des rues, l'expropriation pour confection des trottoirs la votation sur les règlements, la limite du pouvoir d'emprunt; la passation, l'entrée en vigueur, la contestation et le désaveu des règlements; l'approbation des règlements par les propriétaires et la pénalité qui leur est attachée; les avis pour perception des taxes et leur paiement le pouvoir de taxer les lots vacants pour les dépenses de construction, d'entretien et d'améliorations de l'aqueduc, les élections des membres du conseil.

ARTHUR BELIVEAU,

Greffier de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 4 décembre 1914. 6285-4

Avis est par le présent donné que F. X. Vanasse et autres propriétaires de biens-fonds du territoire ci-dessous mentionné, feront application à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'une loi érigeant le dit territoire en municipalité de ville, savoir:

Tout le territoire formé par les indications suivantes:

Borné au nord-est par la paroisse de Saint-Maurice et les Nos 567, 542, 424, 134, 143, 149, 157, 163, 164, 166, 167 et 168 de la paroisse du Cap de la Magdeleine;

Borné au Sud par le fleuve Saint Laurent et la rivière Ssint-Maurice;

Borné à l'Ouest par la paroisse Saint-Maurice; et afin de faire décréter par la dite loi que les habitants du dit territoire seront gouvernés par la loi des cités et villes.

ARTHUR BELIVEAU,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 10 décembre 1914. 6337-4

Les administrateurs de l'Université Laval, à Montréal, dont le siège est à Montréal, dans le district de Montreal, donnent avis, par les présentes, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'amender l'amendement ajouté à sa charte, loi 55-56 Victoria, chapitre 64, par le statut 3 Georges V, chapitre 97, pour leur accorder l'autorisation d'emprunter des deniers; de céder et transporter leurs biens et revenus en remboursement de tout prêt, et pour autres fins.

J. L. DESJARDINS, ptre,

Secrétaire de l'Université Laval, à Montréal.  
Montréal, 9 décembre 1914. 6399-4

city, public libraries, census; respecting municipal finances, levying of taxes, collection roll, exemption from taxes, loans, recovery of penalties; respecting the jurisdiction of the Recorder's Court, proceedings against the city, the execution of judgments against the city and certain forms.

2. To add certain provisions respecting the following, to wit: the number and boundaries of wards, provisions respecting the school commission, loans made either on debentures or temporary loans on the capital or revenue for any purposes and especially for the building of permanent sidewalks, tenants taxes; the power to grant permits or licenses for the carrying on of professions arts, trades, business, industries or other occupation whatever either by the inhabitants of the city or strangers, and to oblige employees to assist in the collection of such licenses; the distance buildings must be erected from the streets, expropriation for the building of sidewalks, votation on by-laws, borrowing limits; the passing, coming into force, contestation and disallowance by proprietors and the penalty attached thereto; the notices for the collection of taxes and their payment, the power to tax vacant lots for the expenses of the building, maintenance and improvement of waterworks, the elections of the council members.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk of the city of Three Rivers.

Three Rivers, 4th December, 1914. 6286

Notice is hereby given that F. X. Vanasse and other real estate owners of the territory hereinunder mentioned, will apply to the Legislature of the province of Quebec to obtain the passing of an act erecting the said territory into a town municipality, to wit:

The whole of the territory comprised within the following limits:

Bounded on the north east by the parish of Saint Maurice and the Nos. 567, 542, 424, 134, 143, 149, 157, 163, 164, 166, 167 and 168 of the parish of Cap de la Magdeleine;

Bounded on the south by the River Saint Lawrence and the Saint Maurice river;

Bounded on the west by the parish of Saint Maurice;

And so as to have enacted by the said Act that the inhabitants of the said territory shall be governed by the Cities and Towns' Act.

ARTHUR BELIVEAU,

Attorney for Petitioner.

Three Rivers, 10th December, 1914. 6338

The administrators of Laval University, of Montreal, the head office whereof is at Montreal, in the district of Montreal, hereby give notice that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof to amend the amendment added to its charter the Act 55-56 Victoria, chapter 64, by the Statute 3 George V, chapter 97, so as to grant them the authorization to borrow monies, convey and transfer their property and revenues for the reimbursement of any loan, and for other purposes.

J. L. DESJARDINS, Priest,

Secretary of Laval University of Montreal.  
Montreal, 9th December, 1914. 6400

Avis est par le présent donné que l'Armée du Salut s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi autorisant ses ministres ou officiers dans la province de Québec, à officier aux mariages, baptêmes et sépultures et tenir des registres de l'état civil.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Solliciteurs des demandeurs.  
Montréal, 9 décembre 1914. 6329-4

Avis public est par les présentes donné que la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, (communément appelée Sœurs Grises) s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée aux fins de mieux définir ses droits et pouvoirs et lui en accorder de nouveaux, particulièrement en ce qui concerne le caractère corporatif de la dite Communauté, ses fins, sa régie interne et sa capacité légale de contracter, d'acquérir des meubles et immeubles, les aliéner, hypothéquer et engager généralement, emprunter, émettre des obligations garanties par hypothèque et par gage et nantissement s'il y a lieu; et aux fins d'ériger en paroisse civile le territoire suivant, étant la paroisse canonique de Notre-Dame de Liesse, savoir:

Commencant à un point situé au milieu du chemin de la Côte de Liesse, vis-à-vis la ligne de division entre les lots Nos 478 et 481 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent; puis, traversant le dit chemin, dans une direction Nord-Ouest, et suivant la ligne de division entre les dits lots Nos 478 et 481, jusqu'à vis-à-vis la ligne de division Sud-Est du lot No 479; puis tournant vers le Sud-Ouest, en suivant les lignes Sud-Est des lots Nos 479, 480, 483 et 484 jusqu'au lot No 485; puis de là, tournant vers le Nord-Ouest, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 484 et 485, jusqu'à la ligne Sud-Est du lot No 486; puis dans une direction Sud-Ouest, en suivant la ligne Sud-Est des lots Nos 486 et 487, jusqu'au lot No 488; puis de là, tournant vers le Nord Ouest en suivant la ligne de division entre les lots Nos 487 et 488, et prolongeant jusqu'au milieu de chemin de fer de la Côte Vertu; puis de là dans une direction Sud-Ouest, en suivant le milieu du chemin de la Côte Vertu, jusque vis-à-vis la ligne Nord-Est du lot No 489; puis de là dans une direction Sud-Est, traversant le dit chemin et suivant la ligne de division entre les lots Nos 488 et 489, jusqu'à l'encoignure Sud du dit lot No 488; puis de là, tournant vers le Nord Est, en suivant la ligne de division entre les dits lots Nos 488 et 489, jusqu'à l'encoignure Ouest du lot No 485 avec les dits lots Nos 488 et 489; puis tournant vers le Sud-Est, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 485 et 489 et traversant le chemin public, et continuant dans la ligne de division entre les lots Nos 572 et 573, jusqu'à la limite Nord-Ouest des lots du cadastre de la paroisse de Montréal; puis de là, tournant vers le Nord-Est, en suivant la ligne de division entre la paroisse de Saint-Laurent et la paroisse de Montréal, jusqu'à l'encoignure Ouest du lot No 79 du cadastre de la paroisse de Montréal, puis tournant vers le Sud-Est, en longeant la ligne de division entre les lots Nos 79 et 83, jusqu'à la ligne Sud-Est du dit lot No 79; puis de là vers le Nord-Est, en suivant les lignes Sud-Est des lots Nos 79 et 78, jusqu'à la ligne Sud-Ouest du lot No 77; puis tournant vers le Nord-Ouest, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 77 et 78, jusqu'aux limites Sud-Est de la paroisse de Saint-Laurent; puis de là, tournant vers le Sud-Ouest, en longeant la ligne de

Notice is hereby given that the Salvation Army, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize its ministers and officers, in the province of Quebec, to perform acts of marriage, baptism and burial, and to keep registers of civil status.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Sollicitors for Applicants.  
Montreal, 9th December, 1914. 6330

Public notice is hereby given that the "Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal", commonly called Grey Nuns, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act more clearly defining its rights and powers and granting it additional rights and powers, especially respecting the corporate character of the said Communauté, its purposes, internal management and legal capacity of contracting, to acquire moveables and immoveables, alienate, hypothecate and generally pledge the same, borrow, issue bonds guaranteed by hypothecs, liens and charges if necessary; and for the erection into a civil parish of the following territory being the canonical parish of Notre Dame de Liesse, to wit:

Starting from a point situate in the center of Cote de Liesse road, opposite the division line between lots Nos. 478 and 481 of the cadastre of the parish of Saint Laurent; thence across the said road, in a Northwesterly direction, following the division line between the said lots Nos. 478 and 481 to a point opposite the south east division line of lot No. 479; thence towards the South West, following the South East division lines of lots Nos. 479, 480, 483, and 484 to the lot No. 485; thence towards the North West, following the division line between the lots Nos. 484 and 485, to the South East line of lot No. 486; thence, in a Southwesterly direction, following the South East line of lots Nos 486 and 487 to the lot No. 488; thence, towards the North West following the division line between lots Nos. 487 and 488 and extending to the center of Cote Vertu road; thence in a Southwesterly direction, following the center of Cote Vertu road, to a point opposite the North East line of lot No. 489; thence, in a Southeasterly direction, across the said road and following the division line between lots Nos. 488 and 489, to the south corner of said lot No. 488; thence, towards to the North East, following the division line between the said lots Nos. 488 and 489 to the West corner of lot No. 485 and lots Nos. 485 and 489, across the public road, and continuing in the division line between lots Nos. 572 and 573, to the North West limit of the cadastral lots of the parish of Montreal; thence, towards the North East, following the division line between the parish of Saint Laurent and the parish of Montreal, to the west corner of lot No. 79 of the cadastre of the parish of Montreal, thence, towards the South East, along the division line between lots Nos. 79 and 83, to the South East line of said lot No. 79; thence, towards the North East, following the South East lines of lots Nos. 79 and 78, to the South West line of lot No. 77; thence, towards the North West, following the division line between lots Nos. 77 and 78 to the South East limits of the parish of Saint Laurent; thence, towards the South West, along the division line between the parish of Saint Laurent and the parish of Montreal, to the North East line of lot No. 575 of the parish of Saint Laurent; thence, towards the North

division entre la paroisse de Saint-Laurent et la paroisse de Montréal, jusqu'à la ligne Nord-Est du lot No 575 de la paroisse de Saint-Laurent; puis de là, tournant vers le Nord-Ouest, en suivant la ligne de division entre les lots Nos 575 et 576, et continuant à travers le chemin de la Côte de Liesse, jusqu'au milieu du dit chemin; puis de là, tournant vers le Nord-Est, en suivant le centre du Chemin de la Côte de Liesse, jusqu'à vis-à-vis la ligne de division entre les lots Nos 478 et 481 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, étant le point de commencement.

La dite propriété comprenant les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent sous les Nos 481, 482, 485, 488 et parties des lots Nos 573, 574 et 575; et les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous les Nos 78 et 79; le tout comprenant le terrain dans les dites limites occupé par le Chemin de Fer Jacques-Cartier Union et par le chemin public connu sous le nom de Côte de Liesse et contenant une superficie d'environ cinq cent soixante-quinze arpents et deux dixièmes (575-2).

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
Procureurs de la Communauté

des Sœurs Grises.

Montréal, 9 décembre, 1914. 6325-4

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi érigeant en corporation de ville, pour toutes fins municipales, la partie ci-après décrite du territoire formant actuellement la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, savoir:

Cette partie du territoire de la paroisse de Notre-Dame des Neiges des Trois-Pistoles, bornée comme suit:

"Au nord, par le fleuve Saint-Laurent; à l'est, par les lots numéros (76) soixante-seize et (77) soixante-dix-sept, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; au sud, par la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang de la paroisse des Trois-Pistoles; à l'ouest, par les lots numéros (258) deux cent cinquante-huit, (259) deux cent cinquante-neuf, (260) deux cent soixante, (261) deux cent soixante-un, (262) deux cent soixante-deux, (263) deux cent soixante-trois (264) deux cent soixante-quatre, inclusivement, du cadastre officiel de la dite paroisse des Trois-Pistoles".

Avis est aussi donné que la demande des requérants comporte l'incorporation du dit territoire en ville, à toutes fins que de droit, sous le nom de Ville des Trois-Pistoles, sous l'opération de la loi des cités et villes, avec quelques modifications ou dispositions spéciales au sujet du temps et du mode de la première élection du maire et des échevins, pour la dite ville.

Les requérants demanderont de fixer à un maximum de \$150.00 par arpent, pour dix ans, l'évaluation des terrains en culture du territoire constitué en ville.

Les requérants demanderont aussi la division de la municipalité en six quartiers, représentés chacun par un échevin.

Les requérants demanderont aussi que le Conseil de ville de la dite ville soit contraint de construire, dans l'année qui suivra la première élection municipale, un système d'aqueduc et d'égoût, au moyen d'un emprunt fait à cette fin, sans encourir les formalités d'un règlement soumis à l'approbation des électeurs municipaux.

West, following the division between lots Nos. 575 and 576, and continuing across the Cote de Liesse road; to the center of said road; thence, towards the North East, following the center of Cote de Liesse road, to a point opposite the division line between lots Nos. 478 and 481 of the cadastre of the parish of Saint Laurent, being the starting point.

The said property comprising the lots known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent under the Nos. 481, 482, 485, 488 and parts of lots Nos. 573, 574 and 575; and the lots known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under the Nos. 78 and 79, the whole comprising all the land within the limits occupied by the Jacques Cartier Union Railway and by the public road known under the name of Cote de Liesse, and containing five hundred and seventy five acres and two tenths (575-2).

KAVANAGH, LAJOIE, & LACOSTE,  
Attorneys for the Communaute

des Sœurs Grises.

Montreal, 9th December, 1912. 6326

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to obtain an Act erecting into a Town Corporation, for all municipal purposes, the hereafter described part of the territory presently forming part of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois-Pistoles, to wit:

That part of the territory of the parish of Notre Dame des Neiges des Trois Pistoles, bounded as follows:

On the north by the river Saint Lawrence; on the east by the lots numbers (76) seventy six and (77) seventy seven, inclusively, of the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, county of Temiscouata; on the west, by the lots numbers (258) two hundred and fifty eight, (259) two hundred and fifty nine, (260) two hundred and sixty, (261) two hundred and sixty one, (262) two hundred and sixty two, (263) two hundred and sixty three, (264) two hundred and sixty four, inclusively, of the official cadastre of the said parish of Trois Pistoles.

Notice is also given that the application of the petitioners is for the incorporation of the said territory into a town, for all lawful purposes, under the name of Town of Trois Pistoles, to be governed by the Cities and Towns' Act, with several special restrictions or provisions respecting the time and manner of the first election for the Mayor and aldermen of the said town;

The petitioners will ask to fix at a minimum of \$150.00 per arpent, for ten years, the valuation of the lands under cultivation included in the territory constituted into a town;

The petitioners will also ask for the division of the municipality into six wards, each ward to be represented by one alderman;

The petitioners will further ask that the Town Council of the said town be compelled to build, within the year following the first municipal election, a system of waterworks and sewers, by means of a loan made for such purpose, without having to submit the by-law respecting the above to the approval of the municipal electors;

Les requérants demanderont aussi l'autorisation requise pour amender, abroger ou annuler de quelque manière que ce soit, les règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation ou de perception quelconques, résolutions, ordonnances, listes, plans, et tous les actes ou documents municipaux quelconques qui pourront être en vigueur dans le territoire érigé en ville, lors de la sanction de la loi dont les requérants demandent l'adoption.

Les requérants demanderont enfin l'autorisation de faire payer par la dite ville les frais, honoraires et déboursés quelconques, encourus pour les fins de la présente constitution en corporation par les dits requérants et par les intéressés dans chaque partie du territoire ainsi constitué en ville.

J. H. ROUSSEAU, N. P.

Procureur des requérants.

Trois-Pistoles, 9 décembre 1914. 6499-3

#### AVIS

Avis est par le présent donné au nom de la compagnie de chemin de fer Alma & Jonquières, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, demande sera faite pour obtenir une loi aux fins d'amender sa charte la constituant en corporation et de pourvoir à une extension de temps pendant laquelle le chemin de fer autorisée par la dite charte sera commencé et achevé et aux fins de révoquer la section 2 de la dite charte et d'y substituer ce qui suit:

La compagnie pourra bâtir et exploiter au moyen de la vapeur ou de l'électricité ou les deux à la fois, une ligne de chemin de fer suivant la ligne la plus avantageuse partant d'un point situé à ou près d'Hébertville Station ou Saint-Gédéon, ou d'un point intermédiaire entre Hébertville Station et Saint-Gédéon, sur la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, de là, vers le nord-ouest à travers les cantons Labarre et Signal jusqu'à Saint-Joseph d'Alma et de là, à travers la Petite Décharge et vers le nord-ouest à travers l'Île d'Alma jusqu'à un point situé sur le Lac Saint-Jean entre la Grande Décharge et la Petite Décharge, une distance d'environ 20 milles aussi d'un point situé à ou près de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, sus-dite, de là vers l'est à travers les cantons Signal, Labarre, Kenogami et Jonquières jusqu'à Jonquières sur la dite ligne de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean pour se joindre à la dite ligne de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, une distance d'environ 30 milles et de là, à travers les cantons Jonquières et Chicoutimi jusqu'à un point sur la rivière Saguenay dans le dit canton Chicoutimi, ou à travers les dits cantons Jonquières, Chicoutimi, Bagot et Otis, avec pouvoir de construire des embranchements ou prolongements à divers endroits le long de la ligne et de se joindre à tous chemins de fer actuellement construits ou qui peuvent être construits à l'avenir.

N. A. BELCOURT,

Procureur des requérants.

6261-4

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation de la Ville du Sault-au-Récollet s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes, savoir:

Amender sa charte, telle que refondue par la loi 4, Georges V, chapitre 95, en restreignant, abrogeant, modifiant et amendement, quant à elle, certaines dispositions de la loi des cités et villes; ratifier, valider et confirmer certains contrats et marchés et certains plans préparés par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre; conférer le droit de vote aux compagnies incorporées, propriétaires d'immeubles dans les limites de son

The petitioners will also ask for the authorization required to amend, repeal or revoke, in any manner whatever, the by-laws, procès-verbaux, valuation or collection rolls whatever, resolutions ordinances, lists, plans, and all municipal acts or documents whatever which may be in force in the territory erected into a town, at the time of the sanction of the act applied for by the petitioners.

The petitioners will finally ask for the authorization to make the said town pay the costs, fees and disbursements incurred for the present incorporation by the said petitioners and by the interested parties in every part of the territory thus constituted into a town.

J. H. ROUSSEAU, N. P.

Attorney for the petitioners.

Trois Pistoles, 9th December, 1914. 6500

#### NOTICE

On behalf of Alma & Jonquières Railway Company notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec an application will be made for the passing of an act for the purpose of amending the Act to incorporate the Alma & Jonquières Railway Company and to provide for an extension of the time within which the railway thereby authorized shall be begun and finished and for the purpose of repealing section 2 thereof and substituting the following for the said section 2:

"The company may build and operate by steam or electricity or by both at the same time a railway following the most advantageous line from a point at or near Hébertville Station or Saint-Gédéon, or at some intervening point between Hébertville Station and Saint-Gédéon, on the line of the Quebec & Lake Saint John Railway; thence in a northwesterly direction through the townships of Labarre and Signal to Saint-Joseph d'Alma and thence across the Little Discharge and in a northwesterly direction through the Île d'Alma to a point on Lake Saint John between the Grand Discharge and the Little Discharge, a distance of about 20 miles; also from a point at or near the parish of Saint-Joseph d'Alma aforesaid, thence in an easterly direction through the townships of Signal, Labarre, Kenogami and Jonquières to Jonquières on the said, Quebec & Lake Saint John Railway to connect with the Quebec & Lake Saint John Railway aforesaid, a distance of about 30 miles, and thence through the township of Jonquières and Chicoutimi to a point on the Saguenay River in the said township of Chicoutimi, or through the said townships of Jonquières, Chicoutimi, Bagot and Otis to a point of the said Saguenay River in the said county of Otis, with power to build branches or extensions at various places along the line and to connect with all railways already built or which may hereafter be built."

N. A. BELBOURT,

Attorney for Petitioners.

6262

Notice public is hereby given that "La Corporation de la Ville du Sault-au-Récollet" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act for the following purposes:

To amend its charter, as revised by 4, Georges V, chapter 95, restriction, abrogating, modifying and amending, in regard to said Corporation, certain provisions of the "Cities and Towns Act"; to ratify, validate and confirm certain contracts and agreements and certain plans prepared by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor; to confer the right to vote to incorporated companies, owning real-

territoire; obtenir certains pouvoirs spéciaux et additionnels pour annexer certains terrains portant les numéros 115 à 123 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; aussi pour continuer la construction de ses trottoirs, de ses pavages et de son système d'aqueduc et pour poursuivre ses travaux d'égouts et de canalisation, y compris la canalisation de certains cours d'eau naturels; aussi pour créer, ouvrir et élargir des parcs, places, rues et chemins publics et acquérir de gré à gré, ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires à cette fin; pour acquérir de la même manière une certaine lisière de terrain, étant partie du lot numéro 227 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; pour emprunter toutes sommes de deniers nécessaires à tous et chacun des objets susdits ainsi qu'à l'exécution de certains autres travaux publics et à l'acquittement de la dette flottante et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,

Procureur de la pétitionnaire

Montréal, 4 décembre 1914. 6247-4

Avis est par le présent donné que la Ville Lasalle s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour faire amender sa charte la loi 2 Geo. V., ch. 75, aux fins:

De changer les limites et le nombre des quartiers de la municipalité; faire continuer en fonctions les membres du conseil en office lors de ce changement; réduire le nombre d'électeurs requis pour mettre un échevin en nomination; obtenir le pouvoir de faire ses expropriations sous l'autorité de la loi des chemins de fer de Québec; de préparer de nouveaux rôles de taxes pour remplacer ceux annulables ou annulés pour cause d'irrégularités et rendre ces dispositions applicables aux rôles déjà faits; de construire son aqueduc et ses égouts aux frais de la ville et d'en répartir le coût, en tout ou en partie, sur le territoire desservi au moyen de taxes spéciales proportionnées au front des immeubles ou autrement et de répartir de nouveau, conformément à ces nouvelles dispositions, le coût de ces travaux déjà exécutés; répartir en tout ou en partie le coût d'acquisition des immeubles nécessaires à l'ouverture des Avenues et Rue Newman, Lafleur et Dollard dont la construction est ordonnée par le règlement No 16 passé par le conseil de la ville le 27 mai 1914 sur les propriétaires d'immeubles situés en bordure de ces rues; exempter de cette répartition les propriétaires qui ont déjà cédé ou céderont gratuitement à la ville le terrain requis d'eux; régler la subdivision des terrains dans la ville; mieux définir la limitation d'évaluation des terrains en culture et non défrichés; régler le placement et l'administration de son fonds d'amortissement; accorder aux compagnies incorporées le droit de vote aux élections municipales et pour obtenir d'autres pouvoirs pour le bon gouvernement de la ville.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la ville Lasalle.

Lasalle, 4 décembre 1914. 6427-3

#### AVIS PUBLIC

Victor E. Béique, étudiant en droit, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session afin d'obtenir le droit de pratiquer et d'exercer la profession d'avocat après avoir passé les examens requis.

HENRI A. BEIQUE,

Avocat du requérant.

6765-2

estates, within its territory; to obtain certain special and additional powers relating to the annexation of certain lots bearing numbers 115 to 123 inclusively of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; relating also to the continuation of the construction of its side-walks, pavements and aqueduct, of its sewers and other works of canalization, including the canalization of certain natural water courses; relating also to the creation, opening and widening of certain public places, parks, streets and roads and to the acquisition, by natural consent or by expropriation of the land required for said purposes, also to the acquisition, in the same manner, of a strip of land being part of lot number 227 of the official plan and book of reference of said parish of Sault-au-Récollet, and to borrow all sums necessary for all and every of the above objects for the execution of certain other public works and for the consolidation of the floating debt and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,

Attorney for Petitioner,

Montreal, 4th December, 1914. 6248

Notice is hereby given that the town of Lasalle will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter, the act 2 Geo. V., ch. 73, for the purposes of:

Changing the limits and numbers of the wards of the municipality; extending the term of office of the members of the council at the time of such change; reducing the number of electors required for the nomination of alderman; obtaining the power to make expropriations under the Quebec Railway Act; preparing new assessment rolls to replace those voidable or annulled for irregularities or illegalities, and to render such provisions applicable to the rolls already made; constructing its waterworks and sewers at the expense of the town and to apportion the whole or part of the cost thereof, upon the territory served, by means of special taxes proportionate to the frontage of immovables or otherwise and to assess anew, pursuant to such provisions, the cost of works already executed; assessing anew in whole or in part, the cost of the acquisition of the lands necessary for the opening of the Avenues and streets, called Newman, Lafleur and Dollard, the construction whereof is enacted by by-law No. 16, passed by the council of the town on the 27th May, 1914, upon the property owners fronting upon such streets; and to exempt from such assessment the property owners who have ceded or will cede gratuitously to the town the lands required from them; Regulating the subdivision of lands in the town; Better defining the limitation of valuation of cultivated and uncleared lands; regulating the investment and management of its sinking fund; granting to incorporated companies the right to vote on municipal elections and obtaining additional powers for the proper government of the town.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the town of Lasalle.

Lasalle, 4th December, 1914. 6428

#### PUBLIC NOTICE

Victor E. Béique, student at law, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain the authorization to practice law after he has passed the required examinations.

HENRI A. BEIQUE,

Attorney for petitioner.

6766

## CITE DE QUEBEC

## HOTEL-DE-VILLE

Québec, 15 décembre 1914.

## AVIS PUBLIC

## Amendements à la loi constituant en corporation la cité de Québec

Attendu que la cité de Québec a représenté par sa pétition qu'il est nécessaire d'amender la loi la constituant en corporation, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande; à ses causes. Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La cité de Québec est par la présent loi, autorisée à emprunter une somme n'excédant pas (huit cent mille) piastres, dont trois cent cinquante mille pour payer le coût de la reconstruction de la Terrasse Dufferin, élargissement des rues et autres travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité, cent soixante-quinze mille piastres pour pourvoir à la reconstruction du pont "Bickell", et au parachèvement de la construction du pont Dorchester,—cinquante mille piastres pour pourvoir au parachèvement de l'hôpital civique,—cent cinquante mille piastres pour remplir les obligations de l'annexion de Montcalmville,—vingt mille piastres pour souscription aux Fonds Patriotique canadien et cent mille piastres pour pourvoir à l'élargissement de la côte d'Abraham.

2. Pour effectuer le dit emprunt, la cité est autorisée à émettre des obligations ou des certificats de stock enregistré au fur et à mesure qu'elle le jugera nécessaire pour les objets ci-dessus mentionnés, lesquelles obligations ou certificats de stock enregistré seront pour telle somme que la cité trouvera convenable, et seront payables dans un espace de temps n'excédant pas cinquante ans de leur date, avec intérêt n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, non compris les frais de l'emprunt et leurs escomptes.

3. L'article vingt de la loi vingt-neuf 29 Vict., paragraphe 6, chapitre 57, est remplacé par le suivant:

"20. Le conseil peut, pour prévenir l'infraction à ces règlements ou à quelques-uns de ces règlements, imposer des amendes fixes ou variables et l'emprisonnement à défaut de paiement, et laisser à la cour à déterminer le montant de l'amende et la longueur de l'emprisonnement; l'amende ne devra pas excéder, dans aucun cas, (cent) piastres, et elle sera poursuivie et recouvrée en la manière et forme prescrites par la loi qui régit la Cour du Recorder de la cité, et l'emprisonnement ne devra pas être pour une période de plus de (trois) mois de calendrier, à moins que la loi ne fixe un autre montant ou une autre période.

4. La loi 29 Vict., ch. 57, art. 29 est amendée en ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe 14:

14a. Pour imposer une amende n'excédant pas deux cents piastres ou 6 mois de prison à défaut de paiement de l'amende et des frais, ou six mois de prison sans option d'amende, à la discrétion du recorder dans le cas de condamnation de toute personne trouvée coupable d'avoir tenté de donner ou d'avoir donné une fausse alarme pour le feu.

## CITY OF QUEBEC.

## CITY HALL.

Quebec, 15th December, 1914.

## PUBLIC NOTICE

## Amendments to the charter of the city of Quebec.

Whereas the City of Quebec has, by its petition, represented that it is necessary to amend its charter, and it is expedient to grant its prayer: Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The city of Quebec is hereby authorized to borrow an amount not exceeding eight hundred thousand dollars, of which amount: Three hundred and fifty thousand dollars to pay the cost of rebuilding the Dufferin Terrace, the widening of streets and other permanent works in the streets and public places of the city, one hundred and seventy five thousand dollars to provide for the rebuilding of "Bickell's" bridge and to complete the construction of Dorchester bridge,—fifty thousand dollars, to complete the construction of the Civic Hospital,—one hundred and fifty thousand dollars to fulfill the conditions of annexation of Montcalmville,—twenty thousand dollars for the subscription to the Canadian Patriotic Fund, and one hundred thousand dollars to provide for the widening of Côte d'Abraham Hill.

2. For the effecting of such loan, the City is authorized to issue bonds or registered stock as it may deem necessary for the aforesaid purposes, which bonds or registered stock shall be for such amount as the City may deem expedient, and shall be payable within a period not exceeding fifty years from their date, with interest not exceeding four and half per cent per annum, not including the cost of floating the loan and the discount;

3. Article twenty of Act 29 Victoria, chapter 57, paragraph 6, is replaced by the following:

20. The Council may, to prevent infraction to such by-laws or to any of its by-laws, impose fixed or variable fines and imprisonment in default of payment, and leave to the court the fixing of the fine and the length of time of imprisonment; the fine not to exceed in any case one hundred dollars, shall be sued for and recovered in the manner and form prescribed by the law, which regulates the Recorder's Court of this city, and the imprisonment not to be for a period of more than three calendar months, unless the law fixes another amount and another period.

4. The Act 29 Victoria, chapter 57, article 29, is amended by adding the following paragraph after paragraph 14:

14a. To impose a fine not exceeding two hundred dollars or six months in jail, in default of the payment of the fine and costs, or six months in jail without option of fine at the discretion of the Recorder, in the case of the condemnation of a person found guilty of having attempted to give or having given a false fire alarm.

5. L'article 21 de la loi 1 Geo. V, ch. 47, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant: Ces ponts et leurs approches font partie des rues et des chemins de la cité à toutes fins quelconques et sont soumis à ses lois et règlements.

6. La loi 29 Vict., ch. 57, art. 38, paragraphe 5, tel qu'amendé par 51 et 52 Vict., ch. 78, art. 1, est amendée en y ajoutant le paragraphe suivant: Sur permission du comité de police et des règlements tout contribuable pourra poursuivre en son nom à la Cour du Recorder.

7. L'article 44 de la loi 7 Ed. VII, ch. 62, est remplacé par le suivant:

44. Si le propriétaire d'un terrain tenu de faire un trottoir dans une des rues de la cité, offre à cette dernière de faire le dit trottoir en pierre ou blocs d'asphalte, en asphalte ou en ciment le tout sur une fondation en béton d'au moins quatre pouces d'épaisseur, dans ce cas, si l'ingénieur de la cité a autorisé et accepté telle confection la cité remboursera au dit propriétaire le (quart) du coût ou de la valeur de ces travaux. (Ce remboursement sera fait une fois pour toujours, et ce, sur le compte du propriétaire appuyé d'un affidavit.)

8. Les articles 8 à 14 inclusivement de la loi Geo. V., ch. 47, art. 8 sont abrogés.

9. La section 18 de la loi 2 Geo. V., ch. 55, est remplacée par la suivante:

18. Lorsque la cité fait un pavage permanent dans une rue ou partie de rue elle peut en même temps y faire un trottoir uniforme en matériaux considérés permanents et se faire rembourser les (trois quarts) du coût de ce trottoir par les propriétaires des bâtisses ou terrains le long desquels le dit trottoir a été ainsi fait. La somme recouvrable pour cet objet est une créance privilégiée comme les cotisations et les taxes dues à la cité, et peut être recouvrée du débiteur devant la Cour du Recorder de la cité.

10. La section 6 de la loi 2 Geo. V., ch. 55, est remplacée par la suivante:

La Cité est autorisée à faire de temps en temps un, ou des emprunts spéciaux, pour des sommes n'excédant pas deux millions, cinq cent mille piastres qui forment un fond de roulement destiné à pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire ou du produit de la vente des débetures que la cité aura été autorisée par la Législature à émettre pour payer le coût des travaux permanents ou autres objets.

Le produit de tel ou tels emprunts doit être consacré uniquement et exclusivement aux fins ci-dessus mentionnées, et ces emprunts seront remboursés à même le revenu ordinaire, ou à même les autres sommes à la disposition de la cité, selon le cas.

Le ou les emprunts prévus par cet article doivent être faits au moyen de bons du trésor (Treasury Bills) signés par le Maire et le Trésorier de la cité.

11. L'octroi de toute licence pour la vente du lait et de la crème dans les limites de la ville, sera laissé à la discrétion du bureau d'hygiène de la cité.

Il sera de plus permis aux officiers du dit bureau d'hygiène de faire, même en dehors de la ville, l'inspection du lait destiné à être vendu dans la cité.

12. L'article 8 de la loi 1 Ed. VII, ch. 42 est remplacé par le suivant:

Il est défendu à qui que ce soit de se servir de canots, chaloupes ou autres embarcations pour naviguer sur la rivière Saint-Charles, en amont de l'écluse de l'aqueduc de la cité qui se trouve dans la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-

5. Article 21 of the Act 1 Geo. V, chapter 47, is amended by adding thereto the following paragraph: "These bridges and their approaches form part of the streets and the roads of the city for all purposes whatsoever, and are subject to its laws and by-laws."

6. The Act 29 Victoria, chapter 57, article 38, paragraph 5, as amended by 51 and 52 Victoria, chapter 78, article 1, is further amended by adding thereto the following paragraph: Upon permission granted by the Police and By-Law Committee, every taxpayer may, in his own name, sue before the Recorder's Court.

7.—Articles 44 of the Act 7 Edward VII, chapter 62 is replaced by the following:

44. If the proprietor of a lot bound to build a sidewalk in one of the streets of the city offers to the city to build the said sidewalk in stone or asphalt blocks, or asphalt or cement, upon a concrete foundation of at least four inches in thickness, in such cases, if the city engineer has authorized and accepted such construction, the city shall reimburse to the said owner, (one-fourth) of the cost or of the value of these works. (Said reimbursement to be done only once, and such payment shall not be made unless based upon an affidavit of the proprietor.)

8. Articles 8 to 13 inclusive of the Act George V, chapter 47, article 8, are repealed.

9. Section 18 of the Act 2 George V, chapter 55, is replaced by the following:

18. When the city builds a permanent paving in the street, it may in the same time build a uniform sidewalk in material considered to be permanent and recover reimbursement of (three fourths) of the cost of the said sidewalk from the proprietors of buildings or grounds along which the said sidewalk has been built. The sum to be recovered for that purpose is a privileged claim similar to assessments and taxes due to the city, and may be recovered from the debtor before the Recorder's Court of the city.

10. Section 6 of the Act 2 Geo. V, chapter 55, is replaced by the following:

The city is authorized to make, from time to time, one or more special loans for sums not exceeding two million five hundred thousand dollars to form a fund, (fonds de roulement) to provide for current expenses in anticipation of the ordinary revenue or of the proceeds of the sale of debentures which the city shall have been authorized by the Legislature to issue to pay the cost of permanent works or other objects. The proceeds of said loan or loans must be applied solely and exclusively for the purposes above mentioned and said loans shall be reimbursed out of the ordinary revenue or out of the other sums at the disposal of the city, as the case may be. Said loan or loans provided in said article must be made by means of Treasury bills signed by the Mayor and the City Treasurer.

11. The granting of any license for the sale of milk and cream within the City limits, shall be left in the hands of the Board of Health of the City. The officers of the said Board of Health are hereby empowered to make even outside the City limits the inspection of milk destined to be sold in the City.

12. Article 8 of the Act 1 Edward VII, chapter 42, is replaced by the following:

It is forbidden to all to use canoes, boats or other embarkations to navigate on the Saint Charles River above the dam of the water-works of the said city, which lies in the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette: and all persons

Lorette; et toute personne enfreignant cette disposition sera passible d'une amende n'excédant pas cent piastres et à défaut de paiement de la dite amende et des frais, d'un emprisonnement pour un espace de temps n'excédant pas trois mois.

13. Il est défendu d'ériger sur les bords de la rivière Saint-Charles en amont de la prise d'eau de l'aqueduc de la cité ou sur les bords du lac Saint-Charles toute construction qui ne sera pas à une distance telle que les égouts en provenant ne puissent atteindre les eaux de la dite rivière ou du dit lac Saint-Charles. Il sera aussi défendu d'établir des chemins d'hiver sur la glace du lac Saint-Charles et sur la rivière Saint-Charles en amont de la prise d'eau de l'aqueduc de la cité.

14. La section d de l'article 27 du chapitre 57 de la loi 29 Vict., est remplacée par la suivante:

"d. Aux fonds de réserve de pas moins de (deux et demi) pour cent pour faire face aux dépenses imprévues.

15. Le paragraphe 7 de l'article 2 ch. 46 de la loi 33 Vict., est remplacé par le suivant:

"Nulle personne ayant reçu aucun argent, billet ou promesse de récompense pour son vote ne pourra voter à l'élection d'un échevin.

16. Le quartier de Limoilou, pourra, par un règlement du conseil, être divisé en deux quartiers mais chacun de ces quartiers ne sera représenté que par un échevin dans le conseil.

17. Article 5 de la loi 1 Geo. V., ch. 47 est remplacé par le suivant:

"5. La cité est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas (un million) de piastres, pour exercer les pouvoirs accordés en vertu de la loi 7, Ed. VII, ch. 62, sec. 35 et 36.

18. Tout propriétaire d'un terrain en déclivité sur lequel il y a des bâtisses ou non, et en face duquel la cité est obligée d'accumuler des terres jectisses pour la construction de la rue, sera tenue de contribuer par une moitié au coût de l'érection du mur de soutènement nécessaire pour retenir les dites terres.

19. Pour faire ratifier certains paiements faits pour couvrir des dépenses occasionnées par la présente guerre.

20. Pour donner droit de vote aux employés et officiers civiques.

21. Pour annexer à la cité de Québec une certaine partie d'un No de cadastre de la paroisse de Sainte-Foye pour rectifier les limites de la cité de ce côté et pour d'autres fins.

(Signé) NAP. DROUIN,  
Maire de Québec.

H. J. J. B. Chouinard,  
Greffier de la cité. 6515-3

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, par les commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont, dans le comté de Montreal-Westmount, pour obtenir la passation d'une loi pour leur permettre de vendre de gré à gré les terrains qu'ils possèdent sur la rue Bloomfield, dans la ville d'Outremont, et les bâtisses sus érigées; de compléter l'école Lajoie et d'emprunter les sommes nécessaires à cette fin pour payer certaines autres dettes de la dite corporation, et pour autres fins.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Sainte-Madeleine d'Outremont dans le comté de Montréal-Westmount,

Par W. BRODEUR,  
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 16 décembre 1914. 6569-3

infringing the said provision shall be liable to a fine not exceeding one hundred dollars and in default of payment of the said fine and costs thereon to an imprisonment for a space of time not exceeding three months.

13. It is forbidden to construct on the borders of the River Saint Charles, above the water intake of the city water-works or on the borders of Lake Saint Charles, any building unless it be at such a distance that the sewage running therefrom shall not fall into the waters of the said river or of the said Lake Saint Charles. It is also forbidden to establish winter roads on the ice of Lake Saint Charles or on the River St-Charles above the intake of the water of the city water-works.

14. Section D of article 27 of chapter 57, of the Statute 29 Victoria, is replaced by the following:

"d. To the reserve funds of not less than (two and a half) per cent to meet unforeseen expenditure."

15. Paragraph 7 of article 2, chapter 46 of the Statute 43 Victoria, is replaced by the following:

No person having received any money, promissory note or promise of reward for his vote, shall be allowed to vote at the election of an Alderman.

16. Limoilou Ward may, by a by-law of the Council, be divided into two wards, but each of the two wards shall be represented only by one alderman in the Council.

17. Article 5 of the Act 1 George V, chapter 47, is replaced by the following:

5. The city is authorized to borrow a sum not exceeding (one million) of dollars to exercise the powers granted in virtue of the Act 1 Edward VII, chapter 62, sections 35 and 36.

18. All proprietors of land on an inclined plane upon which there may or may not be buildings, and in front of which the city is compelled to accumulate shot earth for the construction of a street shall be bound to contribute to one half the cost of the retaining wall necessary to retain the said shot earth.

19. To obtain ratification of certain payments to cover expenditure occasioned by the present war.

20. To grant the right to vote to civic officers and employees.

21. To annex to the city of Quebec, a certain portion of a cadastral number of the parish of Saint Foye to rectify the city limits in that direction, and for other purposes.

(Signed) NAP. DROUIN,  
Mayor in Quebec.

H. J. J. B. Chouinard,  
City Clerk. 6516

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the school commissioners for the municipality of the parish of Sainte Madeleine d'Outremont, in the county of Montreal-Westmount, for an act, authorizing them to sell by private contracts the lots of land and buildings thereon erected, owned by them on Bloomfield street, in the town of Outremont to complete the construction of Lajoie school, and to borrow the necessary sums therefore and to pay certain other debts of the said corporation and for other purposes.

The school commissioners for the municipality of the parish of Sainte Madeleine d'Outremont, in the county of Montreal, Westmount,

By W. BRODEUR,  
Secretary-treasurer.

Montreal, 16th December, 1914. 6570

Avis est par les présentes donné, que M. François Taillon, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale aux fins de déclarer valide en toute sa teneur le testament de feu Narcisse Taillon, en son vivant de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, reçu devant M<sup>re</sup> L. D. Théod. Vanasse et témoins, le 25 mai 1912, et notamment de déclarer valable le legs à lui fait par le dit testament.

FRANÇOIS TAILLON,

Père.

Saint Guillaume d'Upton, 15 décembre 1914. 6611-3

Avis est par le présent donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 66, et les diverses lois qui l'amendent, pour obtenir des pouvoirs additionnels et spécialement pour les fins suivantes:

Réduction du nombre des échevins et pourvoir à leur rémunération, autoriser la contribution au fonds patriotique, changer le nom des quartiers de la cité déterminer le mode d'approbation des règlements par les électeurs municipaux, amender la loi du désaveu des règlements, autoriser la cité à conclure des contrats avec les corporations des cantons d'Ascot, d'Orford et de Westbury pour la commutation des taxes municipales sur les propriétés de la cité situées dans les limites de ces cantons; ratifier les règlements municipaux, déterminer les procédures pour la tenue des sessions du conseil étendre la juridiction de la Cour du recorder, amender le pouvoir d'imposer des taxes municipales, expropriation pour fins municipales autorité de passer des règlements sur les sujets suivants: finances, administration, taxes, permis, licence, rôle d'évaluation et de perception, imposition des taxes, droit de taxer les charretiers propriétaires de véhicules-moteurs, autorisation d'employer le fonds de réserve pour les améliorations, ouvrages et améliorations publics, paix et bon ordre, santé et salubrité publiques, décense et bonnes mœurs, accorder réduction sur taxes et prix du gaz, lumière électrique, énergie électrique et eau fournis par la cité, et divers autres objets généralement.

J. A. LEBLANC,

Procureur de la Requérante.

Sherbrooke, 15 décembre 1914. 6565-3

Avis public est par le présent donné que, demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session par la "The Quebec & St. Maurice Industrial Company", pour une loi amendant la charte de la dite compagnie en changeant son nom en celui de "Brown Corporation et pour d'autres fins.

PENTLAND, STUART,

GRAVEL & THOMPSON,

Procureurs de la requérante.

Québec 17 décembre 1914. 6619-3

Avis est par le présent donné que la "The Provincial Light, Heat & Power Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session une loi amendant sa charte à propos de ses pouvoirs d'expropriation et de la manière de les exercer et d'autres affaires.

BROWN, MONTGOMERY,

& McMICHAEL,

Procureurs de la requérante.

Avocats: Edifice "Dominion Express".  
Montréal, 16 décembre 1914. 6607-3

Notice is hereby given by Mr. François Taillon, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, that he shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law declaring valid in its whole content, the last will of Mr. Narcisse Taillon in his lifetime of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, executed before L. D. Théod. Vanasse and witnesses on the 25th May, 1912, and especially declaring valid the legacy made in favor of the said Mr. François Taillon by the said last will.

FRANÇOIS TAILLON,

Père.

Saint Guillaume d'Upton, 15th December, 1914. 6612

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 66, and amendments thereto, to obtain additional powers and especially for the following purposes:

To reduce the number of aldermen and provide for their remuneration, authorize the contribution to the patriotic fund, to change the name of the wards of the city determine the mode of approval of the by-laws by the municipal electors, amend the law of disallowance of by-laws, authorize the city to make contracts with the corporations of the townships of Ascot, Orford and Westbury for the commutation of municipal taxes upon the properties of the city situated within the limits of said townships; to ratify the municipal by-laws, determine the proceedings for the holdings of the sessions of the council, extend the jurisdiction of the Recorder's Court, amend the power to impose municipal taxes, expropriation for municipal purposes, authority to pass by-laws on the following subjects: finance, administration taxes, permits, licenses, valuation and collection roll, imposition of taxes, right to tax carters, owners of motor vehicles, authorization to employ the reserve fund for improvements, works and public improvements, peace and good order, hygiene and public health, decency and good morals, to grant a reduction of taxes and price on water supplied by the city and various other subjects generally.

J. A. LEBLANC,

Attorney for the petitioner.

Sherbrooke, 13th December, 1914. 6566

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof by the Quebec & St. Maurice Industrial Company", for an act amending the act of incorporation of the said company by changing its name to that of "Brown Corporation" and for other purposes.

PENTLAND, STUART,

GRAVEL & THOMPSON,

Attorneys for applicant.

Quebec, 17th December, 1914. 6620

Notice is hereby given that The Provincial Light, Heat & Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act amending its charter in reference to its powers of expropriation and the manner of exercising the same, and other matters.

BROWN, MONTGOMERY,

& McMICHAEL,

Solicitors for applicant.

Advocates: Dominion Express Bldg.  
Montreal, 16th December, 1914. 6608

Avis est par le présent donné que, les syndics de la "The American Presbyterian Society of Montreal", demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, une loi amendant sa charte la loi (27-28 Vic. Chap. 163) et amendements comme suit, à savoir:

Changer la méthode d'acheter, de vendre, d'hypothéquer des immeubles, l'élection, la modification et l'augmentation du nombre des syndics d'abroger la disposition requérant l'enregistrement des transport dans le bureau du protonotaire.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Procureurs pour les pétitionnaires.  
Montréal, 16 décembre 1914. 6549-3

Avis est par le présent donné que "The Dorval Island Park Company, Limited" corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal et Samuel Carsley, courtier, Cécil Léonard Carsley, gentilhomme, Robert Mitchell Ballantyne, marchand, Peter William McLagan, marchand, Dr John McCombe, médecin, et Malcolm Drummond Barclay, arpenteur, tous propriétaires, habitants et contribuables dans la ville de Dorval, dans le district de Montréal, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session de passer une loi séparant de la ville de Dorval la plus grande partie du lot No 1027, de la paroisse de Lachine, et connue sous le nom de "Dorval Island", étant une île située dans le fleuve Saint-Laurent et entièrement bornée par lui, et la constituant en une ville indépendante la dite ville devant être connue sous le nom de "Dorval Island".

Avec pouvoir d'emprunter un montant n'excedant pas \$50,000.

LESLIE H. BOYD,  
Procureur pour les pétitionnaires.  
Montréal, 15 décembre 1914. 6547-3

#### AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, savoir le Statut 56 Victoria, chapitre 52 et ses amendements:

Pour donner pouvoir à la cité de garantir les obligations de compagnies industrielles désireuses de s'établir dans la cité.

Pour changer le mode d'évaluation des propriétés dans la cité de Hull, pour réduire le nombre des évaluateurs, établir un évaluateur permanent avec greffier, pour changer la division des quartiers; pour donner droit de voter aux co-propriétaires dans les élections municipales; pour payer un salaire au maire et aux échevins de la cité de Hull; pour imposer et forcer les contribuables à payer le coût d'améliorations locales et de canaux d'égout, spécialement sur l'avenue Laurier entre l'Avenue de l'Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Bernard, et sur la rue Montcalm, entre le pont de la Crique Brewery et le chemin d'Aylmer; pour obtenir le pouvoir de soumettre des plébiscites au peuple sur certaines questions; relativement aux élections municipales et aux charges du maire et des échevins; relativement aux améliorations locales, procédure à suivre, etc; relativement à la Cour du recorder, à l'observation de la loi, aux constables etc.; relativement aux certificats pour l'obtention des licences, signatures des licences; relativement aux services d'eau, au rôle de perception etc.; relativement aux actions en dommages contre la cité relativement à l'aqueduc et les accidents; relativement aux devoirs des auditeurs; à la signature des obligations de la cité etc.; relativement aux

Notice is hereby given that the trustees of The American Presbyterian Society of Montreal will apply to the Legislature of Quebec at its forthcoming session for an act to amend its act of incorporation (27-28 Vic. Chap. 163) and amending acts in the following among other respects, to wit:

Alteration of the method of purchase, sale and hypothecation of real estate, election, qualification and increase of its number of trustees, repeal of provision requiring registration of conveyances in the prothonotary's office.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 16th December, 1914. 6550

Notice is hereby given that the Dorval Island Park Company, Limited, a body politic and corporate having its principal place of business at the city of Montreal, and Samuel Carsley, broker, Cecil Leonard Carsley, gentleman, Robert Mitchell Ballantyne, merchant, Peter William McLagan, merchant, Dr. John McCombe doctor, and Malcolm Drummond Barclay, surveyor, all being proprietors, residents and ratepayers in the town of Dorval, in the district of Montreal, will apply to the Legislature at its next session for the passing of an act to separate from the town of Dorval the greater part of lot No. 1027, of the parish of Lachine, and known as "Dorval Island", being an island situated in the Saint Lawrence river, and entirely bounded by it, and form it into a separate town the said town to be known as "Dorval Island".

With power to borrow an amount not exceeding \$50,000.00.

LESLIE H. BOYD,  
Attorney for Petitioners.  
Montreal, 15th December, 1914. 6548

#### NOTICE

Notice is hereby given that the city of Hull, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter, statute 56 Victoria, chapter 52 and amendments thereto:

To give to the city the power to guarantee the bonds of manufacturing companies wishing to locate within its limits.

For changing the mode of valuation of property in the city of Hull, reducing the number of valuers, appointing a permanent valuator with clerk, changing the division of wards; giving to co-proprietors the right to vote in municipal elections; paying a salary to the mayor and aldermen of the city of Hull; imposing and forcing the ratepayers to pay the cost of local improvements and sewers, especially in Laurier Avenue, between Hotel-de-Ville Avenue and Saint Bernard street, and on Montcalm Avenue between the bridge on Brewery Creek and Aylmer road; obtaining the power to submit certain questions to the people for approval by means of a referendum; respecting the municipal elections and the office of Mayor and Aldermen; respecting local improvements, proceedings to follow, etc.; respecting the recorder court, the observation of law, constables, etc.; respecting the certificates for the granting of licenses, signatures on licenses, respecting water services, collection roll, etc.; respecting actions for damages against the City concerning waterworks and accidents; respecting the duty of the auditors; the signature of the bonds of the city etc., respecting business taxes and taxes on insurance companies, etc.; respecting the powers of valuers; respecting the paving

taxes d'affaires et aux taxes sur les compagnies d'assurance, etc.; relativement aux pouvoirs des évaluateurs; relativement au pavage des rues et à la construction des égouts; relativement à la restriction des dépenses, à l'emploi des amendes aux avis de payer les redevances municipales, etc., prélèvement des taxes imposées par voie de licences, intérêt sur redevances municipales, pouvoir des constables relativement à la collection des taxes.

J. WILFRID STE-MARIE,  
Procureur de la cité de Hull.

Hull, 15 décembre 1914. 6609-3

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Maisonneuve, P. Q., à la municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, et fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

ALPHONSE DÉCARY,

11, Place d'Armes.  
Montréal, 1er décembre 1914. 6111-4

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant la Municipalité Scolaire de Saint Zotique de Montréal, dans le Comté de Montréal-Hochelaga, à la Municipalité qui est sous la juridiction et le contrôle de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal et fixant les termes et conditions, et pour autres fins s'y rapportant.

L. E. BEAULIEU,  
Procureur de la Pétitionnaire.

Montréal, 21 décembre 1914. 6661-2

Avis est par les présentes donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi annexant les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, dans le comté de Laval, à la Municipalité scolaire qui est sous la juridiction et le contrôle de la commission des écoles catholiques de Montréal, en fixant les termes et conditions et pour autres fins s'y rattachant.

F. X. LARIVIERE,  
Secrétaire des Commissaires d'écoles  
pour la municipalité du village de

6437-3 Tétreaultville de Montréal.

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "E. & A. Leduc Limitée", de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi lui permettant de faire et de continuer et d'améliorer le commerce et l'industrie actuellement en exploitation au coin des rues Green et Sainte-Émélie, dans le quartier Saint-Henri, en la cité de Montréal, nonobstant les dispositions du paragraphe 53 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et nonobstant le règlement No 129 de la cité de Montréal et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,  
Avocat de la pétitionnaire.

Montréal, 22 décembre 1914. 6707-2

of streets and the buildings of sewers; respecting the restriction of expenses, the use of fines, notices to pay municipal dues, etc.; levying of taxes, imposed by means of licenses, interest on municipal dues, powers of constable respecting the collection of taxes.

J. WILFRID STE-MARIE,  
Attorney for the city of Hull.

Hull, 15th December, 1914. 6610

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act annexing the school municipality of parish of Saint-Anselme, in the county of Maisonneuve, P. Q., to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DÉCARY,

11, Place d'Armes.  
Montreal, 1st December, 1914. 6112

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act annexing the School Municipality of Saint Zotique of Montreal, in the County of Montreal Hochelaga, to the School Municipality under the jurisdiction and the control of the Catholic Schools of Montreal and determining its terms and conditions, and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,  
Attorney for Petitioner.

Montreal, 21st December, 1914. 6662

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act, annexing the School commissioners for the municipality of the Village of Tétreaultville of Montreal, in the county of Laval, to the school municipality under the jurisdiction and control of the catholic school commission of Montreal, and determining its terms and conditions and for other purposes.

F. X. LARIVIERE,  
Secretary of the school commissioners  
for the municipality of the village  
of Tétreaultville of Montreal

6438

Notice public is hereby given that the company "E. & A. Leduc Limited", will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing said company to conduct, continue and improve the trade and industry actually in operation at the corner of Green and Saint Emelie Streets, in Saint Henry ward, Montreal, notwithstanding the provisions of paragraph 53 of article 300 of an act 62 Victoria, chapter 58, and of by-law No. 129 of the city of Montreal and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,  
Attorney for the petitioner.

Montreal, 22nd December, 1914. 6708

Avis est donné par les présentes, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant à l'oeuvre et fabrique de la paroisse Saint-Pierre Claver, en la cité de Montréal, d'emprunter une somme de \$350,000.00, pour la construction d'une église, d'une sacristie et d'un presbytère, et de faire une répartition spéciale pour pourvoir au remboursement de cet emprunt en 50 ans, et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,  
Montréal, 7 décembre 1914. 6269-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant au collège des Chirurgiens Dentistes de la province de Québec, d'admettre au nombre de ses membres, à certaines conditions, Wilfrid Leahy, de Montréal, et pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,  
Montréal, 1er décembre 1914. 6317-4

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Définition de terre en culture et taxe sur icelles, administration, règlement d'emprunts, emprunts pour travaux municipaux, égouts, aqueduc, chemin, trottoirs, rues et pour autres sujets, émission des débetures, émission de bons ou de billets.

Par ordre,  
GORDIEN MENARD,  
Procureur de la ville Laval des Rapides.  
6313-4

Avis est par le présent donné que la compagnie "Sherbrooke Loan & Mortgage Company" corps politic et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant et augmentant les pouvoirs de la compagnie, tels que décrétés par sa charte, la loi 49-50 Victoria, Chap. 66.

CATE, WELLS & WHITE,  
6293-4 Procureurs des requérants.

Avis public est par les présentes donné que le curé et les syndics de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Zoé des Bergeronnes, comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de vingt-quatre mille piastres (\$24,000.00) et pour autres fins.

Am. GOUDREAU, Priest,  
Secrétaire des Syndics.  
Bergeronnes, 7 décembre 1914. 6295-4

Avis est par le présent donné que la "Scottish Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi portant, en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096... des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,  
Procureurs de la dite compagnie.  
Montréal, 10 décembre 1914. 6447-3

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act, allowing the church wardens of the parish of Saint-Pierre Claver, in the city of Montreal, to borrow a sum of \$350,000.00, for the construction of a church sacristy and rectory, and to levy a special assessment for the reimbursement of the said loan during a period of 50 years, and for other purposes connected therewith.

ALPHONSE DECARY,  
Montreal, 7th December, 1914. 6270

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit Wilfrid Leahy, of Montreal, amongst its members under certain conditions, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,  
Montreal, 1st December, 1914. 6318

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Laval des Rapides, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its Charter on the following matters:

Definition of lands under cultivation and taxes thereon, administration, by-law concerning loans, loans for municipal works, sewers, water-works, roads, sidewalks, streets and other matters, issue of debentures, issue of bonds or notes.

By order,  
GORDIEN MENARD,  
Attorney for the town of Laval des Rapides.  
6314

Notice is hereby given that the Sherbrooke Loan & Mortgage Company, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to define and extend the powers of the Company as contained in its Charter, 49-50 Victoria, Chap. 66.

CATE, WELLS & WHITE,  
6294 Solicitors for Applicants.

Public notice is hereby given that the curate and churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint Zoe des Bergeronnes, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for a special Act authorizing them to borrow the sum of twenty four thousand dollars (\$24,000.00) and for other purposes:

Am GAUDREAU, Priest,  
Sec. of Churchwardens.  
Bergeronnes, 7th December, 1914. 6296

Notice is hereby given that the "Scottish Trust Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof for an Act increasing, so far as said Company is concerned, to five years the period of two years provided for in Art. 7096... of the Revised Statutes of Quebec 1909 and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,  
Solicitors for Applicant.  
Montreal, 10th December, 1914. 6448

Avis public est par le présent donné, que Dame Margaret McCready, de la cité et ville de Montréal, veuve de feu Francis Langan, de son vivant de la même place, et d'autres demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'obtenir l'adaptation d'une loi autorisant les exécuteurs et syndics testamentaires de la succession du feu James McCready, de son vivant de la cité et district de Montréal, manufacturier de chaussures, d'aider à ses légataires universels et autres.

SURVEYER, OGDEN & MARRIOTTI,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 21 décembre 1914. 6717-2

Public notice is hereby given that Dame Margaret McCready, of the city and district of Montreal, widow of the late Francis Langan, in his lifetime of the same place, and others will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a law authorizing the testamentary executors and trustees of the estate of the late James McCready, in his lifetime of the city and district of Montreal, boot and shoe manufacturer, to come to the assistance of its universal and other legatees.

SURVEYER, OGDEN & MARRIOTTI,  
Solicitors for petitioners.  
Montreal, 21 December, 1914. 6718

Dame Delphine Jasmin, des cité et district de Montreal, veuve de Stanislas Bleignier dit Jarry, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la ratification d'une vente faite par la dite Dame et autres ès-qualité à elle-même personnellement, le 10 novembre 1904, devant Hercule Gohier, notaire, des lots Nos 218 à 687 inclusivement de la subdivision du lot originaire No 2630 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; d'une autre vente en date du 8 novembre 1904, entre les mêmes parties, devant le même notaire, des lots 274 à 600, 600a et 601 à 637 inclusivement, de la subdivision No 490 du cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, et pour être autorisée comme grevée de la substitution de feu Stanislas Bleignier dit Jarry, son mari, à vendre les lots Nos 484 et 486 du cadastre de la paroisse du Sault au Récollet et les lots Nos 267 et 268 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, lesquels lots sont la propriété de la dite substitution, et pour autres fins.

DE DELPHINE JASMIN,  
Montréal, 18 décembre 1914. 6637-2

Dame Delphine Jasmin, of the city and district of Montreal, widow of Stanislas Bleignier dit Jarry, in his lifetime, farmer of the Parish of Saint Laurent, district of Montreal, hereby gives notice that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask the ratification of a sale made by the said lady et al ès-quality to herself personally, on the 10th of November 1904, before Hercule Gohier, Notary, of lots Nos. 218 to 687 inclusively of the subdivision of the original lot of No. 2630 of the cadaster of the Parish of Saint Laurent; of another sale dated the 8th November 1904, between the same parties, before the said Notary, of lots 274 to 600, 600a to 637 inclusively, of the subdivision No. 490 of the official cadaster of the Parish of Sault au Récollet, and to be authorized, as institute in the substitution created by said Stanislas Bleignier dit Jarry, her husband, to sell lots Nos 484 and 486 of the cadaster of the Parish of Sault au Récollet and lots Nos 267 and 268 of the cadaster of the Parish of Saint Laurent, which said lots are the property of the said substitution, and for other purposes.

DE DELPHINE JASMIN,  
Montreal, 18th December, 1914. 6638

Avis est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de cette province, lorsque le bill ou les bills concernant la cité de Montréal seront étudiés, pour amender la charte de la cité touchant l'imposition de taxes spéciales pour rencontrer le coût de l'ouverture ou l'élargissement des rues et de la rue Sainte-Catherine en particulier, le dit amendement devant comprendre et affecter la taxe spéciale datée le 21 août 1914, pour couvrir le coût de l'élargissement de la dite rue Sainte-Catherine, et pour affecter le paiement du coût de l'amélioration.

H. A. HUTCHINS,  
6683-2 Procureur de la requérante.

Notice is hereby given, that an application will be made, at the next session of the legislature of this province, when the bill or bills respecting the city of Montreal are considered, to amend the charter of the said city, respecting the imposition of special assessments to meet the cost of opening or widening streets, and Sainte Catherine street in particular, the said amendment to include and apply to the special assessment dated the 21st August, 1914, to cover the cost of the widening of the Sainte Catherine street and to apply to the payment of the cost of such improvement.

H. A. HUTCHINS,  
6684 Attorney for applicants.

Avis est par les présentes donné par Dame Georgette Roy, épouse contractuellement séparée de biens de M. Armand Lavergne, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Dame Auglère L. Molleur, qu'elle s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 68, statuts de Québec, aux fins suivantes: 1. Obtenir le pouvoir d'emprunter des sommes additionnelles, et déterminer la façon dont cet emprunt sera fait, et les fins pour lesquelles le produit de l'emprunt sera employé. 2. Pour faire prolonger la franchise accordée par le dit acte à la compagnie de l'aqueduc de Saint-Jean, pour une période de vingt-cinq ans, à compter de la sanction de la loi.

G. R. LAVERGNE,  
Daté à Montréal, ce 21 décembre 1914. 6691-2

Notice is by these presents given by Dame Georgette Roy, wife separate as to property of Mr. Armand Lavergne, in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Dame Auglère L. Molleur, that she will apply to the legislature at its next session, to obtain the passing of a law amending the law 40 Victoria, chapter 68, statutes of Quebec, for the following purposes: 1. To obtain the power to borrow additional sums, and determine the manner in which such loan shall be made, and the purposes for which the proceeds of the loan will be used. 2. To have the franchise, granted by the said act to the aqueduct company of Saint John, continued for a period of twenty-five years from the date of the sanction of the law.

G. R. LAVERGNE,  
Dated in Montreal, this 21st day of December, 1914. 6692

Avis public est, par les présentes donné, que, "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges", de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale, pour les fins suivantes, savoir:

Amender la loi 3 Georges V, chapitre 113, telle qu'amendée par la loi 4 Georges V, chapitre 144, de manière à définir davantage et à étendre les objets auxquels pourront être appliqués les deniers provenant de la cotisation autorisée par les dites lois;

Changer la date du dépôt de l'acte de répartition ainsi que de son exigibilité;

Déterminer les relations entre la fabrique et le bureau spécial; autoriser la dite fabrique à garantir les emprunts autorisés par les lois susdites et à contribuer à leur remboursement ainsi qu'au paiement des dépenses accessoires, à l'ameublement et à l'ornementation de l'église et de la sacristie;

Ratifier et valider certaines résolutions ainsi que l'emploi fait des deniers perçus jusqu'à ce jour sous l'autorité des dites lois et pour autres fins.

L. E. BEAULIEU,

Procureur du pétitionnaire.

Montréal, 22 décembre 1914. 6705-2

"THE MONTREAL HEBREW ORPHANS HOME".

AVIS

Messieurs David S. Friedman, gentilhomme, Solomon Kellert, marchand, Abraham Kellnor, marchand, Abraham M. Vineberg, marchand, Moses Rittenberg, marchand, et Henry Weinfeld, avocat, tous de la cité de Montréal, donnent avis par ces présentes qu'ils demanderont à la Législature Provinciale à sa prochaine session, la passation d'un acte les incorporant eux et les autres qui peuvent devenir à eux, sous le nom de "The Montreal Hebrew-Orphans Home" pour les fins suivantes: Fonder et soutenir dans la cité de Montréal un orphelinat ou des orphelinats pour les enfants, trouvés, les orphelins ou demi-orphelins, appartenant à la religion juive; donner des cours aux femmes pour être bonnes d'enfants; obvier à la mortalité enfantine; instruire les parents et autres sur le soin à donner aux enfants et établir des dépôts de lait; prendre charge et garder les enfants confiés à leurs soins par une autorité publique ou privée, ou par des amis; surveiller les intérêts de ces enfants et agir comme tuteur, gardien ou curateur à leurs biens; recevoir et posséder, hypothéquer et disposer de propriété immobilière et recevoir des propriétés immobilières et mobilières à un titre quelconque et d'en disposer suivant des conditions, la valeur annuelle de l'immeuble ne devant pas excéder cinquante mille piastres (\$50,000.00); faire des lois, des règlements pour l'administration et la formation de l'Association; établir des succursales et dépôts sanitaires partout dans la province; s'associer, gérer ou faire des arrangements avec de semblables institutions, soit incorporées ou non incorporées; recevoir, demander ou recouvrer des présents, legs, souscriptions ou dons faits ou à être faits pour des fins semblables.

WEINFELD & LEDIEU,

Procureurs des requérants.

120, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 22 décembre 1914. 6673-2

Notice public is hereby given that "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Georges", of Montreal, shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

To amend the act 3 Georges V, chapter 113, as amended by the act 4 Georges V, chapter 144, in order to define more fully and to extend the objects to which it shall be lawful to apply the moneys collected in virtue of the assessment authorized by said acts;

To change the date of the deposit of the roll of assessment and of its exigibility;

To determine the relations between the parish priest and church wardens of *Oeuvre et Fabrique* of the parish of Saint Georges and the special board above mentioned; to authorize said "*Oeuvre et Fabrique*" to guarantee the loans authorized by the acts above mentioned and to contribute to the reimbursement of said loans and to the payment of accessory expenses, as well as to the furnishing and embellishment of said church and sacristy;

To ratify and validate certain resolutions and also the use made of the moneys collected up to date, in virtue of said acts; and for other purposes.

L. E. BEAULIEU,

Attorney for the petitioner.

Montreal, 22nd December, 1914. 6706

"THE MONTREAL HEBREW ORPHANS HOME".

NOTICE

Messrs. David S. Friedman, gentleman, Solomon Kellert, merchant, Abraham Kellnor, merchant, Abraham M. Vineberg, merchant, Moses Rittenberg, merchant and Henry Weinfeld, advocate, all of the city of Montreal, hereby give notice that they will apply to the provincial Legislature at its next session for a bill to incorporate them and such others as may become associated with them under the name of "The Montreal Hebrew Orphans Home", for the following purposes: To found and maintain in the city of Montreal an orphanage or orphanages for foundlings, orphans and half orphans, belonging to the Jewish religion; to train women as nurses for children; to prevent infant mortality; to instruct parents and others in care of children and to establish milk stations; to take charge of and guard children committed to their care by a public or private authority or by friends; to guard the interests of such children and to act as tutor, guardian or curator to them; to receive and hold, hypothecate and dispose of immoveable property and to receive the same as well as moveable property by any title whatsoever and to dispose of same subject to conditions, the annual value of immoveables not to exceed fifty thousand dollars (\$50,000.00); to make by-laws and regulations for the government and composition of the association; to establish branch stations and health depots throughout the province; to amalgamate with, manager, or make arrangements with any similar institutions, whether incorporated or not incorporated; to receive, demand and recover any gifts, legacies subscriptions or bequests made or to be made for similar purposes.

WEINFELD & LEDIEU,

Attorneys for Applicants.

120, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 22nd December, 1914. 6674

## Avis Divers

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Richelieu,  
No 5756.

Dame Elméria Bélisle, du village de Baieville, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari Louis Rosario Lefebvre, commerçant du même lieu.

F. LEFEBVRE,  
Avocat de la demanderesse.

Frs Lefebvre, C. R.,  
27, rue Georges, Sorel.  
Sorel, 23 décembre 1914. 11-1-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Joliette,  
No. 7015.

Dame Marie-Anne Lapierre, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, épouse commune en biens de Oliva Racette, boucher, du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit Oliva Racette, Défendeur;  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

J. A. GRENIER,  
Procureur de la demanderesse.

Joliette, 9 décembre 1914. 6539-3

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 2302.

Dame Agnes Brosseau, de la cité de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lionel Lacroix, agent-manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué, contre son dit mari, une action en séparation de biens de lui.

ANGERS, de LORIMIER & GODIN,  
Procureurs de Dame A. Brosseau.  
Montréal, 23 novembre 1914. 6007-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 4544.

Avis est par les présentes, donné que le 14ème jour de décembre courant, Dame Annie Kaplan, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Levine, tailleur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari en séparation de biens.

R. C. DELORIMIER, C. R.,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 16 décembre 1914. 6567-3

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 4171.

Dame Hélène Gauthier, épouse commune en biens de Louis Galarneau, marchand, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAMARRE & BRODEUR,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 novembre 1914. 6349-4

## Miscellaneous Notices

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Richelieu.  
No. 5756.

Dame Elmeria Belisle, of the village of Baieville in the district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband Louis Rosario Lefebvre, trader, of the same place.

F. LEFEBVRE,  
Attorney for the Plaintiff.

Frs. Lefebvre, C. R.,  
27, Georges street, Sorel.  
Sorel, 23rd December, 1914. 12-1-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Joliette.  
No. 7015.

Dame Marie-Anne Lapierre, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, wife common as to property of Oliva Racette, of the same place, butcher, duly authorized to appear in justice, Plaintiff;

vs.

The said Oliva Racette, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

J. A. GRENIER,  
Attorney for plaintiff.

Joliette, 9th December, 1914. 6540

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 2302.

Dame Agnes Brosseau, of the city of Westmount, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Lionel Lacroix, manufacturer-agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted, against her said husband, an action for separation as to property.

ANGERS, de LORIMIER & GODIN,  
Attorneys for Dame A. Brosseau.  
Montreal, 23rd November, 1914. 6008

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montréal.  
No 4544.

Notice is hereby given that on the 14th day of December instant, Dame Annie Kaplan, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Levine, of the same place, tailor, duly authorized to ester en justice, has taken an action for separation as to property from her husband.

R. G. DELORIMIER, K. C.,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th December, 1914. 6568

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 4171.

Dame Hélène Gauthier, wife common as to property of Louis Galarneau, merchant, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAMARRE & BRODEUR,  
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 27th November, 1914. 6350

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 4226.

Dame Rose Alba Bissonnette, de la ville de  
Maisonneuve, district de Montréal, épouse  
commune en biens de Azarie Provost, journalier  
du même lieu, dûment autorisée à ester en  
justice Demanderesse;

vs

Le dit Azarie Provost, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur ici ce 4 décembre 1914.

JOSEPH B. DEBOUCHERVILLE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 4 décembre 1914. 6253-4

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 4695.

Dame Minnie Brown, épouse commune en bien  
de J. Constantine Vasilonis, restaurateur, de la  
ville de Verdun, district de Montréal,  
Demanderesse;

vs

Le dit J. Constantine Vasilonis, Défendeur.

La demanderesse a intenté ce 7ième jour de  
décembre 1914, une action en séparation de biens  
contre son dit époux, devant cette Cour.

BRODEUR, BERARD & CALDER,  
6283-4 Avocats de la demanderesse.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Richelieu.  
No 5738.

Dame Rose Delima Cardin, des cité et district de  
Montréal, épouse commune en biens de Al-  
phonse Lauzon autrefois de Saint-David  
d'Yamaska, district de Richelieu, et mainte-  
nant d'Albion, Rhode-Island, l'un des Etats-  
Unis d'Amérique, et dûment autorisée à ester  
en justice, Demanderesse; vs Le dit Alphonse  
Lauzon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-  
tuée en cette cause le 20 novembre 1914.

PERRON, TASCHEREAU,  
RINFRET GENEST,  
BELLEAU & PLIMSOLL,  
Avocats de la demanderesse.  
Sorel, 3 décembre 1914. 6161-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District d'Ottawa.  
No 3907.

Dame Donalda Charbonneau, de la ville de  
Buckingham, dit district, épouse commune en  
biens de Noel Charette, du même lieu, cocher,  
Demanderesse; vs Le dit Noel Charette, Defen-  
deur.

Une action en séparation de corps et de biens a  
été instituée en cette cause, le 18 novembre 1914.

ACHIM, LANGLOIS & DEGRANDPRE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Hull, 27 novembre 1914. 6197-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 4226.

Dame Rose Alba Bissonnette, of the city of  
Maisonneuve, district of Montreal, wife common  
as to property of Azarie Provost, laborer, of the  
same place, duly authorized to ester en justice  
Plaintiff;

vs

The said Azarie Provost, of the same place,  
Defendant.

An action in separation as to property has been  
instituted by the plaintiff against the Defendant  
herein, this 4th December, 1914.

JOSEPH B. DEBOUCHERVILLE,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 4th December, 1914. 6254

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 4695.

Dame Minnie Brown, wife of J. Constantine  
Vasilonis, restaurant keeper of the town of  
Verdun, in the district of Montreal, has this 7th  
day of december 1914, instituted before the  
Superior Court, of the district of Montreal an  
action in separation as to property against her  
said husband.

BRODEUR, BERARD & CALDER,  
6284 Attorneys for Plaintiff.

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Richelieu.  
No. 5738.

Dame Rose Delima Cardin, of the city and dis-  
trict of Montreal, wife common as to property-  
of Alphonse Lauzon, heretofore of Saint David  
d'Yamaska, district of Richelieu, and now of  
Albion, Rhode Island, one of the United States  
of America, and duly authorized to ester en jus-  
tice, Plaintiff vs The said Alphonse Lauzon,  
Defendant.

An action for separation as to property has been  
instituted in this cause on the 20th November,  
1914.

PERRON, TASCHEREAU,  
RINFRET GENEST,  
BELLEAU & PLIMSOLL,  
Attorneys for the plaintiff.  
Sorel, 3rd December, 1914. 6162

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Ottawa.  
No. 3907.

Dame Donalda Charbonneau, of the town of  
Buckingham, said district, wife common as to  
property of Noel Charette, of the same place,  
driver, Plaintiff; vs The said Noel Charette,  
Defendant.

An action for separation from bed and board  
has been taken herein on the 18th of November,  
1914.

ACHIM, LANGLOIS & DEGRANDPRE,  
Attorneys for plaintiff.  
Hull, 17th November, 1914. 6198

## DISTRICT DE BEDFORD.—DISTRICT OF BEDFORD.

Avis de demande pour admission à l'étude du droit.

Notice of application for admission to the study of law.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age Age	Résidence. Residence.	Où éduqué. Where educated.
Cloutier. .... 6659-60-2	Clarence I. ....	22	Montréal. ....	Institute Feller.—M. G. H. de Kerméno, Montréal.

## BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of the Law.

Examens de janvier 1915.—Examinations of January 1915.

Noms Prénoms.	Prénoms Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Bédard. ....	Avila. ....	30	Québec. ....	Séminaire de Québec.
Chouinard. ....	François-Xavier	21	Québec. ....	Séminaire de Québec.
Gosselin. ....	François-Joseph	21	Chicoutimi. ....	Séminaire de Chicoutimi et faculté des arts.
Shink. ....	Georges-Henri.	22	Lauzon. ....	Collège de Lévis.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Quebec.

Québec, 12 décembre 1914.—Quebec, 12th December, 1914.

6617-3

## BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE STUDY OF THE LAW.

Examens de Janvier 1915.—Examinations of January 1915

Liste supplémentaire.—Supplementary list.

Nom Name	Prénom Surname.	Age Age	Résidence. Residence.	Collège. College.
Bienvenue. ....	Valmore. ....	20	St-Charles de-Riche- lieu. ....	Séminaire de Sherbrooke.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.

Québec, 22 décembre 1914.—Quebec, 22nd December, 1914.

6709-10-2

## CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

## CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY OF LAW

EXAMENS DE JANVIER 1915.—EXAMINATIONS OF JANUARY 1915.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Nom Name	Prénoms. Surnames	Age Age	Résidence. Residence	Collège. College.
Pouliot.....	Jean-Léon.....	22	Arthabaska.....	Sainte-Anne de la Pocatière

6711-12-2

L. RENAUD LAVERGNE,  
Secrétaire-Secretary.

## Avis

DANS LA COUR DE L'ECHIQUER DU  
CANADA

## AVIS

Une séance générale de "La Cour de l'Echiquier du Canada" pour l'instruction des causes etc., aura lieu aux temps et lieux suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction ou inscrite pour audition, au bureau du Régistrataire de la Cour à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi le 18ième jour de janvier A. D. 1915, à 11 heures A. M.

Daté à Ottawa, ce onzième jour de Décembre A. D. 1914.

Par ordre,

CHAS. MORSE,

Régistrataire.

6453-3

A tous les intéressés:

Prenez avis que la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin", a cessé de faire affaires dans la province de Québec, et a notifié par écrit à cet effet le Trésorier Provincial, et l'Inspecteur des Assurances, et qu'elle a réassuré tous les contrats en vigueur effectués dans cette province dans la "Metropolitan Life Insurance Company of New York", compagnie enregistrée pour faire affaire dans la province de Québec, et qu'elle demandera au lieutenant-gouverneur en conseil le vingt-deuxième jour de mars 1915 la remise de ses valeurs et les créanciers éventuels ou actuels, s'opposant à la dite remise sont par ces présentes priés de faire leurs oppositions au bureau de l'Inspecteur des Assurances le ou avant le vingt-deuxième jour de mars 1915.

M. M. SPERBER,

Procureur pour la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province de Québec.

Montréal, 21 décembre 1914.

6563-3

## Notice

## IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

## NOTICE

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the Registrar of the Court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q. commencing on Monday, the 18th day of January A. D. 1915, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 11th day of December, A. D. 1914.

By order,

CHAS. MORSE,

Registr

6454

To whomsoever it may concern:

Take notice that the United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin has ceased to do business in the province of Quebec, and has given written notice to that effect to the Provincial Treasurer and to the Inspector of Insurance, and that it has reinsured all outstanding contracts effected in this province in the Metropolitan Life Insurance Company of New York, a company registered to do business in the province of Quebec, and that it will apply to the Lieutenant-Governor in council on the 22nd of March 1915, for the release of its securities, and all claimants contingent, or actual, opposing the said release, are hereby called upon to file their oppositions with the Inspector of Insurance on or before the 22nd of March, 1915.

M. M. SPERBER,

Attorney for United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province of Québec.

Montreal, 21st December, 1914.

6564

## Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

Re Myer Nudel, 333, Notre-Dame ouest,  
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par un jugement de la Cour supérieure en date du 26 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations asscrimentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,  
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, Saint-Frs-Xavier, Montréal. 27

*District de Québec.*

Dans l'affaire de Joseph Lauzon, confiseur,  
Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 28ième jour de décembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,  
Curateurs conjoints.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,  
Québec, 28 décembre 1914. 25

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

In re Chs Campbell, et Insolvable.

F. X. Bilodeau, Curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause: les collocations seront payables à mon bureau à partir du onzième jour de janvier 1915.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F.-X. BILODEAU,  
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 23 décembre 1914. 7

In re A. W. Bertrand, marchand général, Fort-Coulouge, P. Q.,

Avis vous est par le présent donné que le dit insolvable a fait à la cour, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Veillez envoyer votre réclamation asscrimentée au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,  
Gardien provisoire.

1

Dans l'affaire de Léon Pappelbaum,  
Insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, lequel est sujet à objection jusqu'au 16 de janvier 1915, après laquelle date il sera payable à notre bureau.

GIROUARD & VALENTINE,  
Curateurs.

Bureau: 225, Saint-Jacques,  
Montréal, 23 décembre 1914. 3

3

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

Re Myer Nudel, 333, Notre Dame street, west,  
Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court dated the 26th of December, 1914, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,  
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint Frs Xavier street, Montreal. 28

*District of Québec.*

In the matter of Joseph Lauzon, confectioner,  
Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the court dated the 28th day of December, 1914, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,  
Joint Curators.

Office: 101, Saint Peter street.  
Quebec, 28th December, 1914. 26

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In re Chs Campbell, and Insolvent;

F. X. Bilodeau, Curator.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause: the collocations will be payable at my office, from the eleventh day of January, 1915.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,  
Curator.

15, Saint James street.  
Montreal, 23rd December, 1914. 8

In re A. W. Bertrand, general merchant, Fort-Coulouge, P. Q.,

Notice is hereby given that said insolvent, has, made in the court, a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian.

Kindly send by return mail your sworn claim in this matter.

J. E. COUTURE,  
Prov. Guardian.

2

In the matter of Léon Pappelbaum,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter which will be opened to objection until the 16th of January, 1915, after which date said dividend will be payable at our office.

GIROUARD & VALENTINE,  
Curators.

Office: 225, Saint James street.  
Montreal, 23rd December, 1914. 4

- 4 JAN 1915

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 399.

Dans l'affaire de Dame H. A. Beaudet,  
Faillie.

Avis est par les présentes donné que le vingt-et unième jour de décembre 1914, par une ordonnance de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens de la dite insolvable, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains dans les trente jours du présent avis.

GIROUARD & VALENTINE,  
Curateurs.

Bureau: 225, Saint-Jacques.  
Montréal, 24 décembre 1914. 5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District d'Arthabaska,  
No 433.

In re Adélarde Normandin, commerçant de  
Victoriaville, Débitteur-insolvable;

et  
H. H. Guay, Limitée, de Victoriaville,  
Requérante-cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur, a, fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau des protonotaires de la Cour supérieure, à Arthabaska, le 21 décembre 1914.

J. WILFRID PARIS,  
Gardien provisoire.

Daté, ce 23 décembre 1914.  
Victoriaville, Qué. 9

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Joliette,  
No 7027.

In re Hormidas Asselin, Joliette, Insolvable.  
Avis est donné que le 26 décembre 1914, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la Cour supérieure, du district de Joliette, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,  
Sub. gardiens provisoire.

99, rue Saint-Jacques, Montréal.  
2 janvier 1915. 23

*Cour Supérieure.*

District de Joliette.  
No 7029.

Avis est par les présentes donné que Léon Arthur Perrault, commerçant, de la ville et du district de Joliette, a, le 24ième jour de décembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

A. ALFRED BOUCHER,  
Gardien provisoire.

Joliette, 26 décembre 1914. 39

*District de Québec.*

Dans l'affaire de Georges Paquet, tailleur, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 16 janvier 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 18 janvier 1915.

BEDARD & BELANGER,  
Curateurs conjoints.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.  
Québec, 29 décembre 1914. 41

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 399.

In the matter of Dame H. A. Beaudet,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty first day of December, 1914, by an order of the court, the undersigned were appointed curators to the estate of said insolvent, who has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date of this notice.

GIROUARD & VALENTINE,  
Curators.

Office: 225, Saint James street.  
Montreal, 24th December, 1914. 6

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Arthabaska,  
No. 433.

In re Adélarde Normandin, trader of Victoriaville,  
Insolvent debtor.

and  
H. H. Guay, Limitée, of Victoriaville,  
Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Arthabaska, on the 21st December, 1914.

J. WILFRID PARIS,  
Provisional Guardian.

Dated, this 23rd December, 1914.  
Victoriaville, Que. 10

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Joliette,  
No. 7027.

In re Hormidas Asselin, Joliette, Insolvent.  
Notice is hereby given that on the 26th December, 1914, the said insolvent has filed his statement in the Prothonotary's office of the district of Joliette, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,  
Sub. Provisional Guardians.

99, Saint James street, Montreal,  
2nd January, 1915. 24

*Superior Court.*

District of Joliette.  
No. 7029.

Notice is hereby given that Léon Arthur Perrault, trader, of the town and district of Joliette, has, the 24th December, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

A. ALFRED BOUCHER,  
Provisional guardian.

Joliette, 26th December, 1914. 40

*District of Quebec.*

In the matter of Georges Paquet, tailor, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 16th January, 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 18th January, 1915.

BEDARD & BELANGER,  
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street.  
Quebec, 29th December, 1914. 42

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Saint-François.  
*In re Georges Auger, Sherbrooke, Qué.*

Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 29 décembre 1914, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été dûment nommés curateurs aux biens et effets du susdit insolvable.

Les réclamations dûment attestées doivent nous être produites dans les trente jours de cette date.

MOISE ALLAIRE,  
J. F. LEBLANC,  
Curateurs.

Bureau de Allaire et Leblanc,  
Sherbrooke, Qué. 81

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re S. Brainin, Bedford, Qué.,* Insolvable.

Avis est par le présent donné que le vingt-huitième jour de décembre 1914, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens du susdit insolvable.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment sous trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Curateurs-conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,  
Comptables et liquidateurs,  
Chambre 24—55, rue Saint-Frs-Xavier.  
Montréal, 28 Décembre 1914. 15

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re J. Rosen, 865 Saint-Laurent, Montréal,*

Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 28ième jour de décembre 1914, le soussigné a été nommé par ordonnance de la Cour curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 29 décembre 1914. 57

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de H. Marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, lequel est sujet à objection jusqu'au 16 janvier 1915, après laquelle date il sera payable à notre bureau.

GIROUARD & VALENTINE,  
Curateurs.

Bureau: 225 Saint-Jacques.  
Montréal, 29 décembre 1914. 59

*In re Dame Alta Gilmore, "Seward Oils", Hull, P. Q.*

Avis vous est par le présent donné que la dite insolvable, a fait à la cour, cession judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire.

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Saint Francis.  
*In re Georges Auger, Sherbrooke, Que.*

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th December, by an order of the superior Court, we were duly appointed curators to the property and assets of the above insolvent.

Sworn claims be filed with us within 30 days from date.

MOISE ALLAIRE,  
J. F. LEBLANC,  
Curators.

Office of Allaire and Leblanc,  
Sherbrooke, Que. 82

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re S. Brainin, Bedford, Que.,* Insolvent.

Notice is hereby given that on the 28th day of December, 1914, we were appointed joint curator to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,  
Accountants and Liquidators,  
Room 24—55, Saint Frs. Xavier street.  
Montreal, 28th December, 1914. 16

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re J. Rosen, 865 Saint Lawrence Blvd., Mont-*

*real,* Insolvent.  
Notice is hereby given that on the 28th day of December, 1914, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig St. West, Montreal, if they have not already done so within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.  
Montreal, 29th December, 1914. 58

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of H. Marchand, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be opened to objection until the 16th of January, 1915, after which date said dividend will be payable at our office.

GIROUARD & VALENTINE,  
Curators.

Office: 225 Saint James street.  
Montreal, 29th December, 1914. 60

*In re Dame Alta Gilmore, "Seward Oils", Hull, P. Q.*

Notice is hereby given that said insolvent has made in the court a judicial assignment for the benefit of his creditors and that I have been appointed provisional guardian.

Veillez envoyer votre réclamation assermentée  
au oussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,  
Gardien provisoire.

Hull, 28 décembre 1914. 61

Kindly send by return mail your sworn claim  
in this matter.

J. E. COUTURE,  
Provisional guardian.

Hull, 28th December, 1914 62

### Licitations

#### Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No. 689.

Etienne Lucien Lafleur, bourgeois, des cité et  
district de Montréal, Demandeur;

vs

Dame Zéphirina Larochelle, du même lieu, veuve  
de feu Joseph Salomon Lafleur, en son vivant  
boulangier, du même lieu, en sa qualité de  
tutrice à Demoiselle Marie Berthe Fabiola  
Lafleur, François-Xavier Joseph Lafleur et  
Demoiselle Marthe Clarinda Pauline Elizabeth  
Lafleur, ses trois enfants mineurs issus de son  
mariage avec le dit Joseph Salomon Lafleur,  
Défenderesse.

Avis est présentement donné que, en vertu d'un  
jugement rendu en cette cause, le vingt-sixième  
jour de décembre mil neuf cent quatorze, par la  
Cour supérieure de Sa Majesté, à Montréal,  
ordonnant la licitation de l'immeuble suivant,  
savoir:

"Un certain lot de terre ou emplacement connu  
et désigné sous le numéro huit cent soixante et  
treize (873) sur le plan et dans le livre de renvoi  
officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de  
Montréal, contenant quarante-inq pieds de  
front, sur quatre-vingt-quinze de profondeur,  
plus ou moins et mesure anglaise; borné en front  
par la rue Logan, avec les bâtisses dessus érigées  
et les servitudes actives et passives, et notam-  
ment la mitoyenneté du pignon sud-ouest, en se  
conformant aux actes à cet effet",  
dont les parties en cette cause sont propriétaires  
par indivis.

L'immeuble désigné ci-dessus sera mis à l'en-  
chère et adjugée et vendu au plus offrant et der-  
nier enchérisseur, MARDI, le NEUVIEME jour  
de FEVRIER mil neuf cent quinze, à DIX heures  
ET DEMIE du matin, Cour tenante, chambre 31,  
dans la salle d'audience du palais de justice, à  
Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions  
indiquées dans le cahier des charges déposé au  
greffe du protonotaire de la dite Cour, et que  
toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou  
afin de distraire à la dite licitation devra être  
déposée, au greffe du protonotaire de la dite  
cour, au moins douze jours avant le jour fixé  
comme susdit pour ladite vente et adjudication,  
et que toute opposition a fin de conserver devra  
être déposée dans les six jours après adjudication;  
et à défaut par les parties de déposer les dites  
oppositions dans le délai prescrit, elles seront  
forcloses du droit de ce faire.

OUIMET & GUERTIN,  
Avocats du d. mandeur.

Pour informations s'adresser à

C. A. GUERTIN, Avocat,  
Tél. Main 683,—30, Saint Jacques, Montréal.  
ou à

J. A. ARCHAMBAULT,  
Dép. P. C. S. M., palais de justice, Montréal.  
Montréal, 29 décembre 1914. 55-1-2

### Licitations

#### Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 689.

Etienne Lucien Lafleur, gentleman, of the city  
and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

Dame Zéphirina Larochelle, of the same place,  
widow of the late Joseph Salomon Lafleur, in  
his lifetime baker, of the same place, in her  
quality of tutrix to Miss Marie Berthe Fabiola  
Lafleur, Francois Xavier Joseph Lafleur and  
Miss Marthe Clarinda Pauline Elizabeth  
Lafleur, her three minor children issued of her  
marriage with the said Joseph Salomon Lafleur,  
Defendant.

Notice is hereby given that, under and by  
virtue of a judgment rendered in this cause,  
on the twenty sixth day of December, in the year  
one thousand nine hundred and fourteen, by the  
Superior Court of His Majesty, at Montreal,  
ordering the licitation of that certain immoveable  
described as follow, to wit:

"A certain lot of land or emplacement known  
and designated as being number eight hundred  
and seventy three (873) on the official plan and  
in the book of reference of Saint Mary's ward,  
in the city of Montreal, measuring forty-five feet  
in front, by a depth of ninety five feet, more or  
less, english measure; bounded in front by Logan  
street, with buildings thereon erected and the  
active and passive servitudes, and particularly the  
mitoyenneté of the south west gable wall, in  
conformity with the deeds to that effect",  
of which the parties in this cause are joint  
proprietors.

The immoveable hereinabove described will  
be put up at auction and adjudged and sold to the  
highest and last bidder, on TUESDAY, the NINTH  
(9) day of FEBRUARY, in the year one thousand  
nine hundred and fifteen, at HALF PAST TEN of  
the clock in the forenoon, sitting the Court, in  
room No. 31, of the Court House, at Montreal,  
subject to the charges, clauses and conditions  
contained in the list of charges deposited in the  
office of the protonotary of the said court, and  
that any opposition to annul, to secure charges  
or to withdraw to be made to the said licitation  
must be filed in the office of the protonotary of  
the said court, at least twelve days before the day  
fixed as aforesaid for the sale and adjudication,  
and that any opposition for payment must be  
filed within six days after the adjudication; and,  
failing the parties to file such opposition within  
the delays hereby prescribed, they will be for-  
closed from so doing.

OUIMET & GUERTIN,  
Attorneys for Plaintiff.

For information apply to

C. A. GUERTIN, advocate,  
Tel. Main 683 —30, Saint James, Montreal.  
or to

J. A. ARCHAMBAULT,  
Dep. P. C. S. M., Court House, Montreal.  
Montreal, 29th December, 1914. 56-1-2

## Cour Supérieure.

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-François.  
No. 763.

Thomas Lapointe, Demandeur;

vs

Pierre Bouchard et al, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le seizième jour de novembre 1914, dans une cause dans laquelle Thomas Lapointe, du canton de Garthby, dans le dit district, contremaître, est demandeur; et Pierre Bouchard, Evariste Bouchard, Jules Bouchard et Joseph E. J. Bouchard, tous de places inconnues, dans les Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit: "Le lot No 155 du cadastre du village de Beau-Lac, dans le dit canton de Garthby—avec les batisses dessus érigées".

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le vingt huitième (28) jour de janvier prochain 1915, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice en la cité de Sherbrooke, dans le dit district dans la salle d'audience de la dite Cour supérieure, sujet aux charges, clauses, et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer les oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

F. CAMPBELL,

Procureur du demandeur.

Sherbrooke, 17 décembre 1914. 6653-2

## Superior Court.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis,  
No 763.

Thomas Lapointe, Plaintiff;

vs

Pierre Bouchard et al, Defendants.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, the 16th day of November, 1914, in a cause in which Thomas Lapointe of the township of Garthby, in said district, foreman, is plaintiff; and Pierre Bouchard, Evariste Bouchard, Jules Bouchard and Joseph E. I. Bouchard all of places unknown, in the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immovable property described as follows: "The cadastral lot No. 155 of the village of Beaulac, in said township of Garthby—with the buildings thereon erected".

The immovable herein above described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder on the twenty eighth (28th) day of January next 1915, at ten o'clock in the forenoon, sitting the said court in the court house, in the city of Sherbrooke, in said district, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

F. CAMPBELL,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 17th December, 1914. 6654

## Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } FREDERIC LOUBIER,  
No 1765. } Demandeur; contre

DAME LUCIE CARON et vir., Défendeurs.

Une maison avec ses dépendances, appartenant à Dame Lucie Caron, située sur le lot numéro trente-cinq A (35-A), du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Jersey, comté de Beauce, le dit lot étant la propriété de Paul Boucher.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 7 décembre 1914.

6291-2

[Première publication, 12 décembre 1914.]

## Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } FREDERIC LOUBIER,  
No. 1765. } Plaintiff; against

DAME LUCIE CARON et vir., Defendants.

A house with its dependencies belonging to Dame Lucie Caron, situate upon the lot thirty five A (35-A), of the official cadastre for the first range of the township of Jersey, county of Beauce, the said lot belonging to Paul Boucher.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the TWELFTH day of JANUARY next (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 7th December, 1914.

6292

[First published, 12th December, 1914.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DROUIN, FRERES &  
No 2448. } RATTRAY, LIMITEE; contre THOMAS LOUIS TREMBLAY, de Chicoutimi.

Tout ce lopin de terre formé des lots numéros 891-13 et 891-14, subdivision actuelle, au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, contenant au total ces deux lots une superficie d'environ 4,900 pieds—avec bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 7 décembre 1914. [Première publication, 12 décembre 1914.]

EDM. SAVARD,

Shérif.

6275-2

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } DROUIN, FRERES &  
No. 2448. } RATTRAY, LIMITEE; against THOMAS LOUIS TREMBLAY, of Chicoutimi.

All the parcel of land composed of the lots numbers 891-13 and 891-14, present subdivision, upon the official cadastre of the town of Chicoutimi, the above lots containing a total superficies of about 4,900 feet — with the buildings erected thereon and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House of Chicoutimi, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Chicoutimi, 7th December, 1914. [First published, 12th December, 1914.]

EDM. SAVARD,

Sheriff.

6276

## Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir: } JOSEPH FOREST,  
No 6988. } marchand, de Saint-Gabriel-de-Brandon, Demandeur; contre XAVIER DESTREMPES, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles-de-Manville, dans le district de Joliette, dans la concession Saint-Augustin, ayant quatre arpents de largeur, sur vingt-quatre arpents de profondeur, plus ou moins, et connues et désignée au cadastre officiel, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, sous les numéros cent dix-huit et cent dix-neuf (118 et 119)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-de-Manville, le TREIZIEME jour (13) de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Joliette, 9 décembre 1914. [Première publication, 12 décembre 1914.]

L. A. LAVALLEE,

Shérif.

6407-2

## Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit: } JOSEPH FOREST, merchant, of Saint-Gabriel-de-Brandon, Plaintiff; against XAVIER DESTREMPES, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Charles de Manville, in the district of Joliette, in the Saint Augustin concession, of four arpents in width by twenty four arpents in depth, more or less, and known and designated on the official cadastre of the parish of Saint Gabriel de Brandon, under the numbers one hundred and eighteen and one hundred and nineteen (118 et 119)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles de Manville, on the THIRTEENTH day of (13) JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Joliette, 9th December, 1914. [First published, 12th December, 1914.]

L. A. LAVALLEE,

Sheriff.

6408

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—Comté de Berthier.*

Joliette, à savoir: } JOHN BOSTWICK et  
No 2285. } al., seigneur de la ville de Berthier, Demandeurs; contre COLBERT GREGOIRE, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Les immeubles connus et désignés sous les numéros 1042 et 1043 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, district de Joliette, propriété du défendeur, Colbert Grégoire, ci-devant domicilié à Saint-Jean d'Iberville, et demeurant actuellement dans des lieux inconnus.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Circuit Court.—County of Berthier.*

Joliette, to wit: } JOHN BOSTWICK et al., seigneur of the town of Berthier, Plaintiff's; against COLBERT GREGOIRE, of the town of Iberville, in the district of Iberville, Defendant.

The immoveables known and designated under the numbers 1042 et 1043 of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, district of Joliette, property of the defendant, Colbert Grégoire, heretofore domiciled at Saint Jean d'Iberville and presently residing in parts unknown.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. A. LAVALLEE,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Joliette, 9 décembre 1914. 6405-2  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. A. LAVALLEE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Joliette, 9th December, 1914. 6406  
[First published, 12th December, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.—Beauce.*

Montmagny, à savoir: ) ALPHONSE LES-  
No 1568 ) SARD, de Saint-  
Joseph, Beauce, Demandeur; contre ALPHONSE  
MONTMINY, de La-Durantaye, OMER GRE-  
GOIRE, PHILIPPE GRONDIN, LINIERE  
VACHON, de Saint-Joseph, Beauce, conjointement  
et solidairement, Défendeurs.

Les lots de terre No quatre-vingt-quatre et soixante-sept (84-67), connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Raphael, comté de Bellechasse, partie maintenant annexée à La-Durantaye, susdit comté—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Le tout vendu à charge de rente viagère suivant donation enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse sous le No 25,699, Reg. A., vol. 24.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de La-Durantaye, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 30 décembre 1914. 119-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.—Québec.*

Montmagny, à savoir: ) HON. L. P. PEL-  
No 685. ) LETIER ET AL.,  
avocats, de Québec, Demandeurs; contre AUGUSTIN  
GUILMETTE, de Saint-François, Défendeur.

1. Un terrain ou circuit de terre de la contenance d'environ neuf arpents et quarante-six perches en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny, comme étant le numéro quatre-vingt-dix-sept du dit cadastre.

2. Un terrain connu et désigné comme faisant partie du numéro quatre-vingt-quatorze du susdit cadastre de Saint-François, contenant environ quinze arpents en superficie; borné au nord aux terres de Saint-Valier, au nord-est au numéro quatre-vingt-douze, au sud-ouest au numéro quatre-vingt-seize, au sud au numéro quatre-vingt-quatorze.

3. Une terre connue et désigné comme étant le numéro trois cent vingt-sept du susdit cadastre de Saint-François.

4. Une terre connue et désignée comme étant le numéro quatre-vingt-seize du susdit cadastre de Saint-François—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

### Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—Beauce.*

Montmagny, to wit: ) ALPHONSE LES-  
No. 1568. ) SARD, of Saint  
Joseph, Beauce, Plaintiff; against ALPHONSE  
MONTMINY, of LaDurantaye, OMER GRE-  
GOIRE, PHILIPPE GRONDIN, LINIERE  
VACHON, of Saint Joseph Beauce, jointly and  
severally, Defendants.

The lots of land No. eighty four and sixty seven (84-67), known and designated upon the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Raphael, county of Bellechasse, part now annexed to LaDurantaye, aforesaid county—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies. The whole sold subject to a life annuity according to the deed of gift registered at the registry office of the county of Bellechasse, under the No 25,699 Reg. A., Vol. 24.

To be sold at the church door of the parish of LaDurantaye, on the SECOND day of FEBRUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 30th December, 1914. 120-1-2  
[First published, 2nd January, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—Québec.*

Montmagny, to wit: ) THE HON. L. P.  
No. 685. ) PELLETIER ET  
AL., advocates, of Québec, Plaintiffs; against  
AUGUSTIN GUILMETTE, of Saint Fran-  
çois, Defendant.

1. A lot or circuit of land containing about nine arpents and forty six perches in superficies, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint François, county of Montmagny, as being the number ninety seven of the said cadastre;

2. A lot of land known and designated as forming part of the number ninety four of the aforesaid cadastre of Saint François, containing about fifteen arpents in superficies; bounded on the north by the lands of Saint Valier, on the north east by the number ninety two, on the south west by the number ninety six, on the south by the number ninety four;

3. A land known and designated as being the number three hundred and twenty seven of the aforesaid cadastre of Saint François;

4. A land known and designated as being the number ninety six of the aforesaid cadastre of Saint François—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures ET DEMIE du matin.

GEO. ROY,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 9 décembre 1914. 6339-2  
[Première publication, 12 décembre 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Québec.*

Montmagny, à savoir: } L'HON. L. P. PEL-  
No 715. } LETIER, et al.,  
avocats, de Québec, Demandeurs; contre FOR-  
TUNA BONNEAU, de Saint-François, Défendeur.

1. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny, comme étant le numéro quatre-vingt-douze du dit cadastre — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-treize du susdit cadastre de Saint-François.

3. Le droit de prendre du bois pour entretenir les bâtisses et les clôtures des immeubles ci-dessus décrits, avec en plus le bois de chauffage pour l'utilité de Fortuna Bonneau et celle du donataire et cela sur une terre connue et désignée comme étant la juste moitié sud-ouest du dit No trois cent vingt-neuf du cadastre susdit de Saint-François.

Le tout vendu à charge de rente suivant la donation de sieur Gédéon Bonneau et son épouse, à leur fils Fortuna Bonneau, laquelle donation, a été enregistré au bureau d'enregistrement, de Montmagny, le 9 avril 1910, au vol. 24, Reg. A, No 22292, Page 607.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 9 décembre 1914. 6341-2  
[Première publication, 12 décembre 1914].

### Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } SOUTHAM PRESS  
No 4238. } LIMITED, Dem-  
manderesse; contre "CHARING CROSS IN-  
DUSTRIAL COMPANY, LIMITED", Défenderesse.

Seize lots de terre sis et situés dans la paroisse de la rivière des Prairies, connus et désignés sous les numéros deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze et deux cent quinze de la subdivision officielle du lot primitif numéro quarante-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la rivière des Prairies; bornés en front par une

To be sold at the church door of the parish of Saint François, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,  
Sheriff's office, Shérif.  
Montmagny, 9th December, 1914. 6340  
[First published, 12th December, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Québec.*

Montmagny, to wit: } THE HON. L. P.  
No. 715. } PELLETIER et  
al., advocates, of Quebec, Plaintiff's; against FOR-  
TUNA BONNEAU, of Saint Francois, Defen-  
dant.

1. A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Francois, county of Montmagny, as being the number ninety two of the said cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A lot of land known and designated as being the number ninety three of the aforesaid cadastre of Saint Francois;

3. The right to take wood to maintain the buildings and fences of the immoveables hereabove described, with moreover, the firewood for the use of Fortuna Bonneau and that of the donee, and such on a land known and designated as being the exact south-west half of lot number three hundred and twenty nine of the aforesaid cadastre of Saint Francois.

The whole sold subject to the deed of gift from Sieur Gédéon Bonneau and his wife, to their son Fortuna Bonneau, which deed of gift has been registered in the registry office of Montmagny, on the 9th of April, 1910, in vol. 24, reg. A, No. 22292, page 607.

To be sold at the church door of the parish of Saint Francois, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,  
Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 9th December, 1914. 6342  
[First published, 12th December, 1914.]

### Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } SOUTHAM PRESS LI-  
No. 4238. } MITED," Plaintiff;  
against "CHARING CROSS INDUSTRIAL  
COMPANY, LIMITED", Defendant.

Sixteen lots of land lying and situate in the parish of Rivière des Prairies, known and designated under the numbers two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen and two hundred and fifteen of the official subdivision

rue projetée portant le numéro 44-185 des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 29 décembre 1914 43-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **JOSEPH PEPIN**, Dem-  
No 2091. } mandeur; contre  
**MOSES ELIEFF**, Défendeur, maintenant entre  
les mains de Martinien Lacombe, curateur au  
délaissement fait par le dit défendeur.

Un lot de terre situé sur la rue Drolet, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu sous le numéro soixante et quinze de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-seize (196-75) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison portant les numéros civiques 867 et 867a de la rue Drolet, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 29 décembre 1914. 45-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **FRANK LEOPOLD**  
No 4267. } ET AL., Deman-  
deurs; contre **GEORGE H. LANGRIDGE**,  
Défendeur.

Ce certain lot de terre situé en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot de subdivision soixante-trois de la subdivision officielle du lot numéro deux cent dix-huit (218-63), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur sur cent onze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'Avenue Grosvenor, en haut du boulevard—avec une résidence détachée à trois étages en brique solide et le garage y érigé, avec en outre ce certain lot de terre situé en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro soixante-deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent dix huit (218-62), aux plan et livre de renvoi officiel de la dite paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur sur cent onze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la dite avenue Grosvenor, en haut du Boulevard et étant contigu au lot ci-dessus décrit—avec toutes les bâtisses ou appartenances y érigées, les deux lots ou emplacements susdits, pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Montréal, 9 décembre 1914. 6379-2  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

of the lot original number forty four upon the official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies; bounded in front by a projected street bearing the number 44-185 of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Sheriff  
Montreal, 29th December, 1914. 44-1-2  
[First published, 2nd January, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **JOSEPH PEPIN**, Plain-  
No. 2091. } tiff; against **MOSES**  
**ELIEFF**, Defendant, now in the hands of Marti-  
nien Lacombe, curator to the surrender made  
by the said defendant.

A lot of land situate on Drolet street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known under the number seventy five of the official subdivision of the lot number one hundred and ninety six (196-75) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with a house bearing the civic numbers 867 and 867a of Drolet street, and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 29th December, 1914. 46-1-2  
[First published, 2nd January, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **FRANK LEOPOLD**  
No. 4267. } ET AL., Plain-  
tiffs; against **GEORGE H. LANGRIDGE**,  
Défendeur.

That certain lot of land situate in the city of Westmount, known and designated as subdivision lot number sixty-three of the official subdivision of lot number two hundred and eighteen (218-63), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and eleven feet in depth, english measure more or less; bounded in front by Grosvenor avenue above the Boulevard—with the three story solid brick detached residence and garage thereon erected, and further that certain lot of land situated in the city of Westmount, known and designated as being subdivision lot number sixty two of the official subdivision of lot number two hundred and eighteen (218-62), of the official plan and book of reference of the said parish of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and eleven feet in depth, english measure, more or less; bounded in front by the said Grosvenor avenue above the Boulevard and adjoining the one above described lot—with all buildings or appurtenances thereon erected, the said two lots or emplacements to be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Montreal, 9th December, 1914. 6380  
[First published, 12th December, 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **TRES BEAUBIEN**  
No 2414. } & **LAMARCHE**,  
avocats distrayants, dans une cause où **STANISLAS FILIATRAULT**, était Demandeur; et **FIRMIN BISSONNETTE**, était Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé au village de Côteau Landing, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du village de Côteau Landing, sous le (No 151) numéro cent cinquante et un—avec les bâtisses dessus construites; borné en front par le chemin public.

2. Un autre terrain situé au village de Côteau Landing, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du village de Côteau Landing, sous le (No. 152) numéro cent cinquante-deux—avec les bâtisses dessus construites; borné en front par le chemin public.

3. Un autre terrain situé au Village de Côteau Landing, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du village de Côteau Landing, sous le (No 154) numéro cent cinquante-quatre,—avec les bâtisses dessus construites; borné en front par le chemin public, sujet à un droit de passage à être pris sur le dit lot No 154, pour communiquer au fleuve Saint-Laurent, tenant le dit passage d'un côté au terrain de Mr. Grange et de l'autre côté, au reste du dit lot No 154, en front au chemin public et en arrière au fleuve Saint-Laurent.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zotique, le **QUINZIEME** jour de **JANVIER** prochain (1915), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 2 décembre 1914. 6383-2  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **ERNEST SAINT-**  
No 223. } **AMOUR**, Curateur  
aux biens de **LEON SAUVE**, Failli.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Ambroise, connu et désigné sous le numéro cent quarante-quatre, du lot originaire numéro trois mille quatre cent treize des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal (3413-144) — avec maison dessus érigée portant les numéros civiques 541 et 543 de la dite rue Saint-Ambroise, ainsi que le tout se trouve actuellement, sans en rien excepter ni réserver.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUINZIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 9 décembre 1914. 6385-2  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **PIERRE LAPIERRE**,  
No 1067. } Demandeur; contre  
**SANDO NICHOLAS BRUNO**, Défendeur et  
**P. D'Ambrosio**, adjudicataire.

Un emplacement situé à Verdun, sur la rue Wellington, mesurant cent cinquante pieds de

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal to wit: } **M**TRES BEAUBIEN  
No. 2414. } & **LAMARCHE**,  
advocates distracting for costs, in a cause in which **STANISLAS FILIATRAULT**, was Plaintiff; and **FIRMIN BISSONNETTE**, was Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

1. A lot of land situate in the village of Coteau Landing, known and designated on the official plan and book of reference of the Village of Coteau Landing, under the (No. 151) number one hundred and fifty-one—with the buildings thereon erected; bounded in front by the public road.

2. Another lot of land situate in the village of Coteau Landing, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Coteau Landing, under the (No. 152) number one hundred and fifty-two—with the buildings thereon erected; bounded in front by the public road.

3. Another lot of land situate in the village of Coteau Landing, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Coteau Landing, under the (No. 154) number one hundred and fifty four—with the buildings thereon erected; bounded in front by the public road, subject to a right of way on the said lot No. 154 to communicate with the river Saint Lawrence, the said right of way being bounded on one side by the land of Mr. Grange and on the other side, by the remainder of the said lot No. 154, in front by the public road and in the rear by the river Saint Lawrence.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zotique, on the **FIFTEENTH** day of **JANUARY** next (1915), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 2nd December, 1914. 6384  
First published, 12th December, 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **ERNEST SAINT**  
No. 223. } **AMOUR**, Curator  
to the property of **LEON SAUVE**, Insolvent.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, fronting on Saint Ambroise street, known and designated under the number one hundred and forty four, of the primitive lot number three thousand four hundred and thirteen on the official plan and book of reference of the parish of Montreal (3413-144)—with the house thereon erected bearing the civic numbers 541 and 543 of the said Saint-Ambroise street, as the whole presently is, without exception or reserve.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the **FIFTEENTH** day of **JANUARY** next, at **THREE** o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 9th December, 1914. 6386  
[First published, 12th December, 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **PIERRE LAPIERRE**,  
No. 1067. } Plaintiff; against  
**SANDO NICHOLAS BRUNO**, Defendant and  
**P. D'Ambrosio**, Purchaser.

An emplacement situate at Verdun, on Wellington street, measuring one hundred and fifty

largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé comme suit: 1. d'une partie du lot No quatre mille six cent trente-neuf (pt. 4639) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre vingt pieds de profondeur; borné en front par la dite rue Wellington, en arrière par le résidu du dit lot No 4639, d'un côté par le lot No 4638 et de l'autre côté par le lot No 4640; 2. d'une partie du dit lot No quatre mille six cent quarante (Pt. 4640) du dit cadastre, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur; bornée en front par la dite rue Wellington, en arrière par le résidu du dit lot No 4640, d'un côté par le dit lot No 4639 et de l'autre côté par le lot No 4641 du dit cadastre; 3. d'une partie du dit lot No quatre mille six cent quarante-un (Pt. 4641) du dit cadastre, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur; bornée en front par la dite rue Wellington, en arrière par le résidu du dit lot No 4641, d'un côté par le dit lot No 4640 et de l'autre côté par le lot No 4642 du dit cadastre; 4. d'une partie du dit lot No quatre mille six cent quarante-deux (Pt. 4642) du dit cadastre, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur; bornée en front par la dite rue Wellington, en arrière par le résidu du dit lot No 4642, d'un côté par le dit lot No 4641 et de l'autre côté par le lot No 4643 du dit cadastre; 5. d'une partie du dit lot numéro quatre mille six cent quarante-trois (Pt. 4643) du dit cadastre mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur; bornée en front par la dite rue Wellington, en arrière par le résidu du dit lot No 4643, d'un côté par le dit lot No 4642 et de l'autre côté par le lot numéro 4644 du dit cadastre; 6. et d'une partie du dit lot numéro quatre mille six cent quarante-quatre (Pt. 4644) du dit cadastre, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur; bornée en front par la dite rue Wellington, en arrière par le résidu du dit lot No 4644, d'un côté par le dit lot No 4643 et de l'autre côté par le lot No 4645 du dit cadastre. Le tout—avec les bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. A la folle enchère de Pascal D'Ambrosio, sous toutes peines que de droit et même la contrainte par corps.

Un dépôt d'une somme de (\$1,000.00) mille piastres, sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du shérif, Montréal, 9 décembre 1914.  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

feet in width by eighty feet in depth, english measurements and more or less, and composed of the following: 1. Of a part of the lot No. four thousand six hundred and thirty nine (Pt. 4639) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth; bounded in front by the said Wellington street, in the rear by the residue of the said lot No. 4639, on one side by the lot No 4638 and on the other side by the lot No. 4640; 2. Of a part of the lot No. four thousand six hundred and forty (Pt. 4640) of the said cadastre, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth; bounded in front by the said Wellington street, in the rear by the residue of the said lot No. 4640, on one side by the said lot No. 4639 and on the other side by the lot No. 4641 of the said cadastre; 3. Of a part of the said lot No. four thousand six hundred and forty one (Pt. 4641) of the said cadastre, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth; bounded in front by the said Wellington street, in the rear by the residue of the said lot No. 4641, on one side by the said lot No. 4640 and on the other side by the lot No. 4642 of the said cadastre; 4. Of a part of the said lot No. four thousand six hundred and forty two (Pt. 4642) of the said cadastre, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth; bounded in front by the said Wellington street, in the rear by the residue of the said lot No. 4642, on one side by the said lot No. 4641 and on the other side by the lot No. 4643 of the said cadastre; 5. Of a part of the said lot number four thousand six hundred and forty three (Pt. 4643) of the said cadastre measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth; bounded in front by the said Wellington street, in the rear by the residue of the said lot No. 4643, on one side by the said lot No. 4642 and on the other side by the lot number 4644 of the said cadastre; 6. And of a part of the said lot number four thousand six hundred and forty four (Pt. 4644) of the said cadastre, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth; bounded in front by the said Wellington street, in the rear by the residue of the said lot No. 4644, on one side by the said lot No. 4643 and on the other side by the lot No. 4645 of the said cadastre. The whole—with the buildings erected thereon and servitudes attached thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the false bidding of Pascal D'Ambrosio, under all lawful penalties even imprisonment.

A deposit of the sum of one thousand (\$1,000.00) dollars, will be exacted from each bidder at the time of the auction.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Montreal, 9th December, 1914.  
[First published, 12th December, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS  
Québec, à savoir: } DAME LUCINA JACQUES,  
No 574. } de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid La-

### Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.  
Quebec, to wit: } DAME LUCINA JACQUES,  
No. 574. } of Québec, wife contractually separated as to property of Wilfrid Laframboise,

framboise, confiseur, du même lieu, faisant commerce à Québec comme confiseur sous la raison sociale de "W. Laframboise & Cie" et le dit Wilfrid Laframboise mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse; contre JOSEPH POULIOT, ALMANZOR MALOUIN et JOSEPH ASSELIN, tous trois de Québec, et faisant ci-devant affaires à Valcartier comme marchands en société sous la raison sociale de "Jos. Pouliot & Cie", saisie comme appartenant à Almanzor Malouin, l'un des dits défendeurs, à savoir:

Le lot No 168, (cent soixante-huit), subdivision du lot No 508 (cinq cent huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord "quartier Limoilou", étant un emplacement situé sur la sixième avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Shérif.  
Bureau du shérif, Québec, 17 décembre 1914. 6621-2  
[Première publication, 19 décembre 1914].  
[Deuxième publication, 2 janvier 1915].

confectionner, of the same place, carrying on business at Quebec, as confectioner, under the firm name of "A. Laframboise & Cie" and the said Wilfrid Laframboise, mis en cause to assist and authorize his said wife against JOSEPH POULIOT, ALMANZOR MALOUIN and JOSEPH ASSELIN, all three of Quebec, and heretofore carrying on business at Valcartier, as merchants in partnership, under the firm name of "Jos. Pouliot & Cie", seized as belonging to Almanzor Malouin, one of the defendants, to wit:

The lot No. 168 (one hundred and sixty eight) subdivision of the lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre of the parish of Saint Roch North, "Limoilou ward", being an emplacement situated on sixth Avenue—with the buildings, erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff's office, Québec, 17th December, 1914. 6622  
[First published, 19th December, 1914].  
[Second published, 2nd January, 1915].

### Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit: } HORACE BEAULIEU, Plaintiff; against HORMISDAS H. BEAULIEU, Defendant.

A parcel of land situate in the city of Sorel, on Phipps street, being the lot number one thousand and forty (No. 1040) of the official cadastre of the town of Sorel—circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Sheriff, in the city of Sorel, in the Court House, on the TWELFTH day of JANUARY next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Sorel, 7th December, 1914. 6274  
[First published, 12th December, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure*

District de Montréal, } L. O. BOURNIVAL, Demandeur; vs GONZAGUE ST-LAURENT et al., Défendeurs, savoir:

Comme appartenant au dit Gonzague St-Laurent:

1. Le lot numéro seize, au cadastre officiel de partie du canton Neigette, premier rang et paroisse de Saint-Anaclet.

### Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir: } HORACE BEAULIEU, Demandeur; vs HORMISDAS H. BEAULIEU, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Phipps, étant le lot numéro mille quarante (1040) du cadastre officiel de la ville de Sorel—circumstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Sorel, au palais de justice, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE, Sheriff.  
Bureau du shérif, Sorel, 7 décembre 1914. 6273-2  
[Première publication, 12 décembre 1914].

### Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.*

District of Montreal, } L. O. BOURNIVAL, Plaintiff; vs GONZAGUE ST-LAURENT et al., Defendants, to wit:

As belonging to the said Gonzague St-Laurent:

1. The lot number sixteen, upon the official cadastre of part of the township of Neigette, first range and parish of Saint Anaclet.

2. Le lot numéro dix-sept, au cadastre officiel de partie du canton Neigette, premier rang et paroisse de Saint-Anaclet.

3. Le lot numéro dix-huit, au cadastre officiel de partie du canton Neigette, premier rang et paroisse de Saint-Anaclet.

4. Le lot numéro dix-neuf, au cadastre officiel de partie du canton Neigette, premier rang et paroisse de St-Anaclet.

A distraire des dits lots Nos 16, 17, 18, 19, une lisière de terrain de forme irrégulière tel que désigné dans l'acte de vente passé devant L. G. Belzile, notaire, le 16 mai 1913, enregistré à Rimouski, le 16 mai 1913, sous le No 41,684.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anaclet, le TROISIÈME jour de FEVRIER prochain. 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif Shérif.  
Rimouski, 30 décembre 1914. 115-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

### Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.  
Saint-François, à savoir: } WILLIAM MOR-  
No 28. } RIS, Deman-  
deur; contre LYMAN O. ALDRICH, Défendeur  
ET Mlle IDA M. MILLS, Curatrice au délaissement.

Saisi comme appartenant au défendeur et entre les mains de la dite curatrice:

Tout ce morceau, portion et lot de terre situé, et étant dans le canton d'Ascot, connu et décrit comme étant quatorze acres enlevé au quartier sud-ouest du lot numéro cinq dans le quatrième rang d'Ascot ci-dessus mentionné et décrit comme suit:

Commençant au coin sud-ouest du dit lot, de là au nord à peu-près au milieu du lot et s'étendant à l'est assez loin pour contenir quatorze acres, et borné comme suit: au nord et à l'ouest par la terre occupée par un nommé Sarrasin, à l'est et au sud par la terre occupée par un nommé Yates—ensemble avec toutes et chaque maison, bâtisses et appartenances dessus

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Lennoxville, le TROISIÈME jour de FEVRIER prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 30 décembre 1914. 111-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.  
Saint-François, to wit } LEON GOBEIL,  
No. 934. } buttermaker,  
of the parish of Saint Pierre de La Patrie, in the district of Saint-François, Plaintiff, against THE  
POULIN CIRCULAR VAT COMPANY,  
incorporated by letters patent, of the Province of Quebec, a body politic and corporate having its head office and chief place of business in the said parish of Saint Pierre de La Patrie, Defendant,

2. The lot number seventeen, upon the official cadastre of part of the township of Neigette, first range and parish of Saint Anaclet.

3. The lot number eighteen, upon the official cadastre of part of the township of Neigette, first range and parish of Saint Anaclet.

4. The lot number nineteen, upon the official cadastre of part of the township Neigette, first range and parish of Saint Anaclet.

To withdraw from said lots Nos. 16, 17, 18, 19, a strip of land of irregular outline as designated in the deed of sale passed before L. G. Belzile, notary, on the 16th May, 1913, registered at Rimouski, the 16th May, 1913, under the No. 41,684.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anaclet, on the THIRD day of FEBRUARY next, 1915, at TEN o'clock in the in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office Sheriff.  
Rimouski, 30th December, 1914. 116-1-2  
First published, 2nd January, 1915.]

### Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.  
Saint Francis, to wit: } WILLIAM MOR-  
No. 28. } RIS, Plaintiff;  
against LYMAN O. ALDRICH, Defendant,  
and MISS IDA M. MILLS, curatrix to the delaissement.

Seized as belonging to defendant and in the hands of the said curatrix:

All that piece, parcel and lot of land situate, lying and being in the township of Ascot, known and described as fourteen acres taken out of the south west quarter of the lot number five, in the fourth range of Ascot aforesaid, and described as follows:

Beginning at the south west corner of the said lot, thence north to about the middle of the lot and to extend east far enough to contain fourteen acres, and bounded as follows: to the north and to the west by land occupied by one Sarrasin to the east and to the south by land occupied by one Yates, together—with all and every the house, buildings and appurtenances thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de Lennoxville, on the THIRD day of FEBRUARY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sheriff  
Sherbrooke, 30th December, 1914. 112-1-2  
[First published, 2nd January, 1915].

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.  
Saint-François, à savoir: } LEON GOBEIL,  
No 934. } beurrier, de la  
paroisse de Saint-Pierre de La Patrie, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre  
THE POULIN CIRCULAR VAT COMPANY,  
corps politique et incorporé, par lettre patentes de la province de Québec, corps politique et incorporé ayant son principal bureau et place d'affaires dans la dite paroisse de Saint-Pierre de La Patrie, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse:

Ce certain morceau de terre sis et situé au canton de Ditton, et connu sur le plan officiel pour le dit canton de Ditton, comme étant partie du lot numéro cent soixante et sept (p. No 167), du dit canton et décrit comme suit:—Commencant à un point cent quarante-trois pieds au sud de la ligne nord du dit lot, et à cent vingt pieds de l'est du côté nord-est du chemin conduisant de La Patrie à Scotstown, de là courant au sud quatre-vingt pieds, de là courant à l'ouest à angle droite à la première ligne,—soixante-et quinze pieds jusqu'au côté nord-est du dit chemin: de là courant au nord-ouest en suivant le dit côté nord du dit chemin jusqu'à un point qui donnera au dit terrain vendu une largeur de l'est à l'ouest et de là courant à l'est parallèlement à la deuxième ligne cent vingt pieds jusqu'au point de départ; borné au nord, au sud et à l'est par une autre partie du dit lot appartenant à Madame Sophie Brousseau et au sud-ouest par le dit chemin et contenant le dit morceau de terre ce qu'il peut —avec bâtisses et servitudes attachées au dit terrain tel que le tout est actuellement sans réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain 1915. à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,  
Bureau du shérif, Shérif,  
Sherbrooke, 29 décembre 1914. 113—1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir: } LA VILLE DE  
No 145. } GRAND'-MÈRE,  
RE, corporation municipale ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, Demanderesse; vs "THE LAURENTIDE SHOE & LEATHER COMPANY", corporation ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, Défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir:

Un terrain situé en la ville de Grand'Mère, étant partie du numéro cent trente trois de la subdivision du numéro quatre-vingt-treize du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore; borné en front, par le chemin public; d'un côté, vers le sud, au terrain de Saint-Laurent et Petit; représenté par "The Laurentide Company, Limited"; en arrière, par une ruelle désignée au dit cadastre; et de l'autre côté, vers le nord, par le surplus du terrain appartenant aux représentants de Oscar Gendron, contenant en front, toute la distance qui peut se trouver, à partir du dit surplus de terrain, jusqu'à environ trois pieds de la maison actuelle de la dite "Laurentide Company, Limited" soit environ cinquante cinq pieds de largeur en front; pour, de là, continuer, en profondeur, parallèlement à l'Avenue McGibbon, sur une ongueur de quarante-cinq pieds; de là faisant

Seized as belonging to the said defendant:

That certain parcel of land lying and situate in the township of Ditton, and known upon the official plan for the said township of Ditton, as being part of the lot number one hundred and sixty seven (p. No. 167) of the said township and described as follows: beginning at a point one hundred and forty three feet to the south of the north line of said lot and one hundred and twenty feet to the east of the north east side of the road leading from La Patrie to Scotstown, thence running southerly eighty feet, thence running westerly at right angle to the first line, seventy five feet to the north east side of said road,—thence running northwesterly following the said north side of said road to a point which will give to the land sold a width from east to west, and thence running easterly parallel to the second line one hundred and twenty feet to the starting point; bounded on the north, south and east by another portion of the said lot belonging to Dame Sophie Brousseau, and on the south west by the said road, the said parcel of land containing whatever area may be enclosed within the above limits—with the buildings and servitudes attached to the said parcel of land, the whole in its present condition without reserve.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the SECOND day of FEBRUARY next, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,  
Sheriff's office, Sheriff,  
Sherbrooke 29th December, 1914. 114—1-2  
[First published 2d January 1915.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: } THE TOWN OF  
No. 145. } GRAND'MÈRE,  
a municipal corporation having its principal place of business in the town of Grand'Mère, district of Three Rivers, Plaintiff; vs "THE LAURENTIDE SHOE & LEATHER COMPANY", a corporation having its head office in the town of Grand'Mère, district of Three Rivers, Defendant.

As belonging to the said defendant to wit:

A lot of land situate in the town of Grand'Mère, being part of the number one hundred and thirty three of the subdivision of the number ninety three of the hypothecary cadastre of Sainte Flore; bounded in front, by the public highway; on one side, towards the south by the land of Saint Laurent and Petit represented by "The Laurentide Company, Limited", in the rear, by a lane designated on the said cadastre; and on the other side, towards the north, by the residue of the said lot belonging to the representatives of Oscar Gendron, containing in front, all the distance from the said residue of land to a point about three feet distant from the house of the said Laurentide Company Limited, that is to say about fifty five feet in width in front; thence, continuing, in depth, parallelly to McGibbon Avenue, for a distance of forty five feet;

une équerre, vers le nord, de seize pieds, pour continuer encore parallèlement comme susdit, sur une longueur d'environ soixante pieds, mesurant, en arrière, sur la ruelle, la même largeur proportionnelle qu'en front—avec maison, bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et toutes les machineries de nature quelconque qui se trouvent dans la dite maison servant de manufacture de chaussures.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère en la ville de Grand'Mère, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 28 décembre 1914. 49-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Richelieu.*

Trois-Rivières, à savoir: } PIERRE JO-  
No 5720. } SEPH AR-  
THUR CARDIN et ADOLPHE ALLARD.  
Demandeurs; vs EDMOND VIGNEAULT,  
Défendeur.

Un droit d'usufruit appartenant au dit défendeur, sa vie durant par et en vertu du contrat de mariage entre le défendeur et Dame Mathilde Piché, reçu le vingt-neuvième jour de juillet 1888, devant Mre Poirier, notaire, lequel fut dûment enregistré le 11 octobre 1888, lequel usufruit porte sur les immeubles suivan's, savoir: le lot numéro deux cent quarante-deux (242), (la partie sud-ouest, trois arpents, ayant été distraite et appartenant à Wilfrid Dorion) et le lot numéro deux cent quarante-trois (243) du cadastre officiel pour le canton de Horton—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, lesquels dits immeubles sont situés dans la paroisse de Saint-Samuel de Horton, dans le cinquième rang du canton de Horton, dans le district des Trois-Rivières.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Samuel de Horton, le QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 28 décembre 1914. 51-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Trois-Rivières, à savoir: } LEONIDAS DE-  
No 2701. } MERS, Deman-  
deur; vs JOSEPH ADONAI CARIGNAN *et al.*,  
Défendeurs.

Un lot de terre situé en la ville de Grand'Mère, formant le coin nord-est de la rue Publique et de la rue Jarves, mesurant soixante pieds de largeur, en front et en arrière, et cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, étant le numéro quarante (40) du plan de subdivision du numéro officiel quatre-vingt-treize (93) du cadastre officiel de Sainte-Flore—avec maison, hôtel, bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 décembre 1914. 117-1-2  
[Première publication, 2 janvier 1915.]

thence at right angle, towards the north, a distance of sixteen feet, and thence again parallelly as aforesaid, for a distance of about sixty feet, measuring at the rear on the lane, the same width proportionately as in front,—with a house, buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and all machinery of every nature whatever in the said house used as a boot and shoe manufactory.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 28th December, 1914. 50-1-2  
[First published, 2nd January, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Richelieu.*

Three Rivers, to wit, } PIERRE JO-  
No. 5720. } SEPH AR-  
THUR CARDIN and ADOLPHE ALLARD,  
Plaintiff's; vs. EDMOND VIGNEAULT, De-  
fendant.

The right of usufruct belonging to the said defendant, during his lifetime, by and in virtue of a marriage contract between the defendant and Dame Mathilde Piché, made and executed on the twenty-ninth day of July, 1888, before Mre Poirier, notary, and duly registered on the 11th October, 1888, said usufruct affecting the following immoveables, to wit: The lot number two hundred and forty two (242), (the south west portion, three arpents, having been distracted and belonging to Wilfrid Dorion), and the lot number two hundred and forty three (243) of the official cadastre for the township of Horton,—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, the said immoveables being situated in the parish of Saint Samuel de Horton, in the fifth range of the township of Horton, in the district of Three Rivers.

To be sold at the church door of the parish of Saint Samuel de Horton, on the FOURTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the morning.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 28th December, 1914. 52-1-2  
[First published, 2 January, 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Québec.*

Three Rivers, to wit: } LEONIDAS DE-  
No. 2701. } MERS, Plain-  
tiff; vs. JOSEPH ADONAI CARIGNAN *et al.*,  
Defendants:

A lot of land situate in the town of Grand'Mère, forming the north east corner of Publique and Jarves streets, measuring sixty feet in width, in front and at the rear, and one hundred and thirty feet in depth, english measurements and more or less, being the number forty (40) of the subdivision plan of the lot official number ninety three (93) of the official cadastre of Sainte Flore—with a house, hotel, buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand Mere, in the town of Grand'Mère, on the SECOND day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 30th December, 1914. 118-1-2  
[First published, 2nd January, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Trois-Rivières, à savoir: } **BENJAMIN B.**  
No 92. } **LUSHER, De-**  
mandeur; vs **MAX UDITSKY, Défendeur.**

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Une lisière de terre située à la Tuque, dans le comté de Champlain, contenant dix-huit pieds de largeur, en front, par cent pieds de profondeur (18x100); bornée en front par l'Avenue C ou Commerciale, en arrière par le lot numéro vingt-cinq A vingt et un d'un côté, au nord par le lot numéro vingt-cinq A vingt-trois, appartenant à M. G. P. Bellemare ou représentants, et de l'autre côté au sud, par le résidu du lot duquel est détachée la dite lisière de terre; cette lisière de terre ainsi détachée est connue et désignée sous le numéro vingt-cinq A vingt-deux (25-A-22) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Mailhot, dans le comté de Champlain—avec les bâtisses y érigées.

2. Un lot de terre aussi situé à la Tuque, comté de Champlain, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre A sept (24-A-7), aux dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque, en la ville de la Tuque, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 décembre 1914. 6331-2  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir: } **DAME MARIE**  
No 437. } **LOUISE AN-**  
**NA CARBONNEAU, Demanderesse; vs JO-**  
**SEPH GEORGES NEREE RICARD, Défen-**  
**deur.**

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

La jouissance et usufruit, la vie durant du dit défendeur, de deux terrains contigus situés en la paroisse de Yamachiche, à la concession nord de la Grande-Rivière, connus et désignés comme faisant partie des lots de terre portant les numéros cinq cent quatre et cinq cent cinq (p. 504 et p. 505) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice pour la paroisse de Yamachiche—avec une grange érigée sur le dit numéro cinq cent cinq, contenant trois arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a en partant du front, au chemin de la dite concession à aller à la profondeur qui se termine aux terres de la concession sud de la Petite Rivière; joignant au nord à Zacharie Neveu ou ses représentants et au sud à Théodore Ricard, avec ou en outre un chemin ou droit de passage sur le dit numéro cinq cent cinq pour communiquer, pour l'utilité et besoin de l'usufruitier, depuis le dit chemin de front à aller à la Grande Rivière de Yamachiche.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 décembre 1914. 6333-2  
[Première publication, 12 décembre 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Three Rivers, to wit: } **BENJAMIN B.**  
No. 92. } **LUSHER, Plain-**  
tiff; vs **MAX UDITZKY, Defendant.**

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A strip of land situate at La Tuque, in the county of Champlain, containing eighteen feet in width, in front by one hundred feet in depth (18x100); bounded in front by Avenue C or Commercial Avenue, in the rear by the lot number twenty five A twenty one on one side, to the north by the lot No. twenty five A twenty three, belonging to Mr. G. P. Bellemare or representatives, and on the other side on the south, by the residue of the lot from which the said strip of land is detached; the said strip of land being known and designated under the number twenty five A twenty two (25-A-22) upon the official plan and book of reference for the township of Mailhot, in the county of Champlain—with the buildings erected thereon.

2. A lot of land also situated at La Tuque, county of Champlain, known and designated as being the lot number twenty four A seven (24-A-7), upon the said official plan and book of reference of the cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain—with all the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zephirin de La Tuque, in the town of La Tuque, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's office, Shérif.  
Three Rivers, 9th December, 1914. 6332  
[First published, 12th December, 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: } **DAME MARIE-**  
No 437. } **LOUISE ANNA**  
**CARBONNEAU, Plaintiff; vs JOSEPH GEOR-**  
**GES NEREE RICARD, Defendant.**

As belonging to the said defendant, to wit:

The enjoyment and usufruct, during the lifetime of the said defendant, of two adjacent lots of land situate in the parish of Yamachiche, on the north concession of Grand River, known and designated as forming part of the lots of land bearing the numbers five hundred and four and five hundred and five (Pt. 504 and Pt 505) upon the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice for the parish of Yamachiche—with a barn erected upon the said lot number five hundred and five containing three arpents in width by whatever depth there may be from the front, the road of said concession to the depth which ends at the lands of the south concession of the Small River; bounded on the north by Zacharie Neveu or representatives and on the south by Theodoré Ricard, together with a road or right of way upon the said number five hundred and five to communicate, for the use and requirements of the said usufructuary, from the public road to the Grand River of Yamachiche.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's office, Shérif.  
Three Rivers, 9th December, 1914. 6334  
[First published, 12th December, 1914.]

4 JAN 1915

## Nomination

Québec, 29 décembre 1914.

Avis est par le présent donné que, le 28 décembre 1914, il a plu à Monsieur l'Administrateur de la province de Québec de nommer MM. Hercule Têtu, Alexandre Talbot, Ludger Couillard, Joseph Proulx (fils de Jacques), Joseph Cloutier, (fils de Georges, et Albert Cloutier, conseillers de la "Municipalité de la paroisse de Saint-Thomas", comté de Montmagny, en remplacement de MM. Hercule Têtu, Xavier Bélanger, François Casault, Alphonse Thibault, Philius Boulet et Zéphirin Proulx, en vertu des dispositions de l'article 341 du Code municipal.

Québec, 29 décembre 1914.

Avis est par le présent donné que, le 28 décembre 1914, il a plu à M. l'Administrateur de la province de Québec, de nommer MM. Théodore Bernard, Auguste Lafamme et Napoléon Bouchard, conseillers de la "Municipalité de la paroisse de Saint-Raphael", comté de Bellechasse, en remplacement le premier de M. Napoléon Lacroix; le second de M. Jean Ménard, et le troisième de M. François Bolduc, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal.

83

## Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Racette, maître-boucher; Delvina Moreau Racette, épouse contractuellement séparée de biens du dit Joseph Racette, et dûment autorisée; Rodolphe Belisle, voyageur de commerce; Joseph P. Racette, hôtelier et Ernest Laurence, employé civique, de la cité de Montréal, dans les buts suivants.

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, par Joseph Racette, au No 203 McGill et 42-44 rue Récollet, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les bâtisses et les terrains servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer

4

## Appointment

Quebec, 29th December, 1914.

Notice is hereby given that on the 28th December, 1914, His Honor the Administrator of the Province of Quebec has been pleased to appoint Messrs. Hercule Têtu, Alexandre Talbot, Ludger Couillard, Joseph Proulx, (son of Jacques), Joseph Cloutier (son of Georges), and Albert Cloutier, councillors of the "Municipality of the parish of Saint Thomas", county of Montmagny, in the place and stead of Messrs. Hercule Têtu, Xavier Belanger, François Casault, Alphonse Thibault, Philius Boulet and Zéphirin Proulx, in virtue of the provisions of article 341 of the municipal Code.

Quebec, 29th December, 1914.

Notice is hereby given that, on the 28th December, 1914, His Honor the Administrator of the Province of Quebec has been pleased to appoint Messrs. Théodore Bernard, Auguste Lafamme and Napoléon Bouchard, councillors of the "Municipality of parish of Saint Raphael", county of Bellechasse, in the place and stead the first of Mr. Napoléon Lacroix, the second of Mr. Jean Ménard, and the third, of Mr. François Bolduc, in virtue of the provisions of article 341 of the municipal Code.

84

## Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of December, 1914, incorporating Messrs. Joseph Racette, master butcher; Delvina Moreau Racette, wife contractually separated as to property of the said Joseph Racette, and duly authorized; Rodolphe Belisle, commercial traveller; Joseph P. Racette, hotel keeper and Ernest Laurence, civic employee, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, by Joseph Racette, at Nos. 203, McGill and 42-44, Récollet, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the buildings and lands used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the

1 JAN 1915

en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles; construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Saint-Elmo Restaurant Limitée," avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

29-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation Dame Melvina Lamoureux, veuve de Sieur H. Albert Dansereau Louis A. Jacques, bourgeois, Philias Larivière, bourgeois, Jean Lamoureux, boucher, J. Octave Chapleau, commis-voyageur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers, restaurateurs-cafetiers, et buvetiers et toutes autres affaires qui peuvent être exercées en rapport avec tel commerce et la vente des liqueurs, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec.

Acquérir par achat, ou autrement, comme un commerce en opération, le commerce actuellement exploité d'hôtel à Montréal, par madame veuve H. A. Dansereau, sous le nom de Melvina Dansereau Lamoureux, et continuer à exploiter le dit commerce, avec ses installations, fourniture, fonds de commerce, licence, clientèle, et autres biens mobiliers généralement utilisés dans l'exploitation du dit commerce et payer pour telle acquisition soit totalement ou partiellement, en argent ou en obligations ou actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, toute licence pour la vente de liqueurs spiritueuses, hôtels, cafés, buvettes, ou restaurants licenciés en opérations; continuer à exploiter le commerce des dits hôtels, cafés, buvettes, et restaurants licenciés et payer pour telles acquisitions soit en argent ou en obligations ou en actions de la présente compagnie;

same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof; to construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Saint-Elmo Restaurant, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

30-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1914, incorporating Dame Melvina Lamoureux, widow of H. Albert Dansereau, Louis A. Jacques, gentleman, Philias Larivière, gentleman, Jean Lamoureux, butcher, J. Octave Chapleau, commercial traveller, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels, restaurants, cafes, bars, and any other business which may be incidentally carried on in connection with the above and the sale of liquors, the whole subject to the provisions of the Quebec license act.

To acquire by purchase or otherwise as a going concern, the hotel business now carried on at Montreal, by Dame widow H. A. Dansereau, under the name of Melvina Dansereau Lamoureux, and to continue to carry on the said business, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will, and other moveable assets generally utilized in the exploitation of the said business, and to pay for such acquisition, either in whole or in part, in cash or in bonds or fully paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any license for the sale of spirituous liquors, hotels, cafes, bars or licensed restaurants in operation, to continue to carry on the business of the said hotels, cafes, bars and licensed restaurants, and to pay for such acquisitions either in cash or in bonds or in shares of the present company;

Se fusionner, s'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, co-opérations, risque conjoint, concessions réciproques, ou autrement avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transactions que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce ou transactions capable d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie; acquérir par achat ou autrement ou louer tous immeubles ou autres propriétés qui seront jugés nécessaires ou avantageux aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition soit en argent ou en obligations ou actions de la compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions, débetures, et toutes autres valeurs de toutes compagnies ou corporations engagées dans tout commerce semblable à celui de la présente compagnie, et payer pour telle acquisition soit en argent ou en actions acquittées ou obligations de la présente compagnie;

Vendre et aliéner, en tout ou en partie les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers, et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation.

Emettre le tout ou aucune partie du stock de la compagnie comme entièrement acquitté et non sujet à appel en paiement de toutes propriétés immobilières, meubles ou immeubles, ou autres biens acquis par la compagnie, ou, avec l'approbation des actionnaires, comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant le stock ou débetures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenables et dans l'intérêt de la compagnie;

Faire, exécuter, et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires et avantageux pour l'exploitation du dit commerce, de la compagnie et sujet à la loi des licences de Québec, sous le nom de "Hôtel Bellerive, Limitée" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastre (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

33-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit de décembre 1914, constituant en corporation MM. Victor Lemay, hôtelier; Samuel N. Holman, gérant; Napoléon F. Duquette, gentilhomme; William Woods et Richard Kelly, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de propriétaires et gérants de théâtres, de patinoires, et d'autres lieux de sports du dehors et en particulier pourvoir à la production, la représentation et l'exécution d'opéras, burlesques, vaudeville, vues animées et autres représentations et pièces dramatiques et musicales;

En général acheter, prendre ou louer sur un échange ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle, ou tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger être nécessaires ou paraître convenables aux fins de son commerce;

Acquérir ou se charger du tout ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et les engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à

To amalgamate, enter into partnership or agreements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transactions which this company is authorized to carry on, or any business or transactions capable of being carried so as directly or indirectly to benefit this company, to acquire by purchase or otherwise or lease any immovables or other property which may be deemed necessary or advantageous for the objects wherefor the company is incorporated, and to pay for such acquisition either in cash or in bonds or shares of the company;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer shares, debentures and any other securities of any company or corporation engaged in any business similar to that of the present company, and to pay for such acquisition either in cash or in paid up shares or bonds of the present company;

To sell and alienate, in whole or in part, the moveable or immoveable property of the company, and its undertaking or any part thereof, for such consideration as the company may deem convenient, and in particular for shares, debentures or securities of any other company or corporation;

To issue the whole or any part of the stock of the company as fully paid up and non assessable in payment of any real estate, moveables or immoveables or other property acquired by the company, or with the approval of the shareholders as remuneration for services rendered to the company in placing the stock or debentures of the company or for any other consideration which the directors may deem convenient and to be in the interest of the company;

To make, execute and perform any other acts and things which may be deemed necessary or advantageous for the carrying on of the said business of the company and subject to the Quebec License Act, under the name of "Hôtel Bellerive, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

34-1-2 Provincial deputy secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight of December, 1914, incorporating Messrs. Victor Lemay, hotel-keeper; Samuel N. Holman, manager; Napoléon F. Duquette, gentleman; William Woods and Richard Kelly, clerks of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of proprietors and managers of theatres, skating rinks and other places of out-door sports, and in particular to provide for the production, representation, and performance of operas, burlesques, vaudeville, moving-pictures and other musical and dramatic performances and entertainments;

Generally to purchase, take or lease on in exchange or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business, which the company is authorized to carry on or possess-

exercer, ou possède propriété ou droits convenables aux fins de cette compagnie;

Acheter, prendre ou autrement acquérir et posséder des actions, des obligations ou des débetures ou autres obligations d'aucune autre compagnie ayant des fins en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser directement ou indirectement cette compagnie et établir, promouvoir ou autrement aider de telle compagnie ou compagnies;

Pousser toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucun des biens et des obligations de cette compagnie, ou pour toute autre fin qui peuvent paraître directement ou indirectement avantageuses à cette compagnie, et souscrire et placer, ou aider dans le placement du stock, des obligations et garanties de telle compagnie ou compagnies;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie pas immédiatement requis, de telle manière qu'il peut être déterminée de temps en temps;

Emettre des actions entièrement acquittées des obligations ou des débetures ou autres valeurs pour le paiement soit entier, ou partiel, d'aucune propriété réelle ou personnelle, meuble ou immeuble, services, droits, bail, affaire, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession ou en échange d'actions, obligations débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus, dans le placement d'actions dans le capital de la compagnie, ou de débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune de ses parties pour telle considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour les actions, des débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des buts en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Adopter telles manières de faire connaître l'entreprise de la compagnie comme il peut paraître convenable et en particulier, en annonçant dans la presse, par des circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de publications périodiques, ou en accordant des prix, des récompenses et des dons;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des buts en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer en espèce ou en valeur par dividende ou autrement, aucun des biens de la compagnie et particulièrement des actions entièrement acquittées, des débetures ou stocks de débetures de toute autre compagnie parmi ses membres;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce incident à l'exercice des fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée, sous le nom de "New Grand Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

73-1-2

Sous-secrétaire de la province.

ed of property, or rights suitable for the purposes of this company;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place, or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may be from time to time determined;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing of any shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company's or the conduct of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company;

To do all things, exercise all the powers, and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "New Grand Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

74-1-2

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit de décembre 1914, constituant en corporation M.M. Joseph Grim, manufacturier, Albert Main, gérant, William Hugh Dalzell, expert en radiateur, John Pringle, surintendant, et Christopher Columbus Cousins, solliciteur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'experts en automobiles pour l'inspection et faire rapport sur la condition des automobiles et des véhicules semblables et faire, construire, réparer ou autrement fabriquer des automobiles, des parties ou des accessoires d'iceux;

Acheter, vendre, échanger, faire commerce ou trafiquer des automobiles, parties ou accessoires d'iceux, ou toute sorte d'effets de marchandise, propriété ou droits;

S'associer ou faire des conventions concernant les actions, profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, ou autrement disposer de, et faire le commerce de tous les articles, appareils, fournitures, outils, équipement, spécialités, parties, appareils ou choses employées, utiles, désirables, usuelles ou ornementales dans le commerce de la compagnie;

Eriger, construire, manufacturer, mettre en opération, maintenir, louer ou conduire des bâtiments, des usines (works, plants), machineries, dépendances ou établissements nécessaires ou convenables aux fins de la compagnie et vendre ou autrement disposer des produits d'icelles.

Demander, obtenir, enrôler, louer ou autrement prendre et acquérir;

Posséder, employer, opérer sous; et vendre, assigner, ou transporter, ou permettre aux autres par rapport à toute patente, marque de commerce, dessin industriel, droits d'auteur ou autre forme de protection à la propriété industrielle, dans le Canada ou tout pays étranger; et acquérir et disposer de toute méthode, procédé, appareil ou chose, et les développer ou autrement les faire valoir;

Acheter, s'emparer, louer, échanger, louer par bail, donner à loyer ou autrement acquérir et disposer de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière et de tout droit, privilèges, ou concessions, lesquels la compagnie peut juger être nécessaires, convenables ou désirables pour les fins de ses affaires;

Placer et transiger avec des argents non immédiatement requis de la compagnie de telle manière qu'il peut être convenable et paraître avantageux pour la compagnie;

Acquérir les soumissions, les affaires ou la propriété de toute personne, société ou corporation, exerçant un commerce semblable ou incident, ou les actions, les obligations ou les débentures de toute autre corporation ou

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight of December, 1914, incorporating Messrs. Joseph Grim, manufacturer, George Albert Main, business manager, William Hugh Dalzell, radiator expert, John Pringle, superintendent and Christopher Columbus Cousins, solicitor of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of automobile experts for the inspection of and report on the condition of automobiles and similar vehicles and to make, build, repair and otherwise work on automobiles, part of or accessories thereto;

To buy, sell, exchange, deal in or barter with automobiles, parts thereof, or accessories thereto, or any form of goods, merchandise, property or rights.

To enter into partnership or any arrangement for sharings profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal relation or concession, or otherwise, with any individual, partnership or corporation, carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any transaction or business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lent money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person and to take or otherwise acquire shares or securities for the same and to sell, hold or re-issue the same, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell, let, or otherwise dispose of and deal in all articles, appliances, supplies, tools, equipment, specialities, parts, apparatus or things used, useful, desirable, deedful or ornamental in the business of the company;

To erect, construct, manufacture, operate, maintain, let or conduct any buildings, works, plants, machinery, appliances or establishment necessary or desirable for the purposes of the company and to sell or otherwise dispose of the products thereof;

To apply for, obtain, register, lease or otherwise take over and acquire;

To hold, use, operate under; and, to sell, assign, or transfer, or license others in respect of, any patent, trade-mark, industrial design, copy-rights or other form of protection to industrial property, in Canada or any foreign country; and to acquire and dispose of any method, process, appliance or thing, and to develop or otherwise turn the same to account of the company;

To purchase, take over, lease, exchange, hire, rent or otherwise acquire and to dispose of any property, real or personal movable or immovable, and any rights, privileges or concessions, which the company may deem necessary, convenient or desirable for the purposes of its affairs;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner and which may be convenient and seem proper to the company;

To acquire the undertakings, assets or property of any individual, firm or corporation carrying on a similar or incidental business, or the stock shares, bonds or debentures of any other corporation or business and while hold-

commerce et en les possédant exercer tous les pouvoirs de propriété d'iceux, y compris les droits de vote;

Faire aucune des choses susdites ou autres désirables pour la compagnie, comme corporation, agent, principal, contracteur ou représentant soit seul ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Canadian Automobile Inspection Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

71-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit de décembre 1914, constituant en corporation MM. Léopold Larue, marchand, A. Sydney Bruneau, étudiant, Moïse Lorrain, barbier, Louis J. Phaneuf, marchand, tous deux personnellement et pour autoriser son épouse ci-dessous nommée Dame Rosanna Courtois, épouse du dit Louis J. Phaneuf, à ceci, par lui spécialement autorisée et Auguste Angers, avocat de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce d'épiciers, de marchands de vins et de spiritueux, de marchands de fruits et de provisions, et tout autre commerce qui peut être incidemment exercé en rapport avec cela;

Acquérir par achat ou autrement, "as a going concern" et faire le commerce d'épicerie, vins et spiritueux, auparavant exercé par ledit Léopold Larue, sous le nom de "Mount Royal Grocery" au No. 591, avenue Mont Royal-Est, dans la cité de Montréal, avec les meubles, le stock dans ce commerce, licence, la clientèle et d'autres effets en iceux, et les payer en argent ou en obligations, ou en stock entièrement acquittés ou partiellement acquittés de la compagnie, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de tout individu, société ou compagnie comme commerce en opération (as a going concern) ou autrement et s'accaparer de tout autre commerce d'épicerie, ou de vins et de spiritueux, et de les payer en argent ou en obligations ou en stock acquitté ou partiellement acquitté de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder, par bail ou autrement aucune propriété immobilière qui peut paraître nécessaire pour mener à bonne fin le commerce de la compagnie, et de la payer, soit en argent, soit en stock ou obligations de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, disposer, ou autrement user de ses biens, meubles et immeubles, et emprunter de l'argent sur ses garanties, et l'engager et l'hypothéquer;

Acheter, acquérir ou souscrire pour et accepter, posséder et disposer d'aucune action, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation ayant des fins semblables à celles de cette compagnie;

S'amalgamer, s'unir, ou se joindre avec toute autre personne, société ou corporation exerçant tout commerce semblable ou s'y rattachant;

Vendre, louer, transporter ou autrement disposer du tout ou d'une partie du commerce et

ing the same to exercise all of the powers of ownership thereto, including voting powers;

To do any of the above or other things desirable for the company, as a corporation, agent, principal, contractor or representative, either alone or in conjunction with others, under the name of Canadian Automobile Inspection Company, Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty sixth day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

72-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing the date the twenty eight of December 1914, incorporating Messrs. Leopold Larue, merchant, A. Sydney Bruneau, student, Moïse Lorrain, barber, Louis J. Phaneuf, merchant, both personally and to authorize his wife hereinafter named Dame Rosanna Courtois, wife of said Louis J. Phaneuf, hereto by him specially authorized, and Auguste Angers, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of grocers, wine and spirit merchants, and fruit and provision dealers and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To acquire by purchase or otherwise, as a going concern, and to carry on the grocery, wine and spirit business heretofore carried on by the said Leopold Larue under the name of "Mount Royal Grocery", at No. 591, Mount Royal avenue East, in the city of Montreal, with the fixtures, stock in trade, license, goodwill and other assets thereof, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up or partly paid-up stock of the Company, according to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry in any other grocery or wine and spirit business, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid-up or partly paid-up stock of the Company;

To buy or otherwise acquire, and to hold by lease or otherwise any immoveable property which may be deemed necessary for the carrying on of the business of the Company, and to pay therefor either in cash or in stock or bonds of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof, and to pledge and hypothecate the same;

To buy, acquire or subscribe for and to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To amalgamate, unite or join with any other person, firm or corporation carrying on any similar or allied business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and

de l'entreprise de la compagnie à tout autre personne, société, compagnie ou corporation et accepter en considération pour une telle vente, bail ou transfert, des argents ou des actions, des obligations ou des garanties d'aucune autre compagnie ou corporation;

Rémunérer soit en argent ou en stock entièrement acquitté ou en partie acquitté, en obligations, ou en débetures de la compagnie, toute personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion, ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie, ou pour toute propriété, droits acquis par la compagnie, sous le nom de "Mount Royal Grocery Company" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

75-1-2. Sous secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Magaret Theresa Parker, veuve de Joseph Parker, Alfred Wellington Parker, gérant d'hôtel, Mable Thérèse Parker, et Ethel Ruby Parker, filles non mariées et John Frederick Campbell, courtier en immeuble, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, louer, acquérir, entreprendre et continuer pour eux-mêmes et pour leurs successeurs sous aucun titre légal, et détenir et prendre possession en qualité de locataires ou propriétaires, respectivement, de toutes terres ou bâtisses, meubles ou immeubles, dans la province de Québec, dans le but d'exercer les affaires de pension et garnies, ou maisons de rapport, tavernes, places publiques, places pour le cirage des chaussures, dépôts de journaux, comptoirs et magasins de cigares, hôteliers, restaurants licenciés, cafés et buvettes, conformément au lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité ou tels établissements seraient situés, des buffets sur terre ou sur mer, et plus particulièrement acheter, entreprendre et continuer le commerce présentement exercé par Madame Margeret T. Parker, au No 121 rue Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, province de Québec, et connu comme "The Parker House", et le payer complètement ou partiellement en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs, et vendre, échanger, louer ou autrement disposer du dit commerce;

Agir comme pourvoyeur, contrôler par a hat, bails ou autrement, toutes concessions sur terre ou sur mer, utiles aux intérêts de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer pour de l'argent ou autrement conformément aux dispositions de la Loi des Licences de Québec;

Acheter, louer ou autrement acquérir, en tout ou en partie, le commerce de toute compagnie, société commerciale ou personne exerçant tout commerce semblable à celui de la compagnie avec toutes les bâtisses, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général de tel commerce, et se charger de la totalité ou d'une

undertaking of the Company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, bonds or securities of any other company or corporation;

To remunerate either in cash or in paid up or partly paid up stock, bonds or debentures of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, or for any property or rights acquired by the company, under the name of "Mount Royal Grocery Company", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of December 1914.

C. J. SIMARD,

76-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given hat, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight of December, 1914, incorporating Misses Margaret Theresa Parker, widow of Joseph Parker, Alfred Wellington Parker, hotel manager, Mable Theresa Parker and Ethel Ruby Parker, spinster, and John Frederick Campbell, real estate broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, acquire, take over and continue for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession of as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or moveable estate in the province of Quebec, for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses, or apartment houses, roadhouses, public houses, shoe shining parlors, news stands, cigar stands and stores, hotel keepers, licensed restaurant, cafe and bar under the laws and regulations of the province of Quebec and the municipality in which such establishment would be situated, eating and drinking stations on land or water, and more especially to purchase, take over and continue the business presently carried on by Mrs. Margaret T. Parker, at No. 121 Saint Antoine Street, in the city of Montreal, province of Quebec, and known as the Parker House, and to pay for same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the company or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of same, according to the provisions of the Quebec License Act;

To act as caterers, control by purchase, lease or otherwise, any concessions on land or on water, serviceable to the interest of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same for cash or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally, of such business and to assume in whole or in part the liabilities of any

partie des dettes de tel commerce, et les payer, en tout ou en partie, en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs;

Acquérir, louer, vendre, échanger ou autrement détenir, disposer des stocks, obligations, débetures, valeurs ou actions de la compagnie ou dans toute compagnie exerçant un commerce ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents vendeurs, en gros ou en détail, pour les manufacturiers de tabac, cigares, tabac en poudre, eaux gazeuses, eaux minérales, vins, spiritueux, bière, ale, liqueurs et mélanges, spiritueux ou autrement conformément aux dispositions de la Loi des Licences de Québec;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Prendre et détenir des morts gages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie aux acquéreurs ou autres personnes;

Distribuer en argent, parmi les actionnaires, tous les biens de la compagnie, et prêter ou autrement placer de temps à autre le surplus des fonds de la compagnie;

Exercer tout autre commerce qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie à les rendre profitables, sous le nom de "Parker House Limited", avec un capital-actions de vingt mille (\$20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

85-1-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Georges Nelpha Clermont, courtier; Alma Magnan, épouse séparée de biens de G. N. Clermont; Adrien Beaudry, avocat et Conseil en Loi du Roi; de la ville d'Outremont; Hector Clermont, médecin et Joseph Magnan, surintendant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de produits et conserves alimentaires;

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, soit comme principaux soit comme agents;

Faire affaires comme contracteurs et constructeurs généraux et comme manufacturiers et marchands de matériaux de construction;

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux, soit comme agents, et acquérir par achat, échange ou autrement, des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser et améliorer, et acquérir par achat, échange ou autrement, louer, bâtir, construire, améliorer et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, patentes et brevets d'invention, et les

such business and to pay for same, wholly or in part, in fully paid-up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To acquire, lease, sell, exchange or otherwise, hold, dispense of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects similar to those of this company;

To act as selling agents, wholesale or retail, for the manufacturers of tobacco, cigars, snuff, aerated waters, mineral waters, wines, spirits, beer, ale, liquors and compounds, whether spirituous or otherwise, according to the provisions of the Quebec License Act;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company to purchasers or others;

To distribute in cash or kind among the share-holders, any assets of the company and to lend or otherwise invest the surplus funds of the company from time to time;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property; under the name of "Parker House Limited", with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

86-1-2

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1914, incorporating Messrs. Georges Nelpha Clermont, broker, Alma Magnan, wife separated as to property of G. N. Clermont, Adrien Beaudry, advocate, and King Counsel, of the town of Outremont, Hector Clermont, physician, and Joseph Magnan, superintendent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in alimentary products and canned goods;

To carry on business as importers and exporters, either as principals or agents;

To carry on business as contractors and general builders, and as manufacturers of and dealers' in building materials;

To generally deal in real as principal or agents and to acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide subdivide and improve the same and to acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings, and generally all kinds of moveable and immovable properties, rights, and privileges and to pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise, and to sell;

payer en argent, parts, débetures et autrement, et les vendre, les louer ou en disposer de quelque façon que ce soit;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer de ou de souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, et exercer tous les droits, privilèges et propriétés s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions, nonobstant les dispositions de l'article 44 de ladite loi, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actifs de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débetures de cette compagnie ou autrement;

Prendre part à la direction et au contrôle de toutes compagnies ou entreprises semblables en tout ou en partie à cette compagnie, et dans ce but faire toute nomination de directeurs, experts ou autres employés nécessaires;

Faire toute autre commerce ou entreprises, de manufacture ou autre, pouvant être faite en rapport avec les affaires de cette compagnie ou pouvant directement ou indirectement augmenter la valeur de quelque propriété, droits ou franchises de cette compagnie;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires ou entreprises de cette compagnie, en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit et recevoir en paiement de l'argent ou des parts et des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous les droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement, toutes personnes, sociétés ou corporations, pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie, ou pour tous autres services rendus ou à être rendus relativement à la formation de cette compagnie ou à la conduite de ses opérations sous le nom de "G. N. Clermont, Limitée", avec un fonds social de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

35-1-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1914, constituant en corporation MM. Arthur Pierre Patenaude, agent; Edouard Poulin, rentier; Mathias Dutil, commerçant; Emile Mercier, marchand; Edouard Lacroix, commerçant de bois; J. Aimé Roy, agent, de Saint-George, de Beauce, dans les buts suivants:

Acquérir, louer, acheter, posséder, vendre et autrement aliéner ou échanger tous engins à gazoline ou autres, scies rondes, moulins à battre, moulins à coudre, centrifuges, laveuses, automobiles, poêles, fournaies, ou autres appareils de chauffage, tous articles de fer, acier ou autre métal quelconque et tous autres instruments aratoires, industriels ou autres, ou les produire ou les manufacturer ou toutes parties d'iceux;

Acquérir, vendre, échanger, et en général faire le commerce de gazoline ou la produire ou la manufacturer;

lease or dispose of the same in any manner whatsoever

To acquire and hold, sell, transfer and dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, and to exercise all the rights, privileges and property attached thereto, including the right to vote in virtue of such shares, notwithstanding the provisions of article 44 of the said Act, and to pay for the same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of all kinds, assume the liabilities and continue the business of any persons, firms or corporations carrying on a business similar to that of the company, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise;

To take part in the management and control of any companies or undertakings wholly or partly similar to this company, and with that end in view to appoint directors, experts or other necessary employees;

To carry on any manufacturing or other business or undertaking capable of being carried in connection with the business of this company or calculated directly or indirectly to enhance the value of the property, rights or franchises of this company;

To sell or otherwise dispose of the rights, business or undertaking of this company, in whole or in part, in any way whatever, and to receive in payment cash or shares and debentures or other securities issued by other corporations with all the rights and privileges attached thereto including voting power;

To remunerate in paid up shares of this company, debentures or otherwise, any persons, firms or corporations, for services rendered or to be rendered in or about the formation of this company or the conduct of its business, under the name of "G. N. Clermont, Limitée", with a capital stock of ninety five thousand dollars, \$95,000.00 divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of December 1914.

C. J. SIMARD,

36-1-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec companies' act, letters patent have been issued by the administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day December, 1914, incorporating Messrs Arthur Pierre Patenaude, agent; Edouard Poulin, rentier; Mathias Dutil, trader; Emile Mercier, merchant; Edouard Lacroix, lumber dealer; J. Aimé Roy, agent, of Saint-George de Beauce, for the following purposes:

To acquire, lease, purchase, hold, sell or otherwise alienate or exchange any gasolene or other engines, circular saws, threshing machines, sewing machines, separators, washing machines, automobiles, stoves, furnaces or other heating apparatuses, any articles in iron, steel or other metal whatever, and any agricultural, manufacturing or other implements or to produce or manufacture the whole or any part thereof;

To acquire, sell, exchange and generally deal in gasolene or to generate or manufacture same;

Recevoir en paiements ou par échange de ces articles, tous articles quelconques, bois, animaux, terrains, bâtisses, les revendre, échanger, louer ou autrement aliéner;

Acquérir, louer, acheter, posséder, sous aucun titre quelconque, mettre en opération des terres, limites à bois, meubles et immeubles, droits, pouvoirs d'eau, moulins à scie, manufactures de toutes sortes, et en disposer;

Faire les affaires de manufacturier de bois, marchands de bois, acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce en général de bois de toutes sortes, et d'articles de toutes sortes en bois;

Acheter, louer, vendre ou autrement posséder ou aliéner, ou mettre en opération des magasins de provisions, de marchandises sèches, de tous articles quelconques susceptibles d'achat et de vente, et de faire le commerce en général de marchands;

Exploiter toute terre appartenant à la compagnie, et dans ce but acheter, et vendre les animaux de ferme, produits agricoles et en faire le commerce;

Vendre, louer ou autrement aliéner toutes propriétés ou actif de la compagnie à toute personne ou toute autre compagnie pour telle considération ou garantie que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour les actions, obligations, débetures de telle autre compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir les affaires, franchises, biens, propriétés, droits, privilèges, clientèle de toute autre personne ou toute autre compagnie, et les payer en argent en tout ou en partie ou en actions, débetures, obligations de la compagnie, et se charger des obligations de telle autre compagnie;

Construire toutes bâtisses quelconques pour l'usage de la dite compagnie ou pour les revendre ou autrement trafiquer, et acquérir des terrains à cet effet et les revendre ou autrement aliéner;

Transférer par vente ou autrement aliéner les actions, obligations et débetures de la compagnie à d'autres compagnies, sous le nom de "Dominion Engine Supplies Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Georges Est, Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

37—1—2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de décembre 1914, constituant en corporation, MM. James Macdonald, avocat; Simon Erdrich, marchand; Jack Itchkowitz, manufacturier; William Wolkow, commerçant; Abraham Abrahamson, hôtelier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands en gros et en détails d'habillements de toutes sortes et de toute description, importer et exporter, acheter et vendre et faire en général le commerce de marchandises sèches, soies, cotons, laines, satins, tissus de toutes sortes, coupons, boutons de toutes sortes, de marchandise en général; manufacturer, confectionner, exporter, vendre, engager, ou autrement disposer d'habits de toutes sortes et descriptions pour hommes, femmes et enfants, mettre en opération, toute industrie semblable, manufacture, transaction, importation et exportation, achat et vente, ou

To receive in payment or in exchange for such articles any articles whatever, wood, live stock, lands, buildings, resell, exchange, lease or otherwise alienate the same;

To acquire, lease, purchase, hold under any title whatever, operate lands, timber limits, moveables, and immoveables, rights, water powers, saw-mills, manufactories of all kinds and dispose thereof;

To carry on the business of lumber manufacturer, lumber merchant, to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and generally deal in wood of all kinds, and wooden articles of all sorts;

To buy, lease, sell or otherwise hold or alienate and operate provision stores, dry goods stores, and stores containing any articles capable of being bought and sold, and to carry on the general business of merchants;

To exploit any lands belonging to the company and for that purpose to buy and sell farm stock, farm produce and deal therein;

To sell, lease or otherwise alienate any property or assets of the company to any person or other company for such consideration or securities as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures of any other company;

To purchase, lease, or otherwise acquire the business, franchises, assets, property, rights, privileges, good-will of any other person or company, and to pay for the same in whole or in part in cash or in shares, debentures, bonds of the company and to assume the liabilities of such other company;

To construct any buildings whatsoever for the use of the said company or for the purpose of reselling or otherwise dealing with the same and to acquire lands for such purpose and to resell or otherwise alienate the same;

To transfer by sale or otherwise alienate the shares, bonds and debentures of the company to other companies, under the name of "Dominion Engine Supplies Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Georges East, Beauce.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-eight day of December, 1914

C. J. SIMARD,

38—1—2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1914, incorporating Messrs James Macdonald, advocate; Simon Erdrich, merchant; Jack Itchkowitz, manufacturer; William Wolkow, trader; Abraham Abrahamson, hotel keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail merchants of clothing of all kinds and description; to import and export, to buy and sell and generally do business in dry goods, silks, cottons, wollens, satins, tissues of all kinds, tailors trimmings, buttons and all kinds of merchandise in general; to manufacture, make up, export, sell, pledge, or otherwise dispose of men's, ladies and children's clothes of all kinds and descriptions; to carry on any similar industry, manufacturing, dealing, importing and exporting, buying and selling, or otherwise relating to the above purposes, which

autrement se rapportant aux fins susdites, lesquelles la compagnie peut juger censées être avantageusement mises en opération en rapport avec aucune des susdites industries; acquérir ou se charger du tout ou d'une partie des biens et obligations de toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, engagées dans toute industrie, que la présente compagnie est autorisée d'entreprendre, ou en possession de biens avantageux pour le bénéfice de la présente compagnie; engager aucun des dits habits confectionnés ou non confectionnés, matériels crus, marchandises sèches, cotons, soies, laines, tissus, coupons, et toutes ou aucune des marchandises, stocks dans les affaires de la dite compagnie; acheter en général, prendre possession, louer à bail, ou échanger, louer ou autrement, acquérir tout bien meuble et immeuble avec tous les droits et privilèges, que la compagnie peut juger nécessaires pour son industrie et en particulier, toutes les terres, bâties, obligations, machinerie, outils et stocks dans les affaires; acquérir et posséder des actions dans aucune autre compagnie, dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en disposant ou aidant à disposer, ou garantissant la disposition d'un nombre d'actions dans le capital de la compagnie, ou des obligations ou des autres valeurs de la compagnie, ou par rapport à la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires, ou la vente ou la disposition de sa marchandise; émettre, faire, accepter, endosser, pour valeur ou en vue d'acommodation, escompter, exécuter, et mettre des billets promissaires, chèques, lettres de crédit, lettres de change, traites, obligations, débetures et autres valeurs négociables et transférables; prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, qu'il paraîtra convenables et plus particulièrement en annonçant dans les journaux, dans des circulaires, ou autrement; vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, céder, perfectionner ou autrement disposer du tout ou d'une partie de la propriété des biens de la compagnie; acquérir et prendre comme commerce en opération (as a going concern) le commerce exercé par la société "The Canadian Juvenile Clothing Company" dans la cité de Montréal, et tous ou aucun des biens ou engagements de la dite société en rapport avec elle et payer les propriétaires de la dite "Canadian Juvenile Clothing Company", par l'acquisition du dit commerce soit en argent, soit en stock acquitté dans le capital de la présente compagnie, sous le nom de "The Canadian Juvenile Clothing Company Incorporated", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres, (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

77-1-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Brigite des Saults dans le comté de Nicolet, ayant été établi aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications

the company may judge capable of being advantageously carried on in connection with any of the above industries; to acquire or undertake in whole or part properties and obligations of any person or persons, company or companies, engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the present company; to pledge any of the said clothing manufactured or unmanufactured, raw materials, dry goods, cottons, silks, wollens, tissues, tailor's trimmings, and all or any of the merchandise and stock in trade of the said company; to buy in general, take on, lease, or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property with all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry and particularly, all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stocks in trade; to acquire and hold shares in any other company, the objects of of which are similar to those of the present company; to reimburse any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of, or helping to dispose of, or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs, or in the selling or disposing of its merchandise; to draw, make, accept, endorse, for value or by way of accomodation, discount, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of lading, drafts, bonds debentures and other negotiable and transferable instruments; to take such means to make the products of the company known as will be deemed advisable, and more particularly through advertising in the papers, through circulars, or otherwise; to sell, ameliorate, manage, develop, exchange, rent, cede, improve or otherwise dispose of the whole or part of the property and assets of the company; to acquire and take over as a going concern the business carried on by the firm of the Canadian Juvenile Clothing Company in the city of Montreal, and all or any of the assets or liabilities of said firm in connection therewith and to pay the owner of said Canadian Juvenile Clothing Company for the acquire of said business, either in cash, or by paid up capital stock in the present company, under the name of The Canadian Juvenile Clothing Company Incorporated, with a capital stock forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of December, 1914.

C. J. SIMARD,

78-1-2

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Sainte-Brigite des Saults, dans le comté de Nicolet", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right

et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle d'assurance contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'Inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des bâtiments de fermes et de risques isolés, (tels risques étant ni des risques de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Nicolet, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de décembre 1914.

Pour le trésorier de la province.

**WILLIAM CHUBB,**  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Division des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q. 53-1-2

**SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Ephrem Desranleau, cultivateur, de la paroisse de l'Acadie, comté de Saint-Jean, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de Société Coopérative Agricole de l'Acadie, Qué., avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté, à Québec, le 29 décembre 1914.

69 **JOS. ED. CARON,**  
Ministre de l'Agriculture.

**SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Albert Deslandes, cultivateur, de Saint-Dominique, comté de Bagot, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Dominique", avec sa principale place d'affaires au village de Saint-Dominique, dans le comté de Bagot.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté, à Québec, le 23 décembre 1914.

21 **JOS. ED. CARON,**  
Ministre de l'Agriculture.

to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or on buildings used for commercial or manufacturing purpose, or extra-hazardous), within the limits of the county of Nicolet, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty fourth day of December, 1914.

**WILLIAM CHUBB,**  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Québec, P. Q. 54-1-2

**COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.**

Public notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, M. Ephrem Desranleau, farmer, of the Parish of L'Acadie, county of Saint John's, and other, have formed a Cooperative Agricultural Association, under the name of "Société Coopérative Agricole de L'Acadie, Qué.", with its chief place of business in the parish of L'Acadie, in the county of Saint John's.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 29th day of December, 1914.

70 **JOS. ED. CARON,**  
Minister of Agriculture.

**COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.**

Public notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Albert Deslandes, farmer, of Saint Dominique, county of Bagot, and others have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Dominique", with its chief place of business in the village of Saint Dominique, in the county of Bagot.

The object for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 23rd day of December, 1914.

22 **JOS. ED. CARON,**  
Minister of Agriculture.

## Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'une pétition sera présentée à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'un loi validant un acte de partage et division de la succession de feu Eugène Crépeau, passé devant F. X. Lemieux, N. P., le 19 décembre 1914, ratifiant certaines hypothèques, autorisant Béatrice Crépeau à vendre certains immeubles et pour autres objets.

CREPEAU & COTE,  
Procureurs des requérants.  
Arthabaska, ce 28 décembre 1914. 79-1-4

## En liquidation

## SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

*In re* "The National Lumber Company, Limited"  
Papineauville, Qué., En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un ordre de mise en liquidation a été donné en cette affaire et que j'ai été nommé liquidateur provisoire. Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées aussitôt que possible.

Les actionnaires, créanciers et contributaires de la dite compagnie sont notifiés de se réunir au Palais de Justice, en la cité de Hull, le 7 janvier 1915, à 10 heures de l'avant-midi, pour nommer un liquidateur permanent et des inspecteurs.

J. E. COUTURE,  
Liquidateur provisoire.  
Hull, 28 décembre 1914. 63

## Avis Divers

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 4518.—Dame Eugénie Dumas, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aimé Bourdeau, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée par jugement de cette cour à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Aimé Bourdeau, Défendeur.

La demanderesse a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur, son dit époux.

L. G. A. CRESSÉ,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 14 décembre 1914. 65-1-5

## Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for an Act validating a deed of partition and division of the estate of the late Eugène Crépeau, passed before F.-X. Lemieux, N. P., on the 19th December, 1914, ratifying certain hypothecs, authorizing Béatrice Crépeau to sell certain immoveables and for other objects.

CREPEAU & COTE,  
Attorneys for the Petitioners.  
Arthabaska, 28th December, 1914. 80-1-4

## In Liquidation

## UNDER THE WINDING-UP ACT

*In re* The National Lumber Company, Limited,  
Papineauville, Que., In liquidation.

Notice is hereby given that a winding-up order has been granted in this matter and that I have been appointed provisional liquidator. Sworn claims must be filed with me as soon as possible.

The shareholders, creditors and contributories of the said company, are notified to meet in the Court House, at the city of Hull, on the 7th January, 1915, at 10 o'clock in the forenoon to advise as to the appointment of a Permanent Liquidator and Inspectors.

J. E. COUTURE,  
Provisional Liquidator.  
Hull, 28th December, 1914. 64

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 4518.—Dame Eugénie Dumas, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Aimé Bourdeau, hotel keeper, of the same place, and duly authorized by judgment of this Court, à ester en justice, Plaintiff; vs. the said Aimé Bourdeau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against the said defendant.

L. G. A. CRESSÉ,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 14th December, 1914. 66-1-5

## CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examens de janvier 1915.—Examination, January, 1915.

Section d'Ottawa.—Section of Ottawa.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	College.
Genest.....	Frank D.....	20 ans—years..	Ottawa.....	Model School, Ottawa, Ottawa Collegiate Institute, Ottawa, Private Tutors.

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 12 janvier 1915.—Examinations, 12th January, 1915.

No	Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age	Residence.
1	Allard.....	Antonio.....	25	Montréal.
2	Archambault.....	Geo. E.....	24	Montreal.
3	Barry.....	Jean Joseph.....	51	Montreal.
4	Béique.....	Victor E.....	25	Montreal.
5	Bertrand.....	C. A. H.....	24	Montreal.
6	Biron.....	F. X. A.....	22	Montreal.
7	Dunlop.....	James.....	28	Montreal.
8	Ethier.....	Benjamin.....	23	Montreal.
9	Hurteau.....	Mathias, Adolphe.....	22	Montreal.
10	Lafontaine.....	Ayme.....	23	Montreal.
11	Major.....	F. B.....	24	Papineauville.
12	Newcombe.....	Edmond F.....	24	Montreal.
13	Rollit.....	A. E.....	34	Westmount.

Montréal, 26 décembre 1914.

Montreal, 26th December, 1914.

RUSSELL I. STACKHOUSE,  
Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary of the bar of Montreal.  
107-108—1-2

## BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour la pratique du droit.—Candidates for the practice of the law.

Examens de janvier 1915.—Examinations of January, 1915.

	Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Residence.
	Gagné.....	Louis René.....	28	Québec.
	Jessop.....	James J.....	23	Newport, Co. Gaspé.

CHARLES SMITH,  
Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary for the bar of Quebec.

Québec, 28 décembre 1914.  
Quebec, 28th December, 1914.

109—110-1-2

## Avis de Faillites

*District de Montréal.*

Re "Park Concrete Block Co.", Montreal, Faillie.  
 En vertu d'un ordre de la cour en date du 30 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite compagnie faillie.  
 Les réclamations sous serment devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

EUGENE PREVOST,  
 Curateur.

Bureau de Prévost & Bédard,  
 107, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 30 décembre 1914. 103

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
 District de Montréal.  
 In re O. Legendre & Co., Montréal, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné que le 30ième jour de décembre 1914, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens du dit insolvable.  
 Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,  
 HENRI DESROSIERS,  
 Curateurs-conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,  
 Comptables et liquidateurs,  
 Chambre 24.—55, rue Saint-François-Xavier.  
 89

*Cour Supérieure.*

Canada,  
 Province de Québec,  
 District de Québec,  
 No 731.  
 Re Wilfrid Cantin, marchand-épicer, Québec, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection d'hui au 15 janvier 1915, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,  
 Curateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",  
 126, rue Saint-Pierre, Québec.  
 Québec, 31 décembre 1914. 93

*District d'Iberville.*

Re Charles H. Wilson, marchand de Saint-Jean, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le 28ième jour de décembre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

G. P. SMITH,  
 Gardien provisoire.

91

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
 District de Montréal.  
 170-a-505.  
 Delle A. Michel, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

GIROUARD & VALENTINE,  
 Montréal, 21 décembre 1914. 101

## Bankrupt Notices

*District of Montreal.*

Re Park Concrete Block Co., Montreal, Insolvent.  
 In virtue of an order of the court dated 30th December, 1914, I have been appointed curator to the above estate.  
 Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

EUGENE PREVOST,  
 Curator.

Office of Prévost & Bédard,  
 107, Saint James street.  
 Montreal, 30th December, 1914. 104

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
 District of Montreal.  
 In re O. Legendre & Co., Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 30th day of December, 1914, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.  
 All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,  
 HENRI DESROSIERS,  
 Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,  
 Accountants and liquidators,  
 Room 24.—55, Saint Francois Xavier street.  
 90

*Superior Court.*

Canada,  
 Province of Quebec,  
 District of Quebec,  
 No. 731.  
 Re Wilfrid Cantin, grocer, Quebec, Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and that it will remain open to objection until 15th January, 1915, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,  
 Curators.

Offices: "Dominion Building",  
 126, Saint Peter street, Quebec.  
 Quebec, 31st December, 1914. 94

*District of Iberville.*

Re Charles H. Wilson, merchant of Saint John's, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 28th day of December, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

G. P. SMITH,  
 Provisional Guardian.

92

*Superior Court*

Province of Quebec,  
 District of Montreal.  
 No. 170-a-505.  
 Delle A. Michel, has, this day, made a judicial abandonment and I have been appointed provisional guardian.

GIROUARD & VALENTINE,  
 Montreal, 21st December, 1914. 102

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saguenay.  
*In re* Napoléon Couture, plombier, Malbaie.  
En vertu d'un ordre de la cour en date du 24 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.  
Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.  
J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1914. 95

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 188-a-520.  
*In re* Arnold Herer "Montreal Peddler Supply Co.", de la cité et district de Montréal.  
Avis est par le donné que, le susdit insolvable a, ce jour, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du susdit.

J. W. MICHAUD,  
Député-gardien provisoire.  
Bureau de Michaud et DesRosiers,  
Comptables et liquidateurs.  
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 87

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Beauce.  
*In re* Napoléon Lessard, Saint-Victor de Tring,  
Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 24 décembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.  
Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.  
J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1914. 97

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 169-a-504.  
Moses Lax, "The Fashion Novelty", a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

GIROUARD & VALENTINE,  
Montréal, 21 décembre 1914. 99

*District de Montréal*

*Re* Camille Desrosiers, épicier, Lachine, P. Q.,  
Failli.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 décembre 1914, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens du dit failli.  
Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,  
Curateurs-conjoints.  
107, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 30 décembre 1914 105

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saguenay.  
*In re* Napoléon Couture, plumber, Insolvent.  
In virtue of an order of the court dated 24th December, 1914, I have been appointed curator to this estate.  
All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.  
J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 et 46, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.  
Quebec, 30th December, 1914. 96

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 188-a-520.  
*In re* Arnold Herer "Montreal Peddler Supply Co.", of the city and district of Montreal.  
Notice is hereby given that the above named insolvent, has, this day, made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,  
Deputy Provisional Guardian.  
Office of Michaud and DesRosiers,  
Accountants and liquidators,  
55, Saint François Xavier street, Montreal. 88

*Superior Court*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Beauce.  
*In re* Napoléon Lessard, Saint Victor de Tring,  
Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 24th December, 1914, I have been appointed curator to this estate.  
All persons having claims against this estate, are requested to file them with me within thirty days from this date.  
J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th December, 1914. 98

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 169-a-504.  
Moses Lax "The Fashion Novelty", has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

GIROUARD & VALENTINE,  
Montreal, 21st December, 1914. 100

*District of Montreal*

*Re* Camille Desrosiers, grocer, Lachine, P. Q.,  
Insolvent  
In virtue of an order of the court, dated 30th December, 1914, we have been appointed joint curators to the above estate.  
Sworn claims must be filed with us within 30 days from this notice.

PREVOST & BEDARD,  
Joint curators.  
107, Saint James street,  
Montreal, 30th December, 1914 106

**AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.** **TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.**

**C**eux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.
3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

**AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.**

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

31

**Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—**

Dme Belisle vs Lefebvre.....	29
" Bissonnette vs Provost.....	30
" Brosseau vs Lacroix.....	29
" Brown vs Vasilonis.....	30
" Cardin vs Lauzon.....	30

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—**

Charbonneau vs Charette.....	30
------------------------------	----

**AGRICULTURE:—**Société Coopérative Agricole de l'Acadie, 60; Société Coopérative agricole de Saint-Dominique, 60.

**ANNONCEURS, avis aux:—65.**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE:—**Cour d'Echiquier du Canada, 32.

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.
3. INVARIABLELY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number

Slips, 65 cents per dozen.

**NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.**

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; The second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914

32

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 1.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—**

Dme Dumas vs Bourdeau.....	61
" Gauthier vs Galarneau.....	29
" Kaplan vs Levine.....	29
" Lapierre vs Racette.....	29

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—**

Charbonneau vs Charette.....	30
------------------------------	----

**AGRICULTURE:—**Coopérative Agricultural Association of L'Acadie, 60; Coopérative Agricultural Association of Saint Dominique, 60.

**ADVERTISERS, notice to:—65.**

**GENERAL MEETING:—**Exchequer Court of Canada, 32.

-4 JAN 1915

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Szinte-Brigitte des Saults, 59; L'Ordre Indépendant des Forestiers, 5.	ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte Brigitte-des-Saults, 59; Independent Order of Foresters, 5.
AVIS:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 32.	NOTICE:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 32.
BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des—Chambre des Communes, 4.	PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the—House of Commons, 4.
BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des—Conseil Législatif, 2; Assemblée législative, 2.	PRIVATE BILLS, P. Q.—Notices respecting the—Legislative Council, 2; Legislative Assembly, 2.
CERTIFICAT:—Ordre Indépendant des Forestiers, 5.	CERTIFICATE:—Independent Order of Foresters, 5.
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE—	DEMANDES A LA LÉGISLATURE:— APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—
Allen, Ralph, E. . . . . 6	Le Bureau Spécial de l'Œuvre et F brique de la paroisse Saint-Georges, — The Specia Board of church wardens o the parish Saint Georges. . . . . 28
Alma & Jonquières Railway Coy. . . . . 18	Leduc, E. A. . . . . 25
Archambault, George. . . . . 11	Leahy, Wilfrid. . . . . 26
Beaudoin, Edmond et autres—and others. . . 11	Lessard, J. Richard. . . . . 11
Bankers Trust Coy. . . . . 6	Les Administrateurs de l'Université Laval, à Montréal.—The administrators of Laval University of Montreal. . . . . 15
Beïque, Victor E. . . . . 19	Les Commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-François Solano.—The school commissioners of the municipality of Saint François Solano. . . . . 6
Cité de—City o' Hull. . . . . 24	L'Œuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Pierre Claver.—Church wardens of the parish of Saint Pierre. . . . . 25
Cité de—City o Québec. . . . . 20	Montreal Amateur Athletic Association. . . 14
Cité de—City of Sherbrooke. . . . . 23	Montcalm Cons ruction Coy. . . . . 7
Coonan, Thomas-Joseph. . . . . 6	McCreedy, Dme Margaret. . . . . 27
Communautés des Sceurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal. . . . . 16	Municipalité scolaire de Saint-Zotique de Montréal—School Municipality of Saint Zotique. . . . . 25
Commissaires d'écoles pour la municipalité de Côteau Saint-Pierre—School Commissioners for the municipality of Côteau Saint Pierre. . . . . 6	Municipa ité de la paroisse de Sainte-Madeleine d'Outremont—Municipality of the parish of Sain Madeleine d'Outremont. . . . . 22
Corporation de—Corporation of Cartierville. . . . . 12	Municipalité du village de Tétréau tville de Montréal.—Municipality of he village of Tétréaultville of Montreal. . . . . 25
Corporation du village de Saint-Michel de Laval.—Corporation of the village of Saint Michel de Laval. . . . . 6	Municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme.—School Municipality of the parish of Saint Anselme. . . . . 25
Corporation de la paroisse du Saut-au-Récollet—Corporation o' the parish of Sault-au-Récollet. . . . . 9	Municipalité scolaire du Parc Amherst.—School Municipality of Park Amherst. . . 13
Corporation du village Saint-Benoît-Joseph-Labre; d'Amqui.—Corporation of the village Saint Benoît-Joseph-Labre of Amqui. . . . . 13	Municipalité du village de L'Abord-à-Plouffe.—Municipality of the village of L'Abord-à-Plouffe. . . . . 11
Corporation de la ville Laval des Rapides —Corporation of the town Laval des Rapides. . . . . 26	Municipalité scolaire de Saint Marc de Montréal. — School Municipality of Saint Marc de Montreal. . . . . 12
Corporation de la cité des Trois-Rivières—Corporation of the city of Three Rivers	Notre-Dame-des-Neiges des Trois-Pistoles. . 17
Corporation de la ville du Sault-au-Récollet Corporation of the town of Sault au Récollet . . . . . 18	Ouverture ou élargissement de rues, Montréal—Opening or widening streets, Montreal. . . . . 27
Corporation de la ville d'Outremont.—Corporation ot the town of Outremont. 13	Provincial Light, Heat & Power Coy. . . . . 23
Crépeau, Eug. . . . . 61	Quebec & Saint Maurice Industrial Coy. . 23
Curé et Syndics de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Sainte-Zoé des Bergeronnes.—Curate and church wardens of the parish of Sainte Zoé des Bergeronnes. . . . . 26	Richard, Jos. Auguste. . . . . 14
Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Bernardin de Sienne.—Priest parish and church wardens of the parish of Saint Bernardin de Sienne. . . . . 9	Roy, (Dme) Georgette. . . . . 27
Dérome, Jean-Michel . . . . . 7	Salvation Army. . . . . 16
Dumont Georges. . . . . 13	Scottish Trust Coy. . . . . 26
Gagnon (Dme) Cléphire. . . . . 6	Sherbrooke Loan & Mortgage Coy. . . . . 26
Jasmin (Dme) Delphine. . . . . 27	Société Mutuelle Ouvrière de Construction de Montréal.—Montreal Workmen's Mutual Building Society. . . . . 13
La cité de Montréal. . . . . 10	Succession—Estate Eugène Crépeau. . . . . 00
La Communauté des Religieuses Trapistines Notre-Dame de Maubec. . . . . 9	

L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal.—Montreal Firemen's Benefit..... 12  
 Laval-sur-le-Lac..... 10  
 La Société des Réserves Hydrauliques du Saguenay..... 9  
 La ville — The town Lasalle..... 19  
 La ville—The town Mont Royal..... 7

EXAMEN:—BARREAU:—Arthabaska, 32; Bedford, 31; Montréal, 62; Ottawa, 61; Québec, 31; Québec, 62.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Asselin..... 34  
 Auger..... 35  
 Beaudet..... 34  
 Bertrand..... 33  
 Brainin..... 35  
 Campbell..... 33  
 Cantin..... 63  
 Couture..... 64  
 Desrosiers..... 64  
 Gilmore (Dme)..... 35  
 Herer..... 64  
 Lauzon..... 33  
 Lax..... 64

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Canadian Automobile Inspection Coy, Ltd. 53  
 Dominion Engine Supplies Coy, Ltd..... 57  
 G. N. Clermont, Ltée..... 56  
 Hôtel Bellerive, Ltée..... 50  
 Mount Royal Grocery Coy..... 54

LIQUIDATION:—The National Lumber Company, Limited..... 51

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Saint-Siméon, 5.

NOMINATIONS:—

Conseillers municipaux:—Municipalité des paroisses de Saint-Thomas et de Saint-Raphael, 49.

PROCLAMATION—Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 1.

VENTE PAR LICITATION:—Lafleur vs LaRochelle èsrl., 36; Lapointe vs Bouchard *et al*, 37.

VENTES PAR LES SHERIFS —

BEAUCE:—Loubier vs Dme Caron *et vir*, 37.

CHICOUTIMI:—Drouin *et al* vs Tremblay, 38.

JOLIETTE:—Bostwick *et al* vs Grégoire, 38; Forest vs Destempes, 38.

MONTMAGNY:—Lessard vs Montminy *et al*, 39; Pelletier vs Bonneau, 40; Pelletier *et al* vs Guilmette, 39.

MONTREAL:—Filiatrault vs Bissonnette, 42; Lapiere vs Bruno, 42; Léopold vs Langridge, 41; Pepin vs Ellief, 41; Sauvé, failli, 42; Southam Press Ltd vs Charing Cross Industrial Coy, Ltd, 40.

QUÉBEC:—Jacques (Dme) *et vir* vs Pouliot & Cie, 43.

Syndics des Chemins à Barrières de Montréal.—Montreal Turnpike Trust..... 11  
 Taillon, Francois..... 23  
 The Dorval Island Park Coy..... 24  
 The Montreal Hebrew Orphans Home..... 28  
 The Union Cemetery..... 9  
 Trustees of the American Presbyterian Society of Montreal..... 24  
 Vanasse, F. X., et autres—and others..... 15

EXAMINATION:—BAR:—Arthabaska, 32; Bedford, 31; Montréal, 62; Ottawa, 61; Québec, 31; Québec, 62.

FAILL—INSOLVENTS:—

Legendre & Co..... 63  
 Lessard..... 64  
 Marchand..... 35  
 Michel (Dlle)..... 63  
 Normandin..... 34  
 Nudel..... 33  
 Pappelbaun..... 33  
 Paquet..... 34  
 Perrault..... 34  
 Park Concrete Block Co..... 63  
 Rosen..... 35  
 Wilson..... 63

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

New Grand, Ltd..... 51  
 Parker-House, Ltd..... 55  
 Saint Elmo Restaurant, Ltée..... 49  
 The Canadian Juvenile Clothing Coy, Inc.. 58

LIQUIDATION:—The National Lumber Company, Limited..... 61

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Saint Siméon, 5.

APPOINTMENTS:—

Municipal Councillors:—Municipality of the parishes of Saint Thomas and of Saint Raphael, 49.

PROCLAMATIONS:—Parliament convoked for despatch of business, 1.

SALE BY LICITATION:—Lafleur vs LaRochelle, èsrl., 36; Lapointe vs Bouchard *et al*, 37.

SHERIFF'S SALES:—

BEAUCE:—Loubier vs Dme Caron *et vir*, 37.

CHICOUTIMI:—Drouin *et al* vs Tremblay, 38.

JOLIETTE:—Bostwick *et al* vs Grégoire, 38; Forest vs Destempes, 38.

MONTMAGNY:—Lessard vs Montminy *et al*, 39; Pelletier vs Bonneau, 40; Pelletier *et al* vs Guilmette, 39.

MONTREAL:—Filiatrault vs Bissonnette, 42; Lapiere vs Bruno, 42; Léopold vs Langridge, 41; Pepin vs Ellief, 41; Sauvé, insolvent, 42; Southam Press Ltd vs Charing Cross Industrial Coy, Ltd, 40.

QUEBEC:—Jacques (Dme) *et vir* vs Pouliot & Cie, 43.

**RICHELIEU:—Beaulieu vs Beaulieu, 44.**

**RIMOUSKI:—Bournival vs St-Laurent et al, 44.**

**SAINT-FRANCOIS:—Gobeil vs Coulin Circular Vat Coy, 45; Morris vs Aldrich et al, 45.**

**TROIS-RIVIÈRES:—Carbonneau (Dme) vs Ricard, 48; Cardin & Allard vs Vigneault, 47 Demers vs Corrigan et al, 47; La ville de Grand'Mère vs The Laurentide Shoe & Leather, Coy, 46; Lusher vs Witzky, 48.**

**RICHELIEU:—Beaulieu vs Beaulieu, 44.**

**RIMOUSKI:—Bournival vs St-Laurent et al, 44.**

**SAINT FRANCIS:—Gobeil vs Coulin Circular Vat Coy, 45; Morris vs Aldrich et al, 45.**

**THREE RIVERS:—Carbonneau (Dme) vs Ricard 48; Cardin & Allard vs Vigneault, 47, Demers vs Corrigan et al, 47; La ville de Grand'Mère vs The Laurentide Shoe & Leather, Coy, 46; Lusher vs Witzky, 48**

4 JAN 1915